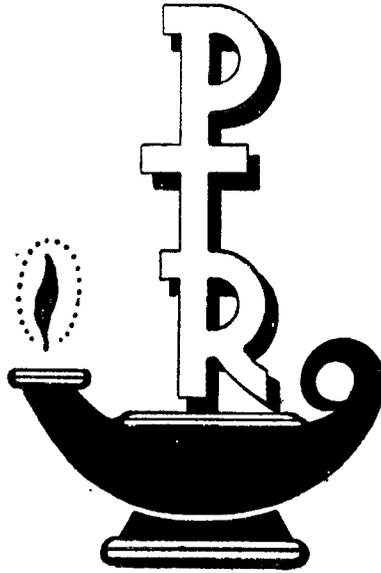


GUILLAUME DE WECK



HISTOIRE DE LA CONFÉDÉRATION
INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS
CATHOLIQUES

PAX ROMANA

1887 · 1921 · 1946

HISTOIRE
de
«PAX ROMANA»

GUILLAUME DE WECK

HISTOIRE

de la Confédération internationale
des Etudiants catholiques

«PAX ROMANA»

(1887-1921-1946)

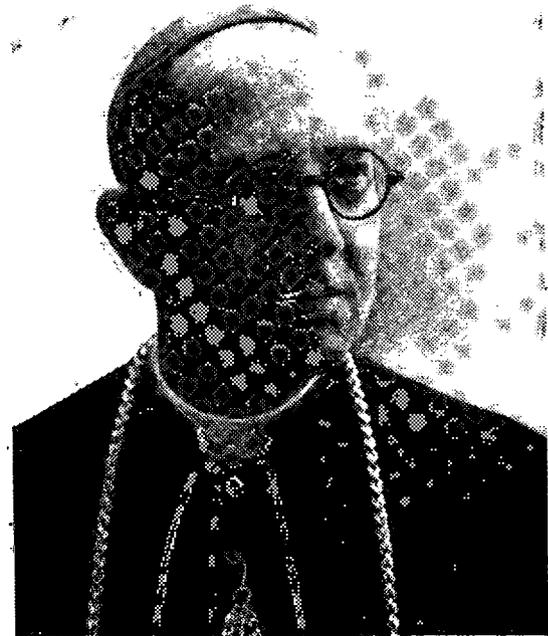


IMPRIMÉ PAR MAX JENDLY, FRIBOURG
Dessin de la couverture par René Dessonnaz, Fribourg

FRIBOURG (SUISSE) 1946

*Aux promoteurs de la grande idée
de la Confédération internationale des
Etudiants catholiques,
je dédie ces pages
publiées à l'occasion du vingt-cinquième
anniversaire de la fondation de PAX
ROMANA.*

GUILLAUME DE WECK



S. E. MGR DR FRANÇOIS CHARRIÈRE
Evêque de Lausanne, Genève et Fribourg
Président d'Honneur de PAX ROMANA

248.5 (60)

GROTTAFERRATA
Via dei Laghi, 17

BIBLIOTECA
VILLA CHAMINADE

Avant-propos

Le mouvement des étudiants catholiques vers l'union internationale est tout moderne, disons même contemporain. Les dates ci-dessus en font foi. L'existence et les relations des étudiants catholiques remontent cependant à la fondation de l'Université de Paris, au XII^{me} siècle. Là, des milliers d'étudiants étaient groupés par nationalités et rivalisaient d'intelligence, quelquefois aussi de force. Pourquoi ne fut-il pas question alors d'une internationale? C'est que les conditions politiques et religieuses ne le réclamaient pas. L'union des nations chrétiennes sous l'autorité du pape était un fait. La vivacité des croyances en était un autre. Les rapports des intellectuels en ressortaient naturellement, facilités par la communauté de la langue latine comme langue savante.

« Les grandes universités, au moyen âge, étaient des studia generalia érigés par des bulles pontificales; maîtres et élèves se recrutaient internationalement; les grades conférés aux docteurs et aux licenciés leur donnaient un jus ubique docendi, c'est-à-dire, un droit d'enseigner dans toute la chrétienté. » (La Coopération internationale dans la vie intellectuelle. Leçon donnée par Mgr Beaupin à la Semaine sociale du Havre, le 6 août 1926. Amitiés catholiques françaises, Paris, 15 septembre 1926.)

244

Après l'apparition de la Réforme, l'enseignement passa aux mains de l'Etat. Il prit une teinte profane et la religion y devint un accessoire, un élément subjectif dont on faisait abstraction dans les discussions scientifiques. La Révolution reprit, en l'aggravant, la tendance de la royauté vers l'extension du pouvoir temporel. Le gallicanisme devint laïcisme. On voulut faire régner la raison au-dessus de tous les actes humains. Mais l'esprit critique se développant, s'attaquait bientôt à la science, sa mère, qui voyait par lui son domaine de plus en plus restreint.

Lorsque la certitude même fut ébranlée, on s'aperçut de la nécessité de rendre son rôle à la croyance. Il y a un acte de foi même à la base de la connaissance, et la raison individuelle doit être soutenue par la culture sociale. Cependant, l'unité religieuse était rompue. On créa alors des associations sur la base des mystiques existantes, aux principes souvent divergents, mais du moins positifs. C'est ainsi que l'union des étudiants libéraux, l'union des étudiants socialistes, l'union des étudiants protestants naquirent presque en même temps que l'union des étudiants catholiques, non seulement en vertu de l'exemple et de l'émulation, mais par un besoin des temps qui sollicitait tous les esprits. Ces tentatives eurent des fortunes diverses et l'on ne peut pas dire que l'union des étudiants catholiques fût la première ni la plus vigoureuse. Cependant, les efforts qu'ils ont faits, méritent d'être retracés, au moment où, après cette deuxième guerre mondiale, Pax Romana va prendre un nouvel essor.

* * *

La présente brochure est une édition revue et mise à jour de celle qui fut publiée, en 1926, sous le titre. « Histoire du mouvement des Etudiants catholiques vers la fondation d'une Confédération internationale ».

CHAPITRE I

Les premiers essais

Si les catholiques n'ont pas réalisé la première union internationale, il semble du moins qu'ils en aient eu la première idée. Nous la voyons indiquée dans une lettre adressée par l'Association catholique de la Jeunesse française à la Société des Etudiants Suisses réunie à Brigue en septembre 1887. Les rapports entre les deux groupes étaient demeurés excellents du jour où le comte Albert de Mun, siégeant à l'Union de Fribourg, avait obtenu de M. Georges de Montenach certaines données utiles sur l'organisation des étudiants en vue de la fondation prochaine de l'Association catholique de la Jeunesse française. Voici ce que disait cette lettre :

« Lors de la première assemblée générale tenue naguère à Angers, nous avons espéré voir quelque représentant de votre société et jeter avec lui les bases d'une première entente. Mais, ne pouvant, à notre grand regret, nous envoyer un représentant, votre société a bien voulu, pour le remplacer, nous adresser par l'intermédiaire de votre président central, le baron de Montenach, en qui nous avons trouvé le meilleur des amis, une lettre dont personne de nous n'a perdu le souvenir et où vous

veniez au devant de nos vœux, lorsque vous nous écriviez: «Des groupes d'étudiants sont en formation maintenant dans tous les pays, sous les vocables divers de corps, de conférences, de corporations, de congrégations, de sections, etc. Il serait bon, utile et même nécessaire de les connaître, de les mettre en rapport. Pour ce faire, le meilleur moyen n'est-il pas d'organiser au plus tôt un congrès international qui réunirait un ou plusieurs délégués de chaque pays? Il ne s'agit point de discuter le programme de ce congrès possible; je vous soumetts seulement en passant cette idée qui est celle d'un grand nombre d'hommes d'Etat catholiques et viens vous proposer d'ores et déjà la ville de Fribourg comme rendez-vous.»

«Ah! Messieurs, poursuivait le correspondant français, de quelles acclamations enthousiastes cette proposition n'a-t-elle pas été saluée par les nombreux délégués de nos conférences, réunis de tous les points de la France, dans cette assemblée d'Angers!»

Dans un beau mouvement oratoire, que nous voulons citer, le porte-parole de l'association française traçait ensuite l'idéal et le but de l'union:

«Jamais projet, disait-il, ne semble avoir été plus opportun. Le mal est partout, Messieurs. Les sectes, qu'une fois de plus le Saint-Siège vient de dénoncer, ont couvert le monde d'un réseau qui ne connaît point de frontières. Pourquoi, nous qui voulons être les *bons sergents du Christ*, et qui, bien que persécutés, sommes également répandus partout, ne chercherions-nous pas à nous fortifier en nous tendant la main par-dessus les frontières? Nos associations n'ont-elles pas toutes d'ailleurs le même but: préparer l'avenir, qui est entre les mains de la jeunesse; le préparer par *la vertu, la science et l'amitié, selon les mœurs et les croyances de nos ancêtres, selon l'esprit de l'Eglise catholique, pour le bien de la patrie*, comme le disent si bien vos statuts? Et

dans ces temps troublés où la société cherche sa voie, la jeunesse n'a-t-elle pas pour magnifique mission, de poursuivre une révolution pacifique qui détrône la *Révolution*, restaure dans chacun de nos pays, sur des bases nouvelles, pour la paix, la prospérité, la civilisation et la grandeur de nos pays, la royauté sociale de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et relève, guidée par notre grand pape, cette antique et majestueuse institution de nos pères, la République chrétienne? Alors, Messieurs, tous les peuples de la chrétienté, soumis à la direction suprême du vicaire de Jésus-Christ, conduits et défendus par les princes, pacifiques représentants de la force au service du droit, marcheront heureux et tranquilles, vers leurs destinées éternelles: et sur leur passage, le monde ébranlé dans ses erreurs s'étonnera de voir l'Eglise catholique arriver seule à réaliser cette promesse menteuse de la Révolution, la fraternité des peuples!»

— «Partout dans la Suisse catholique, répondirent les étudiants de Brigue, votre adresse a éveillé des sympathies sincères, et les journaux conservateurs se sont hâtés de la reproduire dans les trois langues nationales. A la première séance qui suivit la lecture de votre adresse, un vote unanime de l'assemblée de Brigue chargea M. de Montenach, vice-président central, de pleins pouvoirs pour organiser, d'accord avec vous, un congrès international. Quelques heures après, la ville de Fribourg était choisie comme lieu de la fête qui doit se tenir en automne 1888, et un second vote appelait M. de Montenach à la présidence de la société.»

Comment ne pas mettre en relation l'union des étudiants ainsi projetée, avec la fondation de l'Université qui allait se réaliser, en 1889, dans cette même ville de Fribourg? Ces deux faits résultent d'une même poussée profonde. La Suisse catholique alors relevait la tête et prenait conscience du rôle qu'elle est appelée à jouer dans le monde. Le Pius-Verein souhaitait hautement la

fondation d'une université, et depuis des siècles, les catholiques suisses en sentaient le besoin. Mais ces desirs seraient restés sans doute encore à l'état latent si un homme clairvoyant et énergique n'avait pris sur lui de les féconder. Georges Python, s'assignant la haute ambition de réconcilier la foi avec l'esprit moderne, enrichit le monde catholique d'un nouveau foyer de vie. Depuis son entrée au Conseil d'Etat en 1886, il avait travaillé à l'établissement de l'Université. Fribourg allait devenir un centre intellectuel. Plusieurs se piquaient d'émulation à cette école de progrès et voulaient ajouter leur pierre à l'édifice. Georges de Montenach fut de ceux-là, lui qui fut le Leibfuchs de Georges Python à la section française de Fribourg et fut patronné par lui, lors de sa réception à la fête centrale de Sion en 1880. Il écrivait en octobre 1900: «J'ai fait depuis douze ans mon possible pour doter notre *Alma Mater friburgensis* d'une institution internationale. C'était un joyau que je voulais attacher à sa couronne». (*Monat-Rosen*, p. 100) C'est seulement quelques années avant sa mort qu'il eut la consolation de voir son rêve réalisé.

Il ne sera pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur la formation préalable de quelques associations nationales. C'est en 1880 que fut fondée en France la première société d'étudiants de quelque étendue. Bordeaux en avait pris l'initiative; il fut suivi de près par Nancy. A Paris, bien que, en 1848, un certain Watrison, journaliste, eût lancé cette idée, ce ne fut qu'en 1876 qu'une tentative sérieuse fut faite. Elle n'eut pas de lendemain. Voici, d'après la *Revue universelle* de Belgique, l'incident décisif: «En 1883, un journaliste averti de scandale publia un article renfermant à l'adresse des étudiants de Paris des attaques violentes et des injures grossières. L'émoi fut grand au Quartier latin. De nombreuses réunions s'organisèrent et l'on désigna des délégués chargés de demander au journal une

rétractation ou à ses directeurs une réparation. On n'obtint rien ou plutôt on obtint un résultat que l'on n'avait pas cherché: l'Association générale des étudiants prit naissance.» Ainsi, c'est le sentiment de la solidarité et de la justice professionnelles qui, ici comme ailleurs, engendre l'association. Le groupement poursuivait aussi des buts matériels: il créa une Maison des étudiants, secourut ses malades, défendit ses intérêts. Bientôt l'Université de France lui témoigna ses sympathies: Gréard, Lavis, Pasteur, Bréal, Renan lui prêtaient le concours de leur parole. Zola même présida un de leurs banquets.

Ces derniers noms indiquent assez que l'Association générale des étudiants prit bientôt une nuance étatiste et laïcisante dont les catholiques ne pouvaient s'accommoder. Le comte de Mun conçut le projet qui aboutit, en 1887, à la fondation de l'Association catholique de la Jeunesse française. D'ailleurs, les étudiants catholiques de Paris se réunissaient déjà au Cercle du Luxembourg; une de leurs sections avait pris l'étiquette du «Bock idéal». Cette appellation humoristique répondait-elle à la réalité? Assez bien, paraît-il, et de façon que le bock et l'idéal triomphaient tour à tour.

Notons encore l'existence à Paris du Cercle des Francs-Bourgeois, de la Conférence Olivaint et de la Conférence Laënnec; à Poitiers, une association d'étudiants portait le nom de Conférence de Saint-François de Sales. Avant 1900, il n'existait en France qu'une douzaine d'associations d'étudiants catholiques; en 1914, il y en avait 24.

Il fallut attendre l'après-guerre et l'année 1921 pour voir se fonder un Office central des Etudiants catholiques qui, au début, limita son action aux associations de Paris; puis, en 1922, une Fédération française des Etudiants catholiques qui avait des représentants dans 24 centres universitaires. Sur 66 associations existant en 1930, 20 seulement ne faisaient pas partie de la F.F.E.C.

L'Angleterre avait conservé intacte la tradition séculaire de ses universités et de ses corps d'étudiants, mais les catholiques en furent exclus officiellement jusqu'en 1874. Le Saint-Siège lui-même leur en interdit la fréquentation jusqu'en 1895 (C.F. Roger Pochon. « A travers nos fédérations », dans le fascicule jubilaire de *Pax Romana* publié en 1931.) A partir de 1895, le pape autorisa les étudiants catholiques à se rendre aux universités d'Oxford et de Cambridge, mais à la condition de fréquenter certains cours spéciaux d'instruction religieuse, sous le contrôle des évêques et des parents. Des chapelains résidents furent désignés pour ces deux universités.

Par la suite, les étudiants catholiques furent accueillis plus librement dans d'autres universités, où ils formèrent dès, avant la première guerre mondiale, un certain nombre de sociétés.

Il y a en Allemagne trois espèces de sociétés d'étudiants : les *Corps* et *Burschenschaften*, les sociétés d'études littéraires et scientifiques, les sociétés catholiques. Ce qui sépare les *Corps* et *Burschenschaften* des autres sociétés, c'est la pratique du duel. On estime à un peu plus de la moitié du total, le nombre des étudiants faisant partie d'organisations.

La Société des Etudiants Suisses, fondée en 1841, servit de modèle aux étudiants catholiques d'outre Rhin pour l'organisation de leurs corporations. Au début du XIX^{me} siècle, les universités allemandes ne connaissaient pas de sociétés exclusivement catholiques. Les premières apparurent entre 1830 et 1840, sous la poussée du romantisme et comme réaction contre un matérialisme desséchant. Ce furent la « *Bavaria* » de Bonn, puis celles de Münster, Munich et Berlin (1853). Elles restèrent d'abord sans grand lien entre elles, reflétant la fragmentation politique de l'Allemagne elle-même. Cependant, en 1863, à l'occasion du XV^{me} congrès

catholique d'Allemagne, à Francfort, naquit l'idée d'une fédération unique. Mais on ne put s'entendre sur l'activité à poursuivre au sein des sections. C'est ainsi que naquirent trois fédérations catholiques d'étudiants allemands : le *Cartell-Verband* (CV) portant couleurs ; le *Kartell-Verband Deutschlands* (KV) sans couleurs, et l'*Unitas-Verband* (UV), sans couleurs non plus, mais avec un programme plus proprement technique et scientifique. C'est de ce dernier type qu'étaient les premières sections dont nous avons signalé l'apparition. De ce fait, l'*Unitas-Verband* fait remonter sa fondation jusqu'en 1847 ; le *Cartell-Verband* à 1856 et le *Kartell-Verband Deutschlands* à 1865.

Le Kulturkampf fut un puissant stimulant pour toutes les fédérations catholiques allemandes. Bien que la paix confessionnelle ait été rétablie en Allemagne dès 1887, il se produisit, vers les années 1904-1905, un Kulturkampf académique, pendant lequel les étudiants catholiques furent en butte à des voies de fait et à des vexations sans nombre. Partout on s'efforçait de les exclure de la vie académique. Mais ils tinrent énergiquement tête à l'orage et en sortirent considérablement renforcés.

En 1870, le CV comptait 5 sections locales : le KV, 8 et l'UV, 3.

En 1890, le CV comptait 18 sections locales : le KV, 23 et l'UV, 4.

En 1900, le CV comptait 32 sections locales : le KV, 31 et l'UV, 10.

En 1914, le CV comptait 80 sections locales ; le KV, 52 et l'UV, 21.

Peu avant l'autre guerre, les étudiantes se groupèrent également en une fédération qui comptait 5 sections en 1914.

Un nouveau mouvement naquit à Breslau en 1912-13 et aboutit à la constitution, en 1917, du *Hochland-Verband*. C'est une association d'étudiants catholiques abstinents, qui se proposent en outre d'exercer une activité sociale et charitable. Elle est née d'une réaction contre les excès bachiques et la dissipation reprochés à quelques sections des précédentes fédérations. Elle groupait, en 1930, 300 étudiants et étudiantes en une vingtaine de sections.

En Autriche, le mouvement d'organisation de la jeunesse étudiante fut parallèle à ce qui se fit en Allemagne. En 1864, l'*Austria* se fonda à Innsbruck, puis d'autres sociétés naquirent à Vienne et à Graz. La grande majorité des étudiants étaient déjà organisée depuis longtemps, mais les nouvelles sociétés catholiques se distinguèrent des anciennes par leur refus du duel. Elles portaient couleurs et se rattachaient au *Cartell-Verband* allemand. Elles durent mener à l'origine une lutte acharnée pour être reconnues officiellement comme associations universitaires. La question se posait déjà de savoir si, dans un pays catholique, il valait mieux se fondre avec les organisations existantes ou fonder des associations typiquement confessionnelles, au risque de scinder les corporations conçues dans le sens professionnel.

En Italie, l'œuvre des Congrès nationaux et la *Gioventù cattolica italiana* tenaient les esprits en éveil sur les questions du jour et donnaient à tous les étudiants un regain d'enthousiasme pour la cause catholique. Les luttes au sujet de l'unité du pays et du pouvoir temporel du pape mettaient en regard d'une part les libéraux, catholiques seulement de nom ou de naissance, et les fidèles vraiment convaincus de la pleine vérité des enseignements de l'Eglise. A l'Université, les courants matérialistes triomphaient en biologie et en philosophie : on y posait sérieusement la question de savoir si un savant ou un homme cultivé pouvait encore

ajouter foi aux théories religieuses anciennes sur l'origine de la vie et du monde.

Les étudiants catholiques se firent fort de répondre affirmativement. C'est dans cette pensée que naquirent les premières associations, aux universités de Pavie, Padoue, Naples et Rome.

C'est en 1896, à Fiesole, lors d'un des premiers congrès généraux des catholiques italiens que les délégués des diverses associations d'étudiants se constituèrent en fédération. Les statuts furent approuvés par le pape Léon XIII, qui désigna lui-même le premier président en la personne du baron Luigi de Mattæis, de Naples. La F.U.C.I. (Fédération universitaire des catholiques italiens) avait son siège à Naples et publiait une revue intitulée *Vita Nuova*.

En 1898, le gouvernement saisit le prétexte de certains troubles de caractère politique pour fermer la plupart des cercles. Mais cette décision ne put être maintenue et le mouvement reprit sa marche en avant. Presque toutes les villes universitaires eurent leur association d'étudiants catholiques. Sept congrès nationaux furent tenus par la Confédération de 1896 à 1914.

En Hollande, la tradition des corps d'étudiants existait aussi bien qu'en Angleterre et en Allemagne, mais c'est au XIX^{me} siècle seulement qu'on trouve des associations proprement catholiques dans les trois universités de Leyde, de Groningue et d'Utrecht. Rappelons que c'est en 1831 que la Belgique se sépara de la Hollande. Avant cette date, les étudiants des provinces catholiques du Brabant et du Limbourg avaient toute faculté de se rendre dans les universités belges. La formation des jeunes intellectuels, dans les trois universités du nord, était d'ailleurs presque entièrement tournée vers le commerce.

Vers le milieu du siècle, les catholiques commencèrent à se grouper plus fortement, dans les universités

comme ailleurs, mais cette tendance fit scandale dans un pays jusqu'alors entièrement dominé par le protestantisme. Dans une brochure éditée par un certain Tutein Nolthenius, on attribue la séparation totale qui eut lieu en 1839 dans le corps d'étudiants de Leyde à la différence de confession :

« Cet esprit de parti est si fort, écrit-il, que nulle part, dans aucune classe sociale, on ne trouverait un catholique qui ne se fournirait pas entièrement chez ses coreligionnaires et qui ne se contenterait pas de marchandises d'une qualité inférieure et de prix plus élevé plutôt que de procurer un petit avantage commercial à un protestant ».

Les abus manifestes observés dans les corporations d'étudiants étaient pour quelque chose aussi dans la désaffection des dissidents, qui formèrent une seconde association bannissant la pratique du baptême des nouveaux membres et la dilapidation des finances.

Déjà à ce moment, on soupçonne les catholiques de tendre à la fondation d'une université catholique, qui trouvera sa réalisation à Nimègue en 1923.

A Utrecht, les mêmes griefs étaient lancés, spécialement par les étudiants catholiques, contre les brimades des jeunes candidats et les frais trop élevés imposés aux membres.

Toutefois, ce n'est qu'en 1874 que la première association d'étudiants catholiques proprement dite fut fondée à Leyde.

A l'Athæneum d'Amsterdam, on avait bien vu apparaître, en 1873, un groupement « Foi et science » ayant pour but la défense des intérêts religieux et scientifiques des étudiants. Mais cette association était également ouverte aux bourgeois de la ville. L'Athæneum ne fut d'ailleurs promu au rang d'université qu'en 1887.

L'Association d'étudiants catholiques de Leyde, dénommée « Teneamus confessionem », disparut en 1879.

Une autre société du même genre, fondée à Groningue en 1886, cessa son activité en 1888. En revanche, l'association fondée à Utrecht en 1889 fit preuve d'une réelle force vitale. Mais elle était soutenue par le clergé, notamment par Mgr Andreas Jansen, professeur au séminaire de Rijsenbourg. Celle de Leyde reprit vie en 1893, tandis que, en 1896, une seconde société se formait à Amsterdam, à côté du groupement « Foi et science ». On note ensuite la naissance des associations catholiques de Groningue en 1896, de l'École polytechnique de Delft en 1903, de l'école d'agriculture de Wageningen, qui fut érigée en université quelques années plus tard.

Le lien entre ces diverses associations fut lent à s'établir. Répondant à un projet lancé à Amsterdam en 1896, un annuaire fut publié en 1902. Les retraites annuelles instituées au Collège épiscopal de Roermund dès 1899 furent le germe du travail collectif qui suivit. L'Union des étudiants catholiques néerlandais, fondée en 1907, n'eut d'abord guère d'autre tâche que l'organisation des retraites et la publication de l'annuaire, auquel s'adjoignit bientôt une revue. Le premier congrès des étudiants se tint à Amsterdam en 1911, mais ces journées ne devinrent annuelles qu'à partir de 1917.

En Belgique, l'université de Louvain, fondée au début du XV^{me} siècle par Jean IV de Brabant, devint en 1835 une université catholique, régie par l'épiscopat. Un article du droit ecclésiastique oblige les catholiques à la fréquenter pour autant qu'elle offre les mêmes privilèges légaux que les autres universités. Les corporations d'étudiants existant à Louvain étaient du fait même des corporations catholiques. Il existait cependant d'autres groupements universitaires catholiques, tels que l'Union de Liège, les Générales de Gand et de Bruxelles.

Les étudiants belges jouèrent un rôle important dans les réunions de la jeunesse catholique du pays.

A Louvain, le 29 mars 1889, on vota sous leur impulsion les trois propositions suivantes :

1. Il est fondé une association de la jeunesse catholique belge.
2. Cette association s'affiliera à la Fédération internationale de la jeunesse catholique.
3. Un congrès se réunira à Louvain au mois de mai suivant, auquel seront invités tous les universitaires catholiques étrangers.

Il est curieux de remarquer que ce mouvement est parallèle à celui que lançait, d'un autre point de l'Europe, le baron Georges de Montenach.

La Société des Etudiants Suisses, peut être considérée comme la première association d'étudiants catholiques ayant le caractère d'une fédération nationale. Toutefois, elle n'engloba d'abord que des gymnasiens. Les premières sections académiques se formèrent à l'étranger, pour la raison bien simple qu'il n'y avait pas en Suisse d'université catholique. Des sections furent fondées à Munich en 1844 et à Fribourg-en-Brisgau; plus tard, à Wurzburg, Innsbruck, Tubingue et Louvain.

En Suisse, la société prit pied dans les cercles académiques par la fondation en 1859 de la section de Zurich. Celle qui fut fondée la même année dans l'enceinte du séminaire diocésain de Fribourg ne devait pas survivre. Plus tard des sections naquirent dans toutes les grandes villes de Suisse, mais surtout à Fribourg. Cette université, selon le D^r Sébastien Grüter, fut saluée par la Société des Etudiants Suisses comme l'éclosion du fruit de sa pensée (Histoire de la Société, p. 307).

Georges de Montenach était particulièrement bien placé pour promouvoir une union internationale de jeunesse. Orateur distingué, chaleureux et convaincu, il avait des relations étendues et jouissait de la confiance

des plus hautes personnalités. A la suite de son contact avec Albert de Mun, auquel il avait souhaité la bienvenue comme président de la section française de la Société des Etudiants Suisses, lors de son arrivée à Fribourg en 1886, il fut invité à se rendre à Paris pour contribuer à la fondation de l'Association catholique de la jeunesse française. Ce devait être, tout d'abord, non pas une association de jeunesse, mais d'étudiants. Les Jésuites de la rue de Madrid appuyaient cette idée, comme ils avaient amorcé, à Schwyz, par l'intermédiaire du P. Hecht, la fondation de la Société des Etudiants Suisses. Mais très tôt aussi, apparut la nécessité de se dégager d'une emprise trop puissante, car l'Association catholique de la jeunesse française ne pouvait être une société d'anciens élèves des Pères. C'était du moins le plan de Georges de Montenach, l'un des neuf premiers membres. Il voulait d'autre part incorporer à l'œuvre le mouvement de la *Crypte*, dénommé plus tard le *Sillon*, ce qui aurait peut-être évité des divisions fâcheuses.

Georges de Montenach, actif participant de la fête centrale de Locarno en 1884, y avait noué connaissance avec Rezzara et d'autres personnalités de la *Gioventù cattolica italiana*. Les relations entre les organisations de jeunesse des différents pays étaient à ce moment fréquentes, et l'idée vint tout naturellement à Georges de Montenach d'y substituer une organisation plus précise. (Voir à ce sujet la lettre adressée par lui-même, le 4 décembre 1924, au secrétaire général de *Pax Romana*, l'abbé Joseph Gremaud, lettre citée par Marcel de Weck dans sa biographie de Georges de Montenach. Publications Lumière. Dijon. 1928, pp. 36 ss.)

A la suite d'une conférence donnée au *Salon des Oeuvres*, comme membre du comité du Cercle du Luxembourg, Georges de Montenach lança pour la première fois en 1887 le projet d'une union internationale de la

jeunesse catholique. En raison de l'orientation prise par *l'Association de la jeunesse française* et par la *Gioventù cattolica italiana*, il n'était déjà plus question de se limiter aux étudiants.

Dans un appel adressé aux diverses nationalités en vue de la fête de Fribourg en 1888, M. de Montenach avait évoqué l'accueil bienveillant qu'il venait de recevoir de S.S. Léon XIII, lors d'un message de congratulation jubilaire qu'il lui avait apporté, comme président de la Société des Etudiants Suisses. Le pape avait approuvé le projet d'une union internationale, et le secrétaire d'Etat, cardinal Rampolla, ainsi que le cardinal Parocchi, l'avaient assuré de leur protection.

C'est Mgr Mermillod qui l'avait présenté au pape. Ce fut lui également qui obtint pour M. de Montenach le diplôme de camérier secret de cape et d'épée. Le prélat resta un protecteur dévoué de l'Union internationale de la jeunesse catholique.

« La Suisse, disait M. de Montenach dans l'adresse ci-dessus mentionnée, déjà choisie pour être le siège de la plupart des bureaux internationaux, tels que ceux de la propriété littéraire, de la défense sociale chrétienne, etc... vous offre encore sa neutralité, la stabilité de ses institutions, la diversité de ses langues, sa position géographique, la liberté relative dont y jouissent les choses catholiques et peut espérer devenir le centre de vos adhésions.

« Ce n'est là, poursuivait M. de Montenach après une courte exposition de son plan, que la première ébauche de ce projet; nous vous la livrons, espérant que vous voudrez bien l'étudier, au besoin en modifier les contours et l'aspect pour les rendre plus conformes au bien général. Si par malheur il ne vous était pas possible de nous envoyer des délégués, veuillez au moins soumettre par écrit votre adhésion ou vos observations; il en sera tenu compte dans la séance de discussion. »

Ce n'est pas sans peine que M. de Montenach avait obtenu du Comité central le mandat de lancer les invitations en vue du congrès international de Fribourg. Ses collègues de la Suisse allemande voyaient avec froideur cette initiative, qui avait pris naissance dans des milieux presque exclusivement latins et qui leur paraissait entachée d'idéologie. Cependant, une lettre d'approbation de Mgr Mermillod lui permit de vaincre momentanément les oppositions. Sa Grandeur consentit également à présider l'assemblée qui se tint le 23 août, à Fribourg.

De l'avis même de M. de Montenach, il faut parler, plutôt que d'un congrès, d'une simple réception de délégations étrangères. L'idée de l'Union internationale restait à la base des discussions. Le vicomte de Roquefeuil, l'écrivain français Charles Buet, le chevalier Rezara, membre du Conseil supérieur de la jeunesse catholique italienne, le commandeur Nava de Milan, vice-président de la Section d'Innsbruck, étaient présents et exprimèrent au nom de leurs mandants un chaleureux assentiment.

Mais tout n'était pas également réconfortant. Cette séance avait été ajoutée comme un appendice tout à fait extérieur à la fête centrale, au courant de laquelle il avait été fort peu question de l'Internationale. Beaucoup restaient, à son endroit, extrêmement timides et incertains. Un autre symptôme inquiétant est la difficulté où nous sommes aujourd'hui de savoir exactement ce qui s'est passé à cette assemblée préconsultative. Les comptes-rendus, fort copieux pour ce qui regarde la festivité habituelle, se contentent, sur l'autre sujet, de promesses qui n'ont jamais été tenues.

Plus que jamais, M. de Montenach allait avoir besoin d'abnégation et de persévérance. Après l'achèvement de son mandat de président, les Etudiants Suisses lui échappaient et s'adonnaient à d'autres tâches. Dans leurs

fêtes centrales, leur désintéressement se fait de plus en plus marqué. A Zoug, au mois d'août 1889, le cardinal Parocchi leur écrivait: « Nous apprenons avec joie que vous travaillez constamment et énergiquement pour la sainte cause. Nous vous félicitons et vous encourageons de tout notre cœur. Le Très Saint-Père approuve grandement vos efforts pour constituer l'œuvre déjà florissante de l'Union internationale des associations catholiques. »

De son côté Mgr Mermillod, en termes élevés, comme il savait le faire, développait l'idée de l'internationalisme chrétien: « Le mot international est une traduction naturaliste du mot catholique; nul plus que l'Eglise n'a travaillé à faire du monde catholique un seul cœur qui batte d'un battement unique pour Dieu, une seule âme vouée au service de l'humanité. C'est pourquoi votre fédération universelle répond à l'apostolat, aux nobles et justes aspirations de l'heure présente. »

Les deux prélats cherchaient ainsi à entretenir une ardeur qu'ils sentaient douteuse. M. de Montenach, faisant, au mois d'août 1889, le bilan du mouvement, écrivait: « Nous avons jeté, à Fribourg, l'année dernière, les bases définitives d'une œuvre capitale; mais peut-être ne lui avons-nous pas prêté depuis l'attention qu'elle mérite à tous égards.... » Un peu plus loin, cependant, il reprenait: « Les sentiments de confraternité qui unissent déjà les étudiants catholiques des différents pays, grâce à nos modestes tentatives, ont éclaté... lors du dernier congrès général de l'Association catholique de la jeunesse française. Là, notre œuvre a été étudiée et approuvée; là le comte de Mun l'a consacrée d'une recommandation éloquente; là encore, un concert de voix françaises, italiennes, belges, espagnoles, suisses, hongroises, s'est élevé pour célébrer l'union chrétienne des enfants studieux de l'Eglise. Nous passons sous silence divers événements de moindre importance qui,

tous, ont prouvé que l'*Union internationale* répond à la fois au besoin des esprits et des cœurs. »

Lors de la fête centrale de Wyl, en septembre 1890, S. E. le cardinal Mermillod revient à la charge dans une lettre adressée à l'assemblée. Mais aucune voix ne lui fait écho. La société des Etudiants Suisses ne veut plus entendre parler d'union internationale.

C'est avec tristesse que nous enregistrons ces réticences paralysantes, car la Société des Etudiants Suisses était désignée par son ancienneté, par son caractère interracial et par sa neutralité politique au rôle d'intermédiaire entre ses voisines.

La seule grandeur de l'œuvre devait amener des difficultés. Tous ceux qui ont observé la fondation d'une institution quelconque de caractère international ont pu se convaincre des méfiances tenaces, des susceptibilités ombrageuses qui séparent les personnes au demeurant les mieux intentionnées. Il eût été trop beau qu'une création si vaste et si nouvelle réussît du premier coup et fut enlevée d'enthousiasme. Quel que fut son premier aboutissant, elle devait rester comme un jalon planté pour de futurs travaux et une expérience salutaire pour les suivants.

Les internationales concurrentes.

Sans se décourager, M. de Montenach, qu'un journal de Bruxelles, *le Patriote*, qualifiait de « Pierre l'Ermite d'une nouvelle croisade », commença, dans une série de pays européens, une tournée de conférences en faveur de l'Union internationale. Ce qui stimulait puissamment les étudiants catholiques à ce moment, c'était le succès relatif d'unions parallèles, notamment de l'Association internationale des étudiants « positivistes » : « Aujourd'hui, disait M. de Montenach dans l'un de ses discours, elle compte des ramifications dans la jeunesse de trente-deux nations diverses. Elle est soutenue par les faveurs et les subsides des gouvernements. »

L'association positiviste opposait dans ses proclamations la synthèse d'Auguste Comte à celle de l'Eglise et de Saint-Thomas : « Semons sans cesse autour de nous, disait-elle, la précieuse semence de la bonne nouvelle, surtout chez les jeunes, alors que, au soleil de l'instruction acquise, la superstition catholique a déjà dû sécher sur pied et que le sol intellectuel n'est pas encore embarrassé des herbes folles et des broussailles de la métaphysique anarchique et révolutionnaire ; c'est le moment du labour et des semailles. Laboremus ! Sursum corda ! »

On voit, que, tout en combattant les catholiques, ces positivistes leur empruntaient une partie de leur vocabulaire.

De leur côté, les libéraux ne restaient pas en arrière. En 1890, M. de Montenach jugea leur mouvement assez important pour publier une brochure sur l'organisation de leur jeunesse. Nous lisons dans un extrait du *Moniteur de Rome*, sous la signature de E. de Girard, à l'occasion du pèlerinage de 1891 : « Vers 1888 déjà, c'est-à-dire immédiatement après les premiers efforts pour la fondation de l'Internationale catholique, la *Fédération démocratique latine* marquait le début des relations entre les étudiants libéraux. *L'Association générale des étudiants*, non contente d'avoir centralisé la direction de la jeunesse studieuse en France, prenait peu après la tête du mouvement.

« M. François David, avocat à la cour d'appel, et M. Lavisse donnèrent le premier élan ; leur parole mit en lumière les avantages d'un lien international et la masse des jeunes saisit la balle au bond. Nos adversaires furent malheureusement servis par des circonstances exceptionnelles : l'Exposition universelle de 1889 et l'inauguration de la nouvelle Sorbonne. L'Europe entière refluit vers Paris cette année-là ; la jeunesse universitaire n'avait donc qu'à se laisser porter par le flot. A la réunion générale tenue le samedi, 10 août 1889, 56 universités et écoles supérieures d'Europe et d'Amérique étaient représentées. »

« Avec une belle unanimité, dit la *Ville de Paris* du 22 août, les étudiants étrangers ont acclamé la fondation de la Fédération universelle ; quant à son organisation, elle est renvoyée au prochain congrès international, qui se tiendra l'année prochaine, sans doute en Suisse. »

A la vérité, le congrès prévu fut remplacé par les fêtes des 3, 4 et 5 mai 1890, à Bruxelles, et par celles du sixième centenaire de l'université de Montpellier ; mais des statuts formels en 25 articles n'en furent pas moins élaborés, avec un bureau chargé de l'exécution

du programme et représentant, par ses membres, trente-deux nations.

De son côté, la jeunesse socialiste se levait et poussait des ramifications puissantes dans tous les pays. Les étudiants belges de cette obédience faisaient parvenir, en juillet 1891, une convocation à leurs collègues: «La Fédération des étudiants et anciens étudiants socialistes de Belgique, disaient-ils, organise un congrès international qui aura lieu à Bruxelles au début de l'année académique 1891-1892... Il nous appartient à nous, qui tenons à la fois à la bourgeoisie par la naissance et au prolétariat par l'esprit de justice, de favoriser l'évolution ascendante de la classe ouvrière, en mettant au service de celle-ci les notions scientifiques qu'une situation privilégiée nous a permis d'acquérir.»

Les étudiants socialistes se posaient en champions de la justice, reprochant à l'Eglise de vouloir lui substituer une insuffisante charité, selon le grief cher à Joseph Broudhon.

Ce congrès socialiste obtint un succès relatif. Du 20 au 22 décembre 1891, Bruxelles voyait réunis les représentants d'une dizaine de nations.

«Ce qui donne, écrivait M. Millerand, au dernier congrès de Bruxelles une incontestable importance, c'est qu'il constitue une tentative d'union entre les représentants de la jeunesse bourgeoise et les ouvriers.»

Les socialistes se préoccupent de l'équivalence des diplômes entre les divers pays. Ils formulent toute une série de vœux sur le rôle social des étudiants, l'adaptation des universités aux besoins d'une société démocratique et pacifiste, la propagande dans les milieux bourgeois et intellectuels, l'enseignement supérieur pour la femme. Tous ces points portent l'empreinte d'une réflexion sérieuse. Il est vrai que l'internationalisation, sous toutes ses formes, est un des postulats du système socialiste.

Le pèlerin de l'Union internationale.

«La fête de Fribourg, dit M. de Montenach dans sa lettre à l'abbé Gremaud, ci-haut citée, avait posé la question devant l'opinion. Il fallait aller plus loin, car de cette première rencontre internationale de Fribourg ne demeuraient qu'une impression et des noms. C'est alors que je me fis le pèlerin de l'Union internationale...»

Il visita dès 1888 les sections de la Société des Etudiants Suisses. A Vienne et à Innsbruck, il fit la connaissance de *l'Austria*, et à Munich, d'autres corporations catholiques allemandes.

L'année suivante, n'étant plus membre du comité central, il fut néanmoins chargé de représenter la Société des Etudiants Suisses au congrès des catholiques allemands à Fribourg-en-Brigau. Au Festkommers de gala, il fut appelé à prendre la parole immédiatement après Louis Windthorst, le grand leader du parti catholique allemand. Le puissant adversaire de Bismarck devint à ce moment là un de ses modèles. M. de Montenach prenait contact avec les milieux allemands, qu'on pouvait lui reprocher d'avoir quelque peu négligés jusque-là.

Les années 1889 et 1890 furent presque tout entières passées en voyages à travers l'Europe centrale et occidentale. Il effectua tous ces déplacements à ses frais. Il parla successivement, devant des auditoires universitaires, à Lyon, Paris, Bruxelles, Louvain, Gand,

Lille, Bergame, Milan, Bologne, Rome, Innsbruck, Vienne et Munich. Partout il est reçu sous le nom de Président de l'Union internationale des étudiants catholiques et obtient, grâce à son éloquence, la plus franche approbation. La réunion de Fribourg avait constitué, sinon une union formelle, du moins un bureau central, un comité d'action, dont M. de Montenach était l'agent principal. Il était secondé dans cette tâche par l'abbé Alfred Collomb, dit Vindex, qui lui servit pendant quelque temps de secrétaire.

Pour nous faire une idée de l'importance de la propagande entreprise par Georges de Montenach, nous devons entrer dans quelques détails au sujet des réceptions qui marquèrent son passage. Une lettre de Louvain du 10 mai 1890 s'exprime ainsi: «A 8 h. 30 précises l'orateur apparaît dans la vaste salle (de la Société générale) ...coiffé de la casquette rouge des Etudiants Suisses, portant en sautoir le ruban aux trois couleurs. Figure jeune, mâle, coupée d'une moustache noire qui lui donne un air martial. Voix vibrante comme un cuivre ou caressante comme une ondine. Geste plein de poésie. Il débute en apportant aux étudiants de Louvain le salut de leurs frères de Suisse, de France, d'Allemagne et d'Italie.

«C'est à ce moment que notre sympathique président, M. Lejeune, donne lecture d'une très belle lettre de M. le vicomte de Roquefeuil, chef de l'Association de la jeunesse française, sur les idées et l'œuvre dont M. de Montenach est le protagoniste et l'initiateur. Enfin, celui-ci aborde le sujet de sa conférence, et pendant une heure et demie, il tient son auditoire sous le charme d'un verbe aussi distingué qu'il est vivant et coloré.

«Lors du jubilé pontifical de S. S. Léon XIII, on conçut le dessein de réunir par un lien international les diverses associations cantonales et nationales. Dès le printemps suivant, l'Allemagne universitaire catholique



GEORGES DE MONTENACH
Président central de la Société des Etudiants Suisses
1887 - 1888

se fédéra aux Suisses (il s'agit là sans doute d'un simple projet émis lors de la réunion de Fribourg-en-Brisgau); puis ce fut le tour de la France et de l'Italie. Actuellement l'état des négociations entreprises, en Espagne, en Autriche, en Angleterre, permet d'espérer que, dans un avenir prochain, les bases de la fédération seront solidement établies dans ces divers pays...

« Une ovation monstre est faite à l'orateur fribourgeois.

« Tandis qu'il se retire avec la Commission de la Générale dans les salons de la Maison des étudiants, les « amis » réunis sous les fenêtres du local acclament avec une telle persistance que M. de Montenach est forcé d'apparaître « au balcon ». Il boit aux étudiants catholiques de Louvain, à la jeunesse, à l'avenir. Vive Montenach ! Vive la Suisse, s'écrie-t-on de toutes parts. » (*Courrier de Bruxelles du 11 mai*).

A Gand, les 10 et 11 mai 1890, au milieu des fêtes du 10^{me} anniversaire de la Société générale universitaire, le succès de M. de Montenach ne fut pas moindre. Ce fut là à nouveau une sorte de congrès international d'étudiants, que M. de Montenach fut appelé à présider et au cours duquel il pu reprendre efficacement le travail laissé en plan à Fribourg. Il s'acquitta la précieuse collaboration de Cyrille van Overbergh, de Firmin van den Bosch, de M. Depløige (plus tard Mgr) qui, de concert avec Roquefeuil, préparèrent la réunion de Romé.

A cette occasion la *Romania*, section fribourgeoise de la Société des Étudiants Suisses, adressa à la jeunesse belge des paroles qu'il est curieux de noter, et qui démontrent une vivacité combattive bien impétueuse. Cette adresse, lue au banquet par M. de Montenach, était signée, pour la *Romania*, des noms de Martini, étudiant en droit, et Alfred Collomb, étudiant en lettres.

« Plus nombreux que jamais, disait-elle, mieux disciplinés qu'à aucune époque, nos ennemis sont partout;

ils nous attaquent sur tous les terrains ; dans les milieux universitaires surtout, des hommes audacieux se lèvent qui insultent à notre foi, oppriment nos croyances et jettent, aux quatre vents nos convictions les plus chères. Leur orgueil croissant applaudit déjà à notre défaite. A Bologne, à Paris, à Madrid, à Vienne, ils se sont comptés....

« Et de quoi aurions-nous peur ? N'avons-nous pas pour nous l'ardeur de nos cœurs, la foi de nos âmes et les promesses de nos vingt ans ? Une seule de ces choses est invincible, et Dieu les a inscrites toutes les trois sur notre drapeau ! Amis, nous aurons la victoire ; nous aurons le pape libre et restauré, car, pourquoi ne le dirions-nous pas, c'est à quoi doivent tendre nos efforts, c'est le seul but de toutes nos luttes... Naguère, à Castelfidardo et à Mentana, le sang des vaillants des races wallonne et flamande se mêlait à celui des fils des Alpes, les mêmes rayons illuminaient le passé de nos peuples ; aujourd'hui, les mêmes aspirations font battre nos cœurs, les mêmes désirs nous guident, les mêmes espérances nous animent ».

La question romaine, on le voit, se posait à ce moment avec une absorbante acuité : La restauration du domaine temporel du pape faisait, aux yeux de beaucoup, partie intégrante du catholicisme. Ces revendications sont aujourd'hui abandonnées. Mais sur les autres points, les motifs d'union des étudiants catholiques ont fort peu varié, comme nous aurons l'occasion de le voir.

Le 16 mai, la campagne de M. de Montenach dans le nord se terminait à Lille, par une conférence qui n'eut pas moins de retentissement que les précédentes. Donnons encore, d'après la *Liberté* de Fribourg, un aperçu de son activité en Italie, dans les derniers jours de cette même année, 1890 :

« A Milan, au Cercle de Saint-Ambroise et Saint-Charles, notre compatriote a parlé de la nécessité, à

l'heure présente, d'unir les étudiants catholiques de l'Europe en une ligue puissante et capable de résister à la propagande effrénée et malheureusement couronnée de succès de la jeunesse académique anti-chrétienne... M. de Montenach, par l'entremise du chevalier Nava, a obtenu une audience de l'archevêque de Milan.

« La veille déjà, à Bergame, Sa Grandeur l'évêque du diocèse avait bien voulu demander au président de l'Union internationale d'écrire une brochure sur les rapports que le clergé doit avoir avec les associations de la jeunesse catholique pour les développer et les guider. La conférence donnée au Cercle des étudiants de Bergame a surtout été brillante. Les dames de la haute société bergamasque, et les notabilités ecclésiastiques et civiles y assistaient... De Milan, M. de Montenach a dû se rendre à Bologne, où l'appelait le commandeur Aquaderni pour une conférence aux étudiants de la célèbre université italienne. »

Sans avoir passé la Manche, M. de Montenach avait pris soin de se concilier l'esprit des étudiants anglais : « S. E. le cardinal Manning, primat d'Angleterre, écrivait-il déjà au mois d'août 1889, a daigné accueillir favorablement l'exposé de nos projets. Il s'est enquis des détails les plus précis, nous faisant espérer non seulement son approbation, mais encore son intervention personnelle auprès des évêques d'Angleterre et des collègues catholiques pour amener les étudiants de ce pays à se joindre au mouvement général qui se dessine. » (*Monat-Rosen*)

La parole de M. de Montenach porta ses fruits. A la date du 21 juin 1891, partait de Rome l'appel qui devait réunir en l'honneur de Saint Louis de Gonzague la jeunesse universitaire de toutes les nations.

« Oui, disait cet appel, signé Guillaume Alliata, la jeunesse catholique de tous les pays viendra vénérer saint Louis dans cette auguste Rome, où il s'éleva au

sommet de la perfection, expira dans les sentiments d'un séraphin et après sa mort opéra d'innombrables prodiges.»

Dans une lettre datée déjà du mois d'octobre 1890, Léon XIII disait à ce même Guillaume Alliata, président de la jeunesse catholique italienne : « Nous louons votre dessein et nous souhaitons vivement qu'il réussisse conformément à votre désir, ce que nous souhaitons aussi par rapport à toute autre œuvre utile et pieuse que vous pourriez entreprendre, car les bons catholiques ne doivent en aucun cas rester inactifs et se laisser décourager, surtout lorsqu'ils voient que l'audace des méchants est toujours prête à méditer de nouveaux assauts.»

En France, l'accord était unanime sur l'opportunité de cette manifestation. L'Association catholique de la jeunesse tenait ses assises à Lyon les 10, 11 et 12 avril. M. de Montenach, retenu en Suisse par sa santé, écrivait une belle exhortation aux congressistes. Ceux-ci lui répondaient dans les termes suivants, par l'organe de leur président, le vicomte de Roquefeuil :

«La jeunesse catholique de France, réunie en assemblée générale à Lyon, émet le vœu de voir une alliance étroite s'établir entre toutes les associations et sociétés de jeunes gens du monde entier.

«Les membres de l'assemblée s'engagent à consacrer tous leurs efforts au succès du pèlerinage de Rome, où cette alliance sera véritablement fondée d'une manière définitive aux pieds de notre Souverain Pontife Léon XIII.»

M. de Montenach avait fait parvenir au cardinal Parocchi un exemplaire de la lettre adressée à l'A. C. J. F. De la réponse de Son Eminence, nous extrayons le passage suivant :

«Dans un siècle où toutes les frontières tendent à disparaître, l'action des catholiques ne doit pas se

limiter à l'horizon d'un pays. Les congrès internationaux s'organisent de tous côtés; les catholiques doivent correspondre aux exigences des temps et ne pas demeurer en arrière. Enfants de cette Eglise *Une*, qui, sur l'ordre du divin Maître, a été prêchée à toutes les nations de la terre, ne sont-ils pas les plus aptes à réaliser une union internationale? Quelle plus belle occasion d'en poser les bases qu'en cette année où les étudiants catholiques viendront en pèlerinage à Rome, au tombeau de saint Louis de Gonzague? Ils apprendront de ce modèle et de ce protecteur de la jeunesse que la vertu est le seul garant du bonheur et ils puiseront dans les souvenirs de la Ville éternelle les forces qui sont nécessaires pour marcher dans le chemin du devoir et de l'honneur.

Le cardinal Mermillod, dans une lettre particulière adressée à M. de Montenach, s'en remettait à lui de la direction du pèlerinage suisse qui devait englober le pèlerinage de la jeunesse : « Organisez donc, disait-il, un comité central à Fribourg et des sous-comités dans chaque diocèse. Les conseils et l'appui des évêques ne vous manqueront pas. Je leur écrirai moi-même dans quelque temps, quand tout le programme aura été décidé.»

La manifestation s'annonçait grandiose. 1891 était une année jubilaire pour l'Eglise. C'était aussi l'époque de la promulgation de l'encyclique *Rerum novarum*. Le cercle romain d'étudiants *Della Immacolata* publiait une brochure commémorative en grand format, et rangeait parmi ses collaborateurs tout ce que Rome avait de plus honorable, Léon XIII et sept de ses cardinaux en tête. Plusieurs autres publications se présentaient comme souvenir du pèlerinage et glorification du patron de la jeunesse.

Au moment de ce congrès solennel, qui semblait devoir effacer ce que les rivaux des catholiques avaient à mettre en ligne, citons les paroles d'un sage, M. E. de

NOT LIMIT TO COMB

Girard, déjà nommé, dans le même extrait du *Moniteur de Rome* :

« Malgré l'esquisse d'union internationale tracée à Fribourg en 1888, nous sommes en retard. Des statuts avaient cependant été votés; un conseil des représentants des diverses nations admis en principe; un comité exécutif de trois membres chargé de la direction du mouvement. Ni le zèle de ce comité, ni même la bonne volonté de plus d'un pays ne nous a manqué; grâce surtout à l'activité de M. le baron de Montenach, membre du comité exécutif et véritable père de l'idée, aux adhésions primitives de la Jeunesse catholique française et de la Société des Etudiants Suisses sont venues s'ajouter celles de la *Gioventù cattolica italiana*, des étudiants catholiques de Belgique et de plusieurs associations allemandes et autrichiennes. Mais d'autres préoccupations absorbèrent les esprits, des questions d'intérêts locaux aveuglèrent, peut-être, sur les manœuvres de l'ennemi, qui nous volait notre projet, et aujourd'hui l'Union internationale est à refondre, à reconstituer pour obtenir plus d'unanimité dans le mouvement, plus de puissance dans l'action ».

Quel chemin parcouru depuis l'assemblée de Brigue, qui applaudissait si vigoureusement les paroles du vicomte de Roquefeuil! A Fribourg même, en 1888, la Société des Etudiants Suisses s'était gardée de tout assentiment formel. A Zoug, en 1889, à Wil en 1890, à Schwyz en 1891, la même hostilité à peine voilée se devine dans l'attitude des assemblées générales. Elle était due en bonne partie, semble-t-il, à la présence au comité central d'Antoine Augustin, de Präsenz (Grisons) qui fut secrétaire de 1887 à 1889, puis président pendant deux années consécutives. Il fit constamment opposition à l'idée de l'internationale, qu'il estimait sans intérêt et même dangereuse, et trouva à Fribourg un allié dans la personne du P. Berthier, dominicain, qui

lui-même détourna M. Python de son projet de favoriser l'établissement à Fribourg du secrétariat permanent de la nouvelle institution.

Nous donnons ci-après un passage du protocole de l'assemblée tenue en août 1891, à Schwyz, par la Société des Etudiants Suisses : « *Pèlerinage à Rome*. Le président (Augustin) recommande aux membres, au nom du comité central, l'invitation à ce pèlerinage, avec réserve pour le comité de ne pas y participer, appuyé dans cette manière de voir entre autres sur les conseils de membres honoraires distingués, ecclésiastiques autant que laïcs, de même que sur les avis d'un membre de l'épiscopat suisse. L'assemblée se rallie unanimement à ce vœu.

« *La dénommée Union internationale*. Le comité central propose de même à l'assemblée de décider qu'il n'y a pas lieu pour la Société de participer à un congrès qui doit se tenir à Rome vers la fin septembre et traiter la question d'une soi-disant Union internationale; elle doit se garder de toutes démarches qui pourraient être interprétées comme un engagement en sa faveur. L'assemblée ici encore se rallie unanimement à la proposition et aux vues du président central. »

Si nous mettons en regard de cette conduite prudente à l'extrême les exhortations enflammées que nous avons citées à propos de la réunion de Gand, nous aurons les deux pôles des opinions existant dans la Société des Etudiants Suisses à ce moment-là, et qui étaient représentés par Georges de Montenach d'une part, par Antoine Augustin de l'autre. On craignait dans ce dernier camp, de se voir engager, par les initiatives d'une organisation à laquelle on serait lié, dans des mouvements qui dépasseraient le domaine strict où doit évoluer une internationale d'étudiants. On ne saurait blâmer absolument cette méfiance, à laquelle les

événements de Rome allaient apporter une espèce de justification.

Par ailleurs, M. Jean Quartenoud, examinant, en 1895, les causes de l'échec des différentes internationales, catholiques ou autres, écrivait ce qui suit : « L'abstention systématique des étudiants allemands et de tous ceux qui suivent le *Comment* a été certainement une des causes principales de ce piétinement sur place. Songer à faire une union internationale sans les étudiants allemands, c'est impossible. D'un autre côté, leurs habitudes créent, entre eux et leurs camarades des autres pays, une barrière dans laquelle il est difficile de percer les portes voulues. »

Voici maintenant, du point de vue administratif, le programme d'action du Congrès, tel qu'il apparaissait à M. de Girard, rédacteur au *Moniteur de Rome* :

1. Adhésion officielle des associations catholiques de jeunes gens de tous les pays à l'Union internationale.
2. Nomination d'un conseil de représentants des diverses nations, chargé de concilier les intérêts locaux et formant le pouvoir législatif de l'œuvre.
3. Election d'une commission exécutive permanente avec mission de centraliser les efforts et de mettre les associations en rapport entre elles.
4. Fondation d'un bulletin servant d'organe à l'œuvre et de trait d'union entre les groupes adhérents.
5. Désignation d'un centre permanent ou temporaire, où se publierait le bulletin et où résiderait la Commission exécutive.
6. Organisation de congrès internationaux de la jeunesse catholique aussi fréquents que possible. Les fêtes nationales pourraient fournir l'occasion et le siège de ces congrès ; en tout cas, les délégués

des différents pays s'y rendraient régulièrement, afin de multiplier les rencontres.

Ces points, fort prudemment établis, resteront les postulats essentiels des futurs congrès internationaux.

Du point de vue idéal, outre le développement des relations culturelles, on remarquait, dans le cadre du programme catholique, une accentuation marquée des réformes sociales. Est-il besoin de rappeler que l'A. C. J. F. était née d'une pensée aussi bien sociale qu'intellectuelle ? A Rome, en 1891, un pèlerinage ouvrier côtoyait le pèlerinage de la jeunesse. Les conférences de Saint-Vincent de Paul, fréquemment instituées dans les universités, avaient pour but de jeter un pont sur le fossé entre les classes. Partout on se préoccupait de lutter contre la trop intense spécialisation et de conserver aux études d'une certaine manière une fonction populaire. Dans la lettre qu'il adressait aux étudiants, en sa qualité de président d'honneur de la jeunesse catholique, le cardinal Mermillod s'exprimait ainsi : « Dieu vous destine, au moins, la plupart d'entre vous, à être les témoins et les ouvriers de la grande rénovation sociale qui se prépare au XX^{me} siècle. »

Il s'agissait, on le comprend, de ravir au socialisme et spécialement à l'internationale des étudiants de ce parti, un de leur meilleur atout, en ne se laissant pas devancer dans le souci d'améliorer les conditions d'existence et de travail du prolétariat.

C'était d'autant plus opportun que le congrès de Rome était un pèlerinage de jeunesse et non pas une manifestation proprement étudiante.

« Près de 7000 jeunes gens, nous disent les *Monat-Rosen* d'octobre 1891, appartenant aux nations les plus diverses, sont venus se prosterner auprès du tombeau de saint Louis de Gonzague et affirmer leur inébranlable fidélité au Souverain Pontife. La jeunesse suisse était dignement représentée par soixante-huit pèlerins,

Ud 1891

pour la plupart membres honoraires de la Société des Etudiants Suisses. Les pays suivants avaient des délégations officielles de leurs associations : Allemagne, Autriche, Chili, Espagne, Belgique, France, Grèce, Italie, Hongrie, Mexique, Malte, Portugal, Pologne. A ces groupes étaient joints un nombre considérable de jeunes gens d'autres nationalités. Les fêtes du pèlerinage ont commencé le samedi, 26 septembre, dans l'église de Saint-Ignace, par un salut solennel avec sermon ; le lundi 28, communion générale et office pontifical ; S. E. le cardinal Parocchi présidait la cérémonie. Il a prononcé en français un magnifique discours sur le rôle de la jeunesse dans la société moderne. Le même jour, à midi, Sa Sainteté a daigné recevoir en audience spéciale tous les jeunes pèlerins. Elle a adressé à chacun d'eux les plus bienveillants encouragements. Mardi 29, le Saint-Père a célébré la messe dans la basilique vaticane devant une foule enthousiaste de près de 100.000 personnes. Le soir du même jour, les délégués des divers pèlerinages se sont réunis au Cercle Saint-Pierre de la *Gioventù cattolica italiana*, pour aviser aux moyens de multiplier les relations amicales entre la jeunesse catholique des divers pays. Ils ont adopté un ordre du jour dans ce sens, élaboré le programme de la réunion du lendemain et désigné notre ami, M. G. de Montenach pour la présider.»

Si l'on se place au point de vue proprement universitaire, le rassemblement apparaît notablement plus restreint. M. de Montenach donne les renseignements suivants dans les *Monat-Rosen* de 1900-1901 (page 97) : «Avaient répondu à notre appel : La Société des Etudiants Suisses (on a vu plus haut avec quelles réserves), l'Association catholique de la Jeunesse française, les Sociétés générales de Bruxelles, Gand et Louvain, la *Gioventù cattolica italiana*, les *Norica* et *Austria* autrichiennes et différentes associations locales d'Espagne,

de Malte, de la Syrie et du Brésil. La Fédération universitaire italienne n'existait pas encore ; les sociétés allemandes catholiques portant *couleurs* étaient représentées par quelques-uns de leurs membres, mais n'avaient pas de délégués officiels.»

La réunion principale se tint le mercredi soir, 30 septembre, à la salle Dante. Environ 1.500 jeunes gens y assistèrent. Le bureau comprenait : MM. de Montenach ; Schramme, président de la Société générale de Louvain, Cyrille van Overbergh, de Courtrai, et Emile Vroonen, de Tongres, pour la Belgique ; le vicomte de Roquefeuil, pour la France ; le prince de Lœwenstein, président de la jeunesse catholique allemande ; le prince de Lichtenstein, président de la jeunesse autrichienne, et le comte Alliata, président du Cercle St-Pierre, pour l'Italie.

Le commandeur Alliata, parlant en français, pour être compris de la majorité de ses auditeurs, les informa que Sa Sainteté bénissait leurs travaux. Puis il invita M. de Montenach à assumer la présidence de l'assemblée. Ce dernier accepta, en reportant cet honneur sur la Société des Etudiants Suisses, qui, par ses 25 années d'existence, a un certain droit d'ancienneté sur ses pareilles.

MM. van Overbergh, de Montenach et de Roquefeuil traitèrent avec force et ampleur de la question sociale.

On entendit encore : le comte Zichy, porte-parole des Hongrois, M. Alberdinck, représentant des Hollandais, M. Gohar, pour les Maltais et M. Mayor, pour les Mexicains.

On vota par acclamation l'ordre du jour suivant : «Les membres de la jeunesse catholique des différentes nations, réunis à l'occasion du troisième centenaire de la mort de saint Louis de Gonzague, émettent le vœu que les relations amicales établies entre les

associations des jeunes gens catholiques pour la défense de leur foi, aillent toujours en croissant.

« Ils remercient M. le baron de Montenach de ce qu'il a bien voulu faire déjà pour faciliter ces relations et le prient de leur conserver ses bons offices auxquels ils s'efforceront de correspondre constamment ».

Les délégations officielles des associations nationales, au nombre d'environ 300, discutèrent également les propositions concrètes de M. de Montenach en vue de fonder une union internationale. Fribourg en Suisse fut désigné comme siège de la nouvelle institution. C'était un succès, car on savait Louvain très disposé aussi à accepter le secrétariat permanent. Le projet de statuts présenté par M. de Montenach fut ratifié et lui-même nommé président de la nouvelle organisation.

C'était encore une fois un bon départ, mais le terrain manquait pour édifier, par la suite, une œuvre solide. La Société des Etudiants Suisses s'était partiellement dérobée. Mgr Mermillod, grand protecteur de l'Union, était en butte, à Fribourg, à une sourde hostilité. Son projet d'université pontificale avait été écarté et sa nomination au cardinalat avait entraîné son départ définitif pour Rome.

Des complications politiques surgirent aussi sous les pas des promoteurs de l'Union. M. de Montenach fit en 1900, dans les *Monat-Rosen*, les révélations suivantes : « On ignore que nos travaux ont été encore entravés, je peux maintenant le dire, par des interventions diplomatiques. M. Lefèvre de Behaine, ambassadeur de France auprès du Vatican, fit savoir au président de l'Association catholique de la Jeunesse française, Robert de Roquefeuil, par l'entremise du comte Mun, combien il serait imprudent pour elle de se lier par un acte international, notamment avec des associations allemandes et italiennes. Pour tenir compte de ces conseils et de toutes les difficultés dont ils étaient la façade, nous

dûmes remplacer notre plan d'organisation par une formule vague qui constituait, non plus une entente proprement dite, mais seulement le vœu que les moyens de cette entente fussent encore recherchés et poursuivis. »

Voilà sans doute, à quelques variantes près, le secret d'autres manœuvres abstentionnistes. Nous nous demandons aussi jusqu'où allaient, au juste, les pouvoirs des mandataires. S'ils avaient décidé l'Union, leurs corps les auraient-ils suivis ? En tout cas, si l'assemblée de Rome avait pu réaliser davantage, son enthousiasme nous est garant qu'elle l'eût fait. Mais l'heure n'était pas venue. Plus que les résolutions formelles, c'était le climat moral qui manquait, non pas peut-être parmi les délégués de Rome, mais dans les associations. De plus, on n'avait pas assez pris soin de délimiter la sphère propre de l'Union et de la distinguer nettement de la politique, dont on sait combien le terrain est glissant.

Dans sa lettre à l'abbé Gremaud, ci-haut citée, M. de Montenach dit encore : « A peine étais-je rentré à Fribourg que je trouvai une lettre d'Albert de Mun me demandant de ne rien publier pouvant donner à entendre que l'Association catholique de la Jeunesse française était comprise dans une organisation internationale : cela, disait-il, lui ferait le plus grand tort, nuirait à son recrutement et l'exposerait à des représailles de la part des autorités. »

Dans *La Liberté* du 7 octobre, M. de Montenach « pour couper court à certaines nouvelles erronées » publiait la mise au point suivante :

1. C'est à titre purement personnel et non point comme représentant d'une association quelconque que M. de Montenach a été chargé à nouveau de prendre la direction des relations amicales de la jeunesse catholique.
2. Ces relations ont pour buts généraux :

- a) l'étude de questions sociales et religieuses, l'échange des idées que ces études font naître ;
 - b) la défense des principes catholiques et leur propagande ;
 - c) la multiplication des relations personnelles entre les jeunes gens des différentes nations et leurs associations ;
 - d) la sauvegarde des intérêts matériels et moraux de la jeunesse.
3. Il va de soi que *les questions de pure politique sont laissées de côté* à cause de la diversité des nations appelées à concourir au succès de l'Union. En un mot, comme l'a si bien dit M. van Overbergh, président du pèlerinage belge, il s'agit de travailler ensemble à la *Restauration sociale du règne de Notre-Seigneur-Jésus-Christ*.
 4. Aucun centre permanent de l'œuvre n'a été désigné définitivement mais Fribourg reste, comme du passé, le siège de la direction.
 5. Un bulletin de renseignements nationaux, à l'usage de la jeunesse catholique, sera publié. Il servira sous forme d'*agence* les différentes publications des associations de la Jeunesse et les journaux catholiques qui voudront bien s'intéresser au progrès de ce mouvement général.

Quelles étaient ces « nouvelles erronées » qui circulaient dans la presse ? Nous pensons qu'elles résultaient premièrement de la situation faussée de M. de Montenach, Etudiant Suisse désavoué par sa corporation ; deuxièmement de la déception du public, pour qui l'organisation de la jeunesse catholique était presque chose faite. Les journaux, en effet, publiaient partout : « M. de Montenach est nommé président de la nouvelle fédération des associations de la Jeunesse catholique.

Le siège est à Fribourg, en Suisse ». Certes, c'était là, nous l'avons vu, la lettre des décisions prises à la salle Dante. Mais ces décisions devenaient « erronées » par l'impossibilité où l'on se trouvait soudain de les mettre à exécution. On n'osait pas proclamer l'existence de la fédération et par conséquent M. de Montenach ne pouvait en être président. De plus, Fribourg même n'acceptait pas d'être le siège du secrétariat permanent de l'œuvre. Malgré ses efforts persévérants, M. de Montenach ne put obtenir de local ni de subside pour l'œuvre qu'il voulait édifier.

Le célèbre congrès de Rome, qui devait être le berceau de l'Internationale, en fut au contraire la tombe. Quelques années plus tard, *Le Patriote* de Bruxelles traitait cette première tentative de « magnifique feu de paille », car depuis, ajoutait-il, nous n'entendons plus parler de rien. Mot cruel pour ceux que de sourdes hostilités avaient fait échouer en les condamnant au silence sur les véritables responsabilités.

Les incidents du Panthéon.

La réunion de la salle Dante devait être suivie de plusieurs séances privées dans lesquelles M. de Montnach et ses collaborateurs se proposaient de régler diverses questions d'organisation.

Il en furent empêchés par les fameux incidents du Panthéon, qui jettent une clarté particulière sur l'état des esprits à cette époque et qui eurent leur répercussion dans le monde des étudiants.

On a vu la tension qui régnait au sujet de la question romaine. Il y avait vingt ans que l'annexion de Rome était accomplie : mais l'Eglise, réduite à la merci des factions possibles et au caprice d'un gouvernement anticlérical, n'avaient cessé de protester. Au lendemain même de la grande assemblée des jeunes pèlerins, le 1^{er} octobre 1891, dans une audience particulière, Léon XIII, répondant à une adresse de soumission lue par M. Alliata, disait entre autres : « A la suite de la tourmente de ces derniers temps, vous savez bien que la condition du Pontife romain est maintenant indigne et intolérable. Ceux qui disent qu'il est libre faussent le vrai concept de la liberté, car qu'est-ce qu'une liberté qu'il dépend de l'arbitre d'autrui de donner ou de se retirer ? Au milieu des menaçantes vicissitudes des affaires politiques, la faculté même d'accéder auprès de nous peut être entièrement supprimée, au gré de ceux qui commandent. Aussi avez-vous justement déclaré tout

à l'heure que nos droits vous sont à cœur ; certes, ils sont très dignes de rallier les suffrages et l'action de votre part, ainsi que celle de tous les bons ».

Dès longtemps, en France et ailleurs, les catholiques s'attachaient à prouver que le pape ne pouvait vivre sans ses Etats et que l'annexion dont il avait été victime demandait une restitution pure et simple. A l'encontre, le patriotisme italien ne souffrait pas de discussion sur la possession de Rome. Sans Rome, l'unité du royaume était imparfaite et l'on représentait comme étrange que la religion pût dépendre de l'existence d'un domaine temporel. Chatouilleux au dernier point, les libéraux voyaient avec déplaisir dans les murs de leur capitale une manifestation d'ultramontanisme non déguisé. Ils cherchaient même, dit-on, une occasion d'éclater, et une étincelle suffit à mettre tout en feu.

Les étudiants n'étaient pas étrangers à l'effervescence. Dans la séance de la salle Dante, M. de Montnach s'était écrié : « Nous sommes venus aussi pour réparer l'offense qui a été faite à Sa Sainteté Léon XIII par l'apologie de Giordano Bruno. ». A ce moment, les cris de « A bas Giordano Bruno » avaient retenti avec une vigueur persistante. L'orateur souhaitait ensuite que la statue récemment érigée fut renversée à la suite d'un mouvement populaire.

Au banquet des pèlerins, à l'hôtel de Russie, M. Paccelli, conseiller municipal de Rome, émit avec fougue le vœu que la bannière pontificale flottât bientôt à Campidoglio et que le bronze de Giordano Bruno servît à fondre de nouvelles cloches.

Le 2 octobre était l'anniversaire du plébiscite par lequel en 1870 Rome s'était donnée à Victor-Emmanuel par 41.000 voix contre 46. Les pèlerins visitaient la ville par groupes et plusieurs entrèrent ensemble au Panthéon, église dédiée à tous les saints et dans laquelle est placé le tombeau de Victor-Emmanuel II. A côté de ce tombeau,

Roman
quesa

on tenait un registre destiné à recevoir les noms des visiteurs. Trois pèlerins, peu disposés à honorer de leur signature celui qu'ils regardaient comme l'ennemi de l'Eglise, écrivirent tous trois : « Vive le pape ! », d'autres dirent : « Vive le pape-roi ! » A la suite on voyait encore les trois lettres *mor*, que les patriotes italiens complétaient immédiatement ainsi : « Mort à Humbert I^{er}. » Ils ajoutaient que des propos injurieux avaient été proférés à l'adresse de Victor-Emmanuel par les mêmes pèlerins et que l'un d'eux avait craché ostensiblement dans la direction du tombeau.

La réaction fut violente. Les pèlerins en question sont aussi frappés et maltraités par la foule ; ils auraient même été lynchés sans l'intervention de la police. Partout dans Rome leurs pareils sont conspués, poursuivis, molestés. M. de Montenach se trouvait au Séminaire français lorsqu'il entendit retentir dans la rue des cris épouvantables. Les émeutiers donnaient l'assaut à la porte du séminaire et cherchaient à en arracher l'écusson pontifical.

Un omnibus garni de pèlerins débouchait place Colonna ; assailli, il put à grand-peine continuer sa course. Les manifestations se prolongèrent jusqu'au soir, spécialement devant l'hôtel de Rome et devant l'hôtel de la Minerve, principaux quartiers des congressistes. Les pèlerins qu'on apercevait encore dans les rues étaient pris en chasse. Des prêtres furent traînés par les pieds sur les pavés ; des jeunes gens, bâtonnés. Des cortèges se formaient avec des bannières noires portant des inscriptions injurieuses pour le pape et les catholiques.

Dans une séance subséquente du Pius-Verein, M. de Montenach en conférait ainsi : « Quand on a assisté, comme j'en ai eu le triste privilège, aux scènes de brutalité révoltante dont Rome a été le théâtre, on ne fera jamais entendre de protestation trop énergique et trop violente. J'ai vu des pèlerins inoffensifs piétinés par une

foule en délire, qui ne respectait ni femmes, ni prêtres. J'ai entendu proférer les imprécations les plus sataniques. J'ai assisté à cette chasse éperdue de deux ou trois cents drôles poursuivant avec une lâcheté sans égale un vieux prêtre et un jeune étudiant. »

Vers la fin de la journée seulement, la police commença à manifester plus vigoureusement son existence. Ce fut pour prendre une décision consignait les étrangers chez eux et ordonnant leur départ aussi rapide que possible.

La jeunesse catholique fut conduite aux gares encadrée de soldats, escortée d'une foule hurlante. Les quais furent à plusieurs reprises envahis par la multitude, ce qui donna lieu à des chocs périlleux. Le départ des trains fut salué de volées de pierres et c'est avec des vitres trouées comme des écumoières qu'il fallut traverser toute l'Italie, avec la perspective de voir se renouveler ces scènes dans chaque station. Il fallut renoncer à tout ravitaillement. On imagine le soulagement avec lequel tous parvinrent à la frontière.

« Les membres du congrès des étudiants, écrivait plus tard M. de Montenach, n'étaient en rien responsables de ces événements, dont la cause reste mystérieuse et qui furent certainement prémédités. » (Monat-Rosen 1900). A notre avis, la cause de ces événements n'a rien de mystérieux, mais elle réside tout simplement dans l'exaspération du nationalisme anticlérical que les Cavour et les Garibaldi avaient insufflé à l'Italie. Ne semble-t-il pas que les jeunes gens réunis à Rome auraient dû pressentir un tel état d'esprit et qu'ils se soient lancés dans la bataille avant d'être sérieusement organisés ? Ils s'étaient présentés à Rome en conquérants autant qu'en hôtes ; ils revendiquaient autant qu'ils priaient. C'était les fils des soldats de Dumont et de Lamoricière, et le sang des deux Rossi, celui de Romé et celui de Lugano, criait encore vengeance. L'association

internationale de la jeunesse catholique dut aussi à ces incidents sa mort précoce. Le Panthéon fut pour eux un autre Castelfidardo.

Quant à dire qu'ils n'avaient aucune part à l'antagonisme régnant, outre ce que nous avons déjà cité, on se reportera avec fruit aux paroles du vicomte de Roquefeuil à la fête centrale de Fribourg en 1888: « Dans un magnifique mouvement, qui a commencé sur notre vieille terre de France, mouvement bientôt étendu à toute la chrétienté, qui ne formait à notre grande époque du moyen âge qu'une seule nation au sein de l'Eglise, notre mère et notre patrie commune, nos pères se sont levés au cri de « Dieu le veut » pour aller conquérir le tombeau du Christ. Certes, Messieurs, nous savons que, pas plus que nous, vous n'avez dégénéré de nos pères catholiques et nous sommes assurés que vos cœurs battent à l'unisson des nôtres. Au même cri de *Dieu le veut*, Messieurs, entreprenons une nouvelle croisade, l'honneur de notre jeunesse, pour la liberté du tombeau de saint Pierre et la royauté temporelle du Souverain Pontife sur ce patrimoine que lui avait constitué définitivement Charlemagne. »

Cette exhortation enflammée, qui fit scandale dans le camp libéral, énonçait vraiment l'un des buts de la première internationale étudiante. Dans les tentatives subséquentes, on reviendra à une notion plus exacte des nécessités et des possibilités.

D'autres causes prohibitives internes agirent en cette circonstance. Ne pourrait-on pas dire que l'Union internationale avait été présentée un peu trop comme un bloc à emmagasiner tout d'une pièce? Beaucoup craignaient de se trouver soudain en face d'un fait accompli comportant toutes sortes d'obligations et une gênante diminution de liberté pour les associations. Il aurait fallu ménager quelques gradations et transitions.

Tout cela fit qu'il resta peu de chose du congrès de Rome: « L'échange des publications, des bulletins entre les associations alliées, écrivait M. de Montenach en 1900, est le seul postulat de cette assemblée qui ait été pratiquement observé jusqu'ici ».

A la demande de M. de Montenach, une réunion internationale fut encore organisée en 1893 au Cercle du Luxembourg, à Paris. Quatre ou cinq nations s'y firent représenter. Pendant plusieurs années, les relations entre les étudiants catholiques des diverses nations restèrent réduites à ces rencontres occasionnelles.

Nouveaux ouvriers**Nouvelles méthodes**

Les efforts des étudiants et de la jeunesse catholique en général, en vue de la constitution d'une internationale, ont vraiment un intérêt historique, car on y retrouve les mêmes tendances, on y voit l'action des mêmes causes que dans la vie des peuples eux-mêmes. Au milieu d'un siècle voué au machinisme et au scientisme, les étudiants catholiques avaient voulu, très généreusement, remettre en valeur leur foi et leur idéalisme. Mais ils ne s'étaient pas assez méfiés de diverses contingences, de nature politique surtout, dont ils négligèrent presque systématiquement l'importance.

A côté d'eux, d'autres mouvements d'union de jeunesse souffraient d'une lacune inverse : celle de n'avoir pas à leur base un sentiment religieux assez vif, de faire état uniquement de données sèches et exactes, ou même de se ranger sous des bannières franchement politiques. C'est pourquoi ils ne laissent finalement aux catholiques pas grand chose à envier.

Tour d'horizon.

Au mois de décembre 1891, un groupe d'étudiants socialistes et internationalistes se réunissait à Paris. Le 4 mai 1892, un club international socialiste voyait le jour à Zurich. En décembre 1893, c'est à Genève que se tenait un retentissant congrès international des étudiants du même parti. C'était là cependant des manifestations sporadiques, à peine reliées entre elles et ne laissant que peu de traces.

Jetons un coup d'œil dans le camp libéral. Le 14 novembre 1893, le *Gil-Blas* publiait : « Un comité provisoire composé en particulier de MM. Marillier, professeur à l'Ecole des Hautes-Etudes, Aulard, professeur à la Faculté des Lettres, G. Monod, maître de conférences à l'Ecole normale, Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine, André Weiss, professeur à la Faculté de droit, Hodgson Pratt, etc. vient de se former pour fonder une « Alliance universitaire internationale ». Son but est de créer des liens de plus en plus étroits entre tous ceux qui appartiennent comme maîtres ou comme élèves au domaine spécial de l'enseignement supérieur. » Un congrès était envisagé à Lausanne pour le commencement des vacances de 1894.

Ce projet n'eut pas de suite immédiate, car en mars 1895 l'abbé Jean Quartenoud écrivait dans les *Monat-Rosen* : « Nous pouvons nous demander quel avenir est réservé à la nouvelle tentative d'organisation

internationale qui vient d'être faite sous le nom d'*Alliance universitaire*. Nous tiendrons les lecteurs des *Monat-Rosen* au courant des faits et gestes de l'*Alliance*, car les mouvements de la jeunesse universitaire qui ne partage pas nos idées doivent être suivis par nous tous. Puissions-nous en la voyant à l'œuvre nous persuader enfin que nous sommes trop inactifs et trop indifférents, que nous ne savons pas mettre au service de la cause catholique la force de nos associations. »

Passant en revue la question des internationales d'étudiants, le même auteur écrivait : « On doit constater que les divers projets d'union internationale des étudiants n'ont pas tout le succès qu'on leur avait prédit. *L'Union démocratique latine, la Fédération universelle des étudiants* ne font plus du tout parler d'elles et n'existent que pour un nombre restreint d'affiliés, qui en profitent. »

L'expression répétée de ces regrets, comme aussi la multiplicité de tentatives même avortées, indiquent pourtant une atmosphère différente de celle du milieu du siècle. Les unions internationales d'étudiants sont à l'ordre du jour.

Il n'est du reste pas tout à fait exact de dire que les étudiants libéraux n'aboutirent absolument à rien. Réunis au mois de mai 1891, à Gand, ils avaient décidé : « Le congrès émet le vœu qu'un comité international unisse les fédérations et les sociétés d'étudiants dans un but libéral et fraternel. »

L'inauguration de l'Université de Lausanne rassemblait la même année des étudiants de nombreux pays. On débattit les mêmes thèmes, on énonça les mêmes besoins, mais sans se réclamer des travaux de Gand. A Anvers et à Caen, en 1894, à Lille en 1895, à Liège en 1897, il y eut des réunions de caractère international, mais jamais on ne fait mention du résultat obtenu dans les précédentes, jamais l'ancienne *Fédération universelle*

n'y prouve sa vitalité. Ce n'est qu'en 1898 qu'elle réapparaît à Turin, mais pour proclamer bien haut qu'elle en est à son premier congrès. Nulle mention de la fondation du 10 août 1889. Un bulletin nommé *Corda Fratres* (les cœurs sont frères) lui donnait pour objectif de favoriser l'idée de solidarité et de fraternité entre les étudiants et de seconder la « société internationale pour la paix et l'arbitrage » dans sa mission humanitaire. Relevons entre parenthèses que M. Giglio-Tos, président du comité d'organisation, était aussi président de la Société pour la paix et l'arbitrage de Turin. Les étudiants pourraient aussi, par l'intermédiaire de la Fédération, faciliter leurs recherches scientifiques et leurs voyages d'étude à l'étranger.

Une brillante réunion libérale eut lieu au mois d'août 1900 à Paris. L'exposition universelle favorisait singulièrement le concours de nombreux intellectuels. Comme le remarquait dans les *Monat-Rosen* un nommé Leucus, ceux qui s'ennuyaient dans les séances des congrès trouvaient une rapide diversion dans la visite des curiosités de la ville et des pavillons. Ce fut là le premier congrès qui consentit à ne pas s'intituler premier. Le suivant était projeté pour Budapest en 1902 ou Liège en 1903.

« Si ce congrès a lieu, disait M. de Montenach dans les *Monat-Rosen* de 1900-1901, nous devons reconnaître que la *Corda Fratres*, fondée à Turin en 1898 est, entre toutes les tentatives de fédérations universelles des étudiants, la seule jusqu'à présent qui ait vécu plus que vivent les roses, plus que l'espace d'une fête ou d'une assemblée. » (p. 95).

Le mot de *Corda Fratres*, en 1898 titre du bulletin, était en 1900 le nom de la fédération ; les associations qui avaient souscrit aux principes de Turin étaient seules reçues d'emblée. Cette continuité avait pour premier fondement la personne même du président de

Turin, le Dr Giglio-Tos, véritable fondateur de la *Corda Fratres*, qui avait élaboré pour le congrès de Paris un projet complet de statuts. Malheureusement, malgré le soin qu'il avait pris de se ménager un poste tout adapté de président, des membres honoraires, sa personnalité ne fut pas assez puissante pour traverser deux congrès. L'instabilité inhérente au monde étudiant et l'ingratitude presque athénienne de ses collègues triomphèrent de sa constance. On lui trouva toutes sortes de petits défauts : il était malingre et sans prestance ; il s'entendait mal à diriger une discussion ; ses statuts étaient trop compliqués et avaient été présentés trop tard ; enfin, vice rédhibitoire dans la Ville-Lumière, il avait la prétention de traduire lui-même en français ses proclamations, qui se trouvaient ainsi lardées de fautes.

On lui donna un successeur en la personne de M. Ludwig, de Budapest. Mais, malgré les qualités de ce dernier, qui présentait beaucoup mieux, il apparut qu'on avait tué la poule aux œufs d'or, car la Fédération universelle retomba dans la nuit.

L'organisation extérieure paraissait pourtant solide. Chaque pays était représenté dans le comité par un vice-président. Mais les mêmes obstacles, de nature politique, se dressèrent sous les pas des libéraux, comme ç'avait été le cas à Rome pour les catholiques. Au moment de partir pour Paris, les étudiants prussiens furent retenus par un avertissement officiel.

Voici les résolutions qui furent votées dans une séance de clôture présidée par le ministre Georges Leygues :

1. L'égalité de l'homme et de la femme pour l'admission aux établissements d'instruction et aux emplois qu'ils permettent d'aborder.
2. Diminution des entraves apportées aux études par le service militaire.

3. Suppression de tous les vestiges d'intolérance religieuse dans les constitutions.
4. Préférence des diplômés d'Etat dans l'attribution des places officielles.
5. Assurance d'emplois correspondant au savoir et aux capacités des étudiants disponibles.

On remarque dans ces divers points un fléchissement vers les questions purement pratiques et vers l'étatisme.

« Sur la proposition de M. Jacchia, de Gênes, le congrès a ensuite décidé, afin de faciliter les voyages, d'instruction et de séjour de ses membres à l'étranger, de nommer une commission chargée de rédiger un guide international, nommé *Corda Fratres*, qui contiendra tous les renseignements utiles aux confédérés... Dans le même ordre d'idées, M. Réveillaud (président du Grand-A') a fait adopter le vœu que les associations d'étudiants délivrent avec la plus grande facilité des cartes temporaires d'admission aux étudiants inscrits à une autre association ou à la *Corda Fratres*. L'assemblée a voté par acclamation le vœu dont voici le texte : « Les consulats doivent faire tout leur possible pour favoriser l'instruction populaire en invitant les étudiants à tenir des conférences populaires sur n'importe quel sujet, *exception faite des questions politiques et religieuses*. Les consulats sont les bureaux que la Fédération internationale va organiser dans les principales villes universitaires d'Europe. » (Montenach, *Monat-Rosen* d'octobre 1900, p. 94, 95).

Ce congrès fournit, avec les réunions catholiques de la même période, d'instructifs points de comparaison.

Nous voudrions dire un mot encore d'un mouvement plus proche de l'internationale catholique parce que foncièrement confessionnel : la Fédération mondiale

des Etudiants chrétiens (World's Student Christian Federation). Fondée en 1895 par des groupes d'étudiants de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de Suède et d'Allemagne, au château de Wadstena, en Suède, elle a subsisté jusqu'à nos jours. L'Américain John Mott, qui prit l'initiative du mouvement, passa vingt-cinq ans au secrétariat, puis devint président pour une longue période. Converti à 20 ans de l'incrédulité au protestantisme, esprit pratique autant que mystique, il fut vraiment l'âme de la Fédération. Pendant 13 ans, il voyagea en Asie et dans d'autres continents éloignés pour en établir les bases. Pendant 12 autres années, il voyagea en Amérique même.

« La Fédération, écrivait en 1921 le Dr Gérard Brom dans *Pax Romana, folia periodica*, embrasse actuellement 26 mouvements nationaux, dont quatre aux Etats-Unis, et 200.000 étudiants, dont les jeunes filles forment le tiers. Dans cinq pays, les élèves des écoles secondaires y sont en majorité. En Chine, on peut compter 25.000 membres. Il y a presque 500 secrétaires professionnels, qui se sont lancés dans une nouvelle carrière intellectuelle préparée d'ordinaire par des cours et des exercices spéciaux » (p. 19 - 20).

Deux organisations secondaires sont affiliées à la Fédération mondiale des Etudiants chrétiens. C'est premièrement le Mouvement Volontaire Etudiant (Student Volunteer Movement) dont le but est de recruter des missionnaires parmi les étudiants, d'enseigner et de recueillir l'argent pour les missions. Il s'agit d'une sorte de croisade pour la conversion du monde. A la suite de son premier voyage, John Mott a lancé un livre intitulé d'un véritable slogan : « Evangélisation du monde au cours de cette génération ». Cette devise, adoptée primitivement par cinq étudiants du collège américain de Princeton, devint le grand leitmotiv du congrès de Liverpool en 1896. On y ajoutait cette recommandation

spéciale visant plus particulièrement l'Asie : « Les étudiants d'Occident doivent convertir les étudiants d'Orient ». La réalisation en est poursuivie par des cercles d'études, des publications et des congrès internationaux. L'idée de fonder des chaires académiques pour la science missionnaire est également née de ce milieu.

La deuxième organisation affiliée à la Fédération mondiale est l'Association Chrétienne de Jeunes gens (Youngs Men's Christian Association). John Mott en fut le chef personnel et les étudiants n'en formaient qu'une fraction, comme la Fédération Universitaire des Catholiques Italiens rentrait dans la *Gioventù Cattolica Italiana*. C'était une organisation de jeunesse qui prit à un moment donné un tel ascendant que, répondant aux plaintes de plusieurs évêques, Rome interdit aux catholiques de s'y mêler.

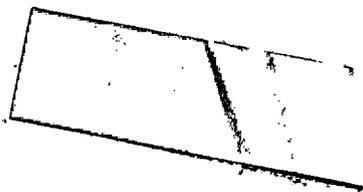
On pourra se montrer surpris que des catholiques aient pu prendre part à une action d'inspiration confessionnelle dissidente. C'est ici qu'intervient le caractère spécial de la Fédération mondiale des Etudiants chrétiens. Elle vise nettement à l'universalité et même, à la catholicité, en ce sens qu'elle tend à englober les catholiques comme les autres chrétiens. Elle n'est pas asservie à telle église protestante, mais prétend au contraire les vivifier toutes.

Voici en quels termes M. Roger Pochon, dans sa brochure sur les *Associations internationales d'étudiants*, définit sa position du point de vue confessionnel : « La Fédération est chrétienne. Elle est ouverte à tous les étudiants, hommes ou femmes, de tous les pays et de toutes les races ; elle reconnaît comme membres tous ceux qui partagent son esprit et respectent leurs obligations religieuses.

Elle est interconfessionnelle, car elle compte parmi ses membres de fidèles adeptes de toutes les confessions :

orthodoxe, catholique, protestant, copte, etc. Elle est non confessionnelle en ce sens qu'elle n'est attachée à aucune Église ou organisation ecclésiastique ». (Fribourg, Suisse, 1928, p. 124).

Les étudiants chrétiens mettent donc à la base de leur spiritualité une large bonne foi. C'est à la vivacité de leur sentiment religieux qu'il faut cependant attribuer en bonne partie leur succès et leur durée.



Effort de renaissance chez les étudiants catholiques.

L'échec final du congrès de Rome en 1891 laissa quelque temps les catholiques désespérés. M. Jean Quartenoud écrivait en 1895 dans les *Monat-Rosen* : *E'Union internationale des Etudiants catholiques* n'a pas pu vaincre certaines indifférences et accomplir tout son programme. Cependant, les efforts de son président, M. de Montnach, n'ont pas été perdus puisque, depuis son initiative, les différentes sociétés belges, françaises, autrichiennes, espagnoles, ont continué entre elles des rapports qui, pour n'être pas réglés, n'en sont pas moins utiles à la cause de l'Église.

« Il est question, du reste, de convoquer de nouveau les étudiants à Rome pour une grande manifestation internationale ; malheureusement, cette fois, l'initiative n'appartiendra pas à la *Société des Etudiants Suisses*, qui a laissé décidément échapper le rôle central qu'elle pouvait jouer dans l'Union internationale des Etudiants catholiques ».

Au mois de novembre précédent, une note était insérée déjà dans les *Monat-Rosen*, qui semblait se rapporter au même sujet : « On projette un nouveau pèlerinage international de la jeunesse catholique vers la Ville Éternelle. Les cercles universitaires catholiques de France, de Belgique et d'Espagne se sont déjà concertés dans ce but. Les étudiants des autres nations se

joindront probablement à cette manifestation, qui répond, paraît-il, à un désir de Sa Sainteté ».

M. de Montenach, qui n'avait perdu ni ses relations avec les étudiants ni sa conviction de l'excellence de l'Union, s'exprimait, au banquet annuel du Cercle du Luxembourg, à Paris, le 18 décembre 1896, dans les termes suivants: « Les étudiants catholiques doivent s'unir; plus que jamais la nécessité d'une fédération semblable à celle que vous avez conçue au Cercle du Luxembourg, d'une fédération internationale des étudiants catholiques s'impose, et elle se fera ». (Documents Montenach, Archives d'Etat de Fribourg).

Cependant, pour l'instant, tout retomba dans le silence.

Le congrès de l'Association catholique de la Jeunesse Française à Besançon, les 17, 18, 19 et 20 novembre 1898, semble marquer un réveil dans l'activité des étudiants catholiques. Ce congrès était national, mais son ampleur fut telle, soit par la qualité des orateurs soit par les sujets traités, qu'il devait nécessairement orienter les esprits vers une union plus vaste. Sept évêques faisaient partie du comité de patronage; tout ce que la France catholique avait de plus considérable y apporta le concours de sa pensée; la question sociale, la question agraire, la crise religieuse furent étudiées à la lumière de la tradition. Le comte de Mun, Georges Goyau, Georges Fonsegrive, Max Turmann, Marc Sanguier, le vicomte de Roquefeuil, le baron de Montenach, Petit de Julleville étaient les noms les plus illustres inscrits parmi les orateurs. Mais le plus brillant succès fut remporté par Ferdinand Brunetière avec sa conférence finale sur le « Besoin de croire », reproduite par la *Revue des Deux Mondes*.

M. de Montenach, pour sa part, avait réveillé l'attention sur les œuvres internationales, en mettant en évidence l'Union chrétienne de jeunesse protestante, dont

nous n'avons pas encore fait mention jusqu'ici. Le chiffre total des sections qui lui sont rattachées, disait-il, s'élevait au 10 mai 1897, à 5.382, renfermant 478.282 adhérents de toute nationalité. Cette union, qui n'est pas proprement étudiante, a vu le jour à Paris en 1858. Elle avait son comité central à Genève et possédait une puissante hiérarchie.

Au mois de juin 1900, une assemblée internationale se tint à Paris, au Cercle du Luxembourg. Elle fut présidée par M. Joseph Ménard, avocat. On avait annoncé les délégués suivants: MM. Camouer, de Louvain; de Bic, président de la Générale de Gand; Dubois, président de la Générale de Bruxelles; des étudiants de Liège et d'Anvers; le comte de Matteis, président des associations italiennes; le professeur Reichenbach, représentant des associations allemandes et autrichiennes; de Montenach pour la Suisse; le Dr de Martigny, pour le Canada; des ressortissants de la Hollande, de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Espagne. Quelques-uns, croyons-nous, manquèrent à l'appel, et l'on reprocha ensuite au congrès de n'avoir pas été vraiment international.

On mit cependant à l'étude la question de la fédération des étudiants catholiques du monde entier. M. de Montenach, instruit par les expériences de 1891, déclara que, selon lui, une fédération générale n'était pas réalisable pour le moment. Il préconisa simplement des rapports réguliers entre les associations internationales et des entrevues lors des grandes manifestations catholiques. Une discussion suivit, mais n'entra pas plus profondément dans le projet d'union.

On adopta finalement ces vœux:

1. Que les fédérations nationales de jeunesse catholique s'unissent par une conférence ou réunion périodique de leurs délégués, qui examineraient ensemble les moyens, propres à étendre les

relations amicales entre les jeunes catholiques et leurs associations, et à poursuivre l'orientation sociale qui leur est commune.

2. Que l'échange des publications, organes des associations de jeunesse, se fasse d'une manière de plus en plus régulière et fréquente.

Un journal de Bruxelles, *l'Universitaire catholique*, devait servir de centre aux communications des associations affiliées.

A la date du 15 juin 1900, le cercle universitaire de Bologne adressait un appel aux associations catholiques de toutes les nations en vue d'un nouveau congrès. C'était, comme en 1891, à l'occasion d'une année jubilaire et d'un pèlerinage universel à Rome. La circulaire était signée des noms d'Amédée Rossi, président du Cercle promoteur de Bologne, et de Jules Rossi, président de la Commission universitaire de Rome. « Malgré les innombrables difficultés rencontrées pour propager cette idée, disaient-ils, elle a été acceptée et encouragée au XVI^{me} congrès catholique italien de Ferrare, et accueillie avec enthousiasme par les cercles fédérés d'Italie, et même par beaucoup de cercles étrangers qui nous ont envoyé leur assentiment. Nous nous sommes surtout réjouis de l'appui qui nous a été accordé de la part du Saint-Siège, et nous avons entrepris la préparation du pèlerinage et de la réunion sus-dite. »

En tête de l'adresse figurait la surprenante affirmation que les étudiants catholiques en seraient, eux aussi, à leur premier congrès. Si l'on pouvait soulever quelques objections sur le caractère de la réunion du même mois à Paris, convenait-il de passer sous silence le vaste mouvement de 1887-1891 et la grandiose commémoration de saint Louis de Gonzague à Rome ? Plusieurs voix s'élevèrent au cours de ces journées pour protester

contre une semblable préterition. En fin de compte, on prit simplement le titre de « Congrès international des étudiants catholiques ». La thèse primitive se prévalait du caractère exclusivement catholique, ou exclusivement universitaire de la manifestation, ou aussi d'une meilleure représentation des nationalités, toutes choses en réalité problématiques. La raison psychologique de cette tendance à ignorer ses prédécesseurs réside dans les différences personnelles et nationales des promoteurs, et dans l'idée que chacun d'eux allait enfin faire œuvre durable.

Hélas ! Cette fois non plus, ce ne devait pas être le cas. Nous touchons ici une autre faiblesse des organisations étudiantes : c'est le manque de continuité qui résulte du changement si rapide de leurs membres. Une œuvre est à peine ébauchée par les uns que d'autres arrivent avec des préoccupations différentes qui lui font échec. Il est donc nécessaire d'asseoir d'abord un secrétariat permanent soutenu par un groupe de membres honoraires. Le lien avec les membres honoraires, qui a existé dès la première heure dans la Société des Etudiants Suisses, a été, comme on le sait, la première garantie de sa continuité.

La cheville ouvrière de ce congrès fut le Dr Carl Sonnenschein, qui devait être l'un des plus vaillants apôtres du mouvement social et populaire en Allemagne. Né d'une famille de travailleurs de la Prusse-Rhénane, il fit ses études universitaires à Bonn, puis, durant de longues années, au Germanicum de Rome. C'est de là qu'il travailla à l'organisation du congrès de 1900. Il tenait de la discipline des jésuites un culte profond de la science et de la logique, allié à un sens avisé du réel. Son premier ouvrage consista en une étude sur le « Catholicisme italien », qui parut dans le supplément scientifique du journal « Germania » (Cf. F. Beck, *Pax Romana, folia periodica*, mai 1929).

C'est à lui sans doute qu'est due l'importance donnée à la question sociale dans le programme idéal du congrès: Dans le *domaine social*, disait l'adresse du comité au Saint-Siège, la régénération de la société, qui est notre tâche de demain, et d'un lendemain bien proche, nous impose le devoir, *théoriquement*, d'étudier les causes qui ont produit la misère matérielle, l'anarchie intellectuelle et la révolte des cœurs contre l'amour de l'Eglise; *pratiquement*, d'aimer, nous aussi, le peuple et, d'aller à lui dans la mesure voulue par le bon sens, par les besoins des temps et par l'autorité elle-même.»

Dans sa réponse, après avoir témoigné sa joie de la présence des étudiants, Sa Sainteté écrivait: «C'est pourquoi, fils bien-aimés, il Nous plaît de vous faire part de Nos félicitations, à vous qui avez préparé le congrès, et à vous qui y assistez; et pour le prouver non seulement par des paroles, mais par des actes, il Nous a plu de désigner Notre Vénérable Frère Lucide-Marie, évêque de Porto, homme d'une science universelle et d'une prudence rare, pour honorer de sa présence votre congrès, pour y être l'observateur et le guide des discussions que vous aurez.» C'était le cardinal Parocchi, l'ancien protecteur de l'Internationale catholique, qui rentrait ainsi en scène.

Léon XIII recommandait ensuite aux étudiants trois choses: *firmitas fidei*, *castimonia morum*, *propositorum constantia*, c'est-à-dire la fermeté dans la foi, la chasteté dans les mœurs et la constance dans les résolutions.

Au commencement de la première séance, qui eut lieu le 5 septembre, dans l'église de Saint-Apollinaire, le cardinal Parocchi fit une belle exhortation à ses 500 jeunes auditeurs: «Cultivez, leur dit-il en résumé, non la science qui tue, mais la science qui vivifie.» De nombreux applaudissements lui prouvèrent qu'il avait été compris.

Le président du congrès était Livio Tovini. Le comité qui l'entoura comprenait: Marc Saugier, directeur du «Sillon», Paris; René Poncelet, Bruxelles; Codeglia, président du Cercle universitaire de Rome; Jos. Meyer, Munich; Giuseppe Brosadola, Udine; Barlacovi, président de l'Union académique italienne de Vienne; Hans Muller, de la Leonina, Fribourg-en-Suisse; Anton Kayser, Paderborn; Benito de Pomès y Pomar, Barcelone; Josip Dermastja, Ljubliana (Carniole); Rudolf Gschladt, Vienne.

Au matin du 6 septembre, l'audience pontificale, au témoignage de Hans Muller, laissa aux étudiants rassemblés dans la basilique de St-Pierre une impression inoubliable. La vue du Pontife romain dans le centre de la catholicité était bien faite pour cimenter leur union. Cependant, les organisateurs du congrès avaient le souci de se garder de tout enthousiasme irréfléchi. Livio Tovini, au début de la séance du même jour, déclara formellement que le comité n'avait pas l'intention d'établir une fédération. Dans une brochure éditée en 1901 par la Commission de l'Annuaire, il est dit que l'idée d'une *Union internationale des étudiants devait être regardée d'emblée comme entièrement impraticable et ne pas même être envisagée*. Il ne s'agissait que d'un rapprochement *moral*. Cette attitude était dictée moins par l'expérience de 1891 que par des sondages prudents opérés antérieurement dans toute l'Europe.

Pour ce qui concerne la seule Société des Étudiants Suisses, dans son assemblée de Baden, les 27-28 août 1900, elle avait décidé d'envoyer un représentant à Rome, mais en simple observateur et sans faculté de contracter aucun engagement au nom de la société.

Citons encore, au nombre des personnalités marquantes, le professeur Cepada (Espagne); le baron Voltario Mathaus Voltolino di Voltolina, qui parla au nom des étudiants allemands et autrichiens; Mac Swiney,

représentant des étudiants anglais et irlandais; le professeur Toniolo, qui énuméra les titres glorieux de l'Italie à abriter un congrès des étudiants catholiques.

L'éloquence de Marc Sangnier produisit une profonde impression. Il combattit pour son généreux idéal de démocratie chrétienne. Écoutons-le un instant nous communiquer ses souvenirs dans les *Monat-Rosen* de décembre 1900: «Nous nous aperçûmes que sur le terrain de l'action pratique, de grandes difficultés paraissaient s'opposer à ce que l'on acceptât des formules identiques dans les différents pays. C'est ainsi que les Allemands refusèrent d'admettre un vœu, assez insignifiant cependant, mais où il était question de *libertés populaires*, vœu qui d'ailleurs, après une longue discussion, fut ensuite retiré, par *courtoisie internationale*; tout le monde affirmait être d'accord; une simple question de tactique rendait, à ce qu'il paraît, impossible en Allemagne le vote du vœu proposé.»

Parmi les thèmes abordés dans les discours, on peut relever encore: «L'étudiant et la littérature moderne», par Paolo Arcari; «L'accord de la révélation et de la science», par Hans Muller; «L'idéal religieux des étudiants catholiques», par Raphaël Marin; «La pratique de la foi dans l'étude», discours de clôture du cardinal Parocchi.

A côté des manifestations oratoires, il y eut les séances de travail proprement dit, car la session de Rome en 1900 fut bien une des plus laborieuses qui ait jamais été. «Le congrès de 1900, dit M. de Montenach, a fait une large part à la discussion des thèses générales se rapportant à l'action catholique, au devoir social, à la situation de l'Eglise. Les questions sociales concernant spécialement l'étudiant, l'apostolat qu'il peut exercer, n'étaient pas oubliées non plus. Pour délibérer sur tous ces sujets, les congressistes se sont divisés en commissions ou sections spéciales. La première avait pour

président Marc Sangnier et pour vice-président Poncelet; elle a étudié «Le mouvement universitaire catholique». La seconde dirigée par Habereeder, de Passau, et Vico Necchi, de Pavie, s'est occupée des «Intérêts internationaux des étudiants catholiques». La seule énumération des titres des conférences particulières couvre une page des *Monat-Rosen*.

Le texte des décisions, dans la première section, concernait la religion, la science et la question sociale. Sur le premier point, le congrès proclamait, selon les paroles du Souverain Pontife, comme principes de toutes les organisations d'étudiants catholiques, la fermeté dans la foi, la pureté dans les mœurs et la constance dans les résolutions. Il les engageait à travailler, selon la mesure des besoins et en respectant le caractère de chaque nationalité, à l'amélioration religieuse et morale du peuple. Sur le second point, la science, en conformité avec les doctrines de l'Eglise, le congrès souhaitait de voir reconnue par tous les étudiants catholiques, dans les domaines philosophique, historique et physique, l'harmonie la plus complète entre les données traditionnelles et les faits prouvés par les sciences modernes. Il les encourageait à la culture de ces dernières dans l'intérêt de la foi.

Quant à la question sociale, le congrès reconnaît:

1. pour chaque étudiant la nécessité d'une étude sérieuse et méthodique de la sociologie chrétienne, telle qu'elle est développée dans l'Encyclique *Rerum Novarum*, aussi bien que de l'ensemble du mouvement social moderne.
2. pour les sociétés d'étudiants catholiques, une égale nécessité de participer activement aux efforts qui sont faits en vue de la solution de la question sociale dans la forme adaptée aux circonstances et aux opinions particulières.

Dans la deuxième section, les décisions sont relatives aux réalisations pratiquées :

1. Le congrès exprime le vœu que toutes les associations d'étudiants catholiques s'unissent pour l'échange réciproque de leurs publications.
2. Le congrès donne au président pleins pouvoirs pour l'édition d'un rapport général de la session.
3. Le congrès exprime le vœu qu'un rapport sur le mouvement de la jeunesse catholique dans tous les pays voie le jour toutes les années au lieu le plus propice et décide la publication du premier de ces annuaires. Elle laisse le détail de l'exécution aux soins de la commission internationale qui sera constituée immédiatement par le président au sein du congrès.

Ce dernier vœu était considéré comme le plus important et fut le plus chaudement accueilli. La commission qui devait s'en occuper fut composée des treize collaborateurs suivants : Marc Sangnier, Paris ; René Poncelet, Bruxelles ; Jean Nelis, Bruxelles ; Paolo Arcari, Milan ; Giuseppe Brodasola, Udine ; Hans Meyer et Hans Muller, Fribourg (Suisse) ; Rudolf Mayer, Munich ; Friedrich Habereder, Passau ; Anton Kaysér, Padèrborn ; Benito de Pomès y Pomar, Barcelone ; Josip Dermastja, Ljubliana ; Rudolf Gschladt, Vienne.

Le nombre des participants aux séances de la Commission de l'Annuaire n'était pas limité aux personnes susdites, car nous y voyons figurer entre autres Carl Sonnenschein, d'Aix-la-Chapelle, Raphaël Marin (Espagne) et Pott (Allemagne). Comme secrétaires furent élus Jules Rossi, signataire de l'appel, et Jules Senni, de Rome, lequel fut dans la suite remplacé par Sonnenschein.

Voici l'énumération d'un certain nombre de membres d'honneur élus par le congrès : le baron von

Hertling, le juge Grøber, le professeur Hitze, le Dr Wurm, le prince Alis de Lichtenstein, le R. P. Abel, S. J., le professeur Pastor, le baron de Montenach, le Dr Joseph Beck, les députés Molnar, Schaepmann et Mgr Malmic-Veglia.

Le congrès de 1900 avait été un véritable foyer de pensée. La Commission voulait continuer dans cette ligne, faire œuvre durable et pratique, établir une correspondance suivie entre les associations, préparer de nouvelles réunions. Brisant avec l'idée de mettre les congrès à la remorque des grandes manifestations catholiques, elle voulait que les étudiants restassent autonomes et travaillassent par eux-mêmes. Sa ligne de conduite était surtout nouvelle en ce que, remettant à plus tard la création d'un lien social, elle se proposait simplement d'être, par son activité, un centre d'attraction autour duquel les associations viendraient peu à peu se placer de plein gré.

Il est intéressant de noter, d'après le compte-rendu des séances de la Commission, qui siégea à l'issue du congrès, les diverses tendances qui s'y firent jour. M. Sonnenschein veut tabler sur le travail de la Commission plutôt que sur le concours problématique des associations : la Commission est issue du congrès et n'a pas besoin, pour le moment, d'un autre mandat. M. Pomès voudrait que les membres s'assurassent d'abord de l'effective délégation desdites associations. La résolution votée garde le milieu entre les deux opinions : « Les membres de la Commission internationale, dit-elle, ont le devoir, outre l'édition de l'Annuaire, de tâcher d'obtenir de la part des groupements d'étudiants catholiques une représentation aussi complète que possible dans la Commission. » Les membres qui ne l'auront pas obtenue pour eux-mêmes continueront à siéger à titre privé.

A l'unanimité, la Commission décida de travailler à la réunion d'un prochain congrès, bien que cet objet

ne rentrât pas directement dans ses attributions. C'était là en effet, plus encore que l'Annuaire, l'indispensable pierre de touche de la vitalité de l'œuvre.

On avait proposé d'abord que l'Annuaire fût rédigé dans les trois langues du congrès, l'italien, l'allemand et le français. Mais ensuite on admit aussi l'anglais et l'espagnol et une langue slave. Il devait contenir :

1. Une liste de toutes les associations d'étudiants catholiques et leur adresse.
2. Une statistique du mouvement catholique parmi les étudiants.
3. Sa chronique.
4. Des articles critiques sur le même sujet.
5. La littérature du mouvement.

Un don anonyme de 1.000 marks avait été fait à l'intention exclusive de l'Annuaire.

Malgré la circonspection des dirigeants de ce nouvel effort, malgré le résultat positif, au point de vue intellectuel, de cette session de Rome, il faut cette fois-ci encore, enregistrer un double échec. Ni l'Annuaire, ni le congrès ne furent menés à chef. Absorbés sans doute par la vie pratique, dispersés dans toutes les parties de l'Europe, les membres de la Commission perdirent de vue l'Internationale catholique. Ils ne manquèrent cependant pas de persévérance. L'édition de la brochure dont nous avons tiré parti en est une première preuve. Les démarches faites, jusqu'en l'année 1902, par le Dr Sonnenschein, pour la réunion du congrès projeté, en sont une autre. Nous possédons une lettre par lui adressée, au mois de février 1902, à M. de Montenach, à Fribourg, pour lui demander de s'occuper de cette question. M. de Montenach, retenu par sa santé, n'avait pu se rendre à Rome et avait dû se borner à envoyer

aux congressistes un télégramme de félicitations. Il restait pourtant le dévoué serviteur de la cause de l'Internationale. Le Dr Sonnenschein plaide pour la fixation du congrès à Fribourg, préférablement à Liège ou à Rome. Nous ignorons la suite qui a été donnée à sa lettre.

Rentré en Allemagne, où il fut d'abord chapelain dans diverses villes industrielles rhénanes, le Dr Sonnenschein prit en mains l'organisation du mouvement catholique chez les étudiants et les ouvriers. De Munchen-Gladbach, où il était installé, il organisa, de 1907 à 1914, 120 groupements sociaux d'étudiants qui embrassaient presque toutes les universités et colonies de vacances de l'Allemagne.

Son principe était de réagir contre le romantisme trop purement verbal et bourgeois de l'étudiant moderne et de mêler ce dernier d'aussi près que possible à l'activité de l'ouvrier, à la vie du peuple. Bien souvent, sous son impulsion, l'étudiant entreprenait un travail manuel, non seulement pour gagner sa vie, mais pour se mêler plus intimement aux préoccupations de l'homme de la rue et comprendre plus parfaitement son esprit. Ils devenaient par là aussi de meilleurs médecins, de meilleurs juristes et de meilleurs professeurs.

Le Dr Sonnenschein fut également un des principaux animateurs du Hochland-Verband, dont nous avons parlé, et avait inscrit l'action sociale au premier rang de ses principes.

M. de Montenach, de son côté, bien que retiré de l'action directe, continuait de croire à la bienfaisance et à la grandeur des ententes internationales sur la base du catholicisme. A la suite d'une tentative faite à Vienne, en vue d'une fédération européenne des œuvres catholiques, il écrivait le 25 septembre 1912 à M. Joseph Leb, secrétaire général du comité d'action : « Avec l'aide de Dieu, la voie que nous avons ouverte devra tôt ou tard

avoir son aboutissement et, pour ma part, je reste fidèle à la grande idée d'une organisation internationale des catholiques, à cette concentration méthodique de leurs forces militantes sous l'égide du Saint-Siège.» (Documents Montenach, Archives de l'Etat de Fribourg).

Ainsi, à la veille de la guerre de 1914, ces deux grands ouvriers de la cause catholique étaient réduits à attendre que les événements donnent raison à leur foi et vengent leur déception. Le nationalisme exacerbé qui couvait sous les grandes formules de paix et de concert européen, était une conséquence directe de l'affaiblissement de la foi religieuse. La mystique, comme disait Péguy, avait reflué vers la politique. C'est seulement après la grande tourmente que les peuples s'apercevront de l'erreur fondamentale qui avait été commise et qu'ils donneront au « besoin de croire » dont parlait Brunetière, son véritable aliment.

CHAPITRE III

Le succès

La première guerre mondiale fut un terrible aversissement pour l'Europe endormie dans une trompeuse confiance en sa supériorité. En réalité, derrière une façade brillante se mouvaient les plus sinistres agents de décomposition. Le rationalisme, forme moderne de l'orgueil de l'esprit, s'alliait à une desséchante vision du monde, inspirée par le scientisme et l'utilitarisme. L'esprit critique et laïciste pourchassait les saines croyances et ne laissait à la liberté d'autre issue que l'empiètement sur le bien d'autrui. Du point de vue social, la dureté de cœur était arrivée à son comble et de terribles révolutions germaient dans les masses populaires exploitées. La révolution communiste éclatera en Russie au cœur même de la guerre et fera pour ainsi dire le tour de l'Europe, comme l'avait fait un siècle plus tôt la Révolution française.

Au lendemain de la tourmente, les peuples cherchèrent avec effroi une garantie morale contre le retour de si terribles calamités. On crut la trouver dans la Société des Nations. Nous n'avons pas à discuter ici de la valeur réelle ou de l'échec de cette institution. Constatons cependant que, dans le monde des étudiants,

l'idée de l'établissement d'une paix morale entre les hommes s'imposa. Le problème n'était pas purement politique, mais philosophique et religieux.

La lassitude rapprochait les irréconciliables. L'histoire de la Sainte-Alliance recommençait avec la Société des Nations. Les étudiants catholiques profitèrent de ce moment pour proclamer les bienfaits d'une entente basée sur leurs principes.

« Au sortir de la guerre mondiale, écrivait l'un d'eux en 1920, qui a bouleversé les nations et divisé les intelligences, il est plus que jamais nécessaire que les forces de ce qu'on peut appeler « l'armée de la bonne cause » se connaissent et se lient entre elles d'une façon étroite... La force brutale, l'égoïsme, l'intérêt matériel, tels sont les ennemis qui s'opposent à l'ancien ordre de choses, lequel, malgré ses abus, se réclame cependant de l'autorité et de la justice comme de ses principes. Cet ancien ordre de choses qui, en face de la nouvelle révolution, a toutes les allures de l'Ancien Régime devant la Révolution française, a été si fortement ébranlé par la guerre qu'il doit subir toute une évolution avant de s'adapter aux nouvelles conditions qui doivent régir le monde. Cette évolution, les organes intellectuels et agissant de la société sont seuls capables de l'assurer. Mais avant tout, il importe qu'une large prise de contact intervienne entre tous les partisans de l'ordre et de la justice, sans distinction de nationalité et de race. »

En 1919 déjà, le Cercle Ozanam, de Strassbourg, avait émis le vœu d'un rapprochement entre les représentants des associations catholiques d'étudiants. « Cependant, écrivions-nous en 1921, cet essai ne pouvait aboutir tant que les pays neutres ne s'emparaient résolument de cette initiative. M. le Dr Brom, secrétaire général des associations catholiques d'étudiants de la Hollande, et M. Jean Tschuor, à cette époque secrétaire central

de la Société des Etudiants Suisses, furent les vrais initiateurs de l'œuvre. »

Après avoir entendu le rapport présenté par ce dernier sur les efforts et les démarches qu'il avait déjà accomplis, vivement encouragé par plusieurs membres honoraires, notamment par le R. P. Moos, de Zurich, l'assemblée de Wyl, en 1920, décida de poursuivre l'action commencée et nomma à cet effet une commission de cinq membres: MM. Jean-Baptiste Eisenring, de Rorschach, ancien conseiller national saint-gallois; Emile Ems, président du Tribunal du Lac (Fribourg); Max Gressly, président central, de Soleure; l'abbé Jean Tschuor, de Sargans, secrétaire central, et Guillaume de Weck, stud. jur. de Fribourg.

Les tractations étaient déjà passablement avancées, car le président central sortant, M. Vincent Roten, disait dans son rapport: « Le Comité central (au vu des circonstances) crut le moment opportun de reprendre l'idée de l'internationale, et sur les conseils de M. de Montenach et d'autres membres honoraires, il se mit en rapport avec les organisations d'étudiants catholiques des pays de l'Europe. Le projet paraît répondre aux vœux de tous, car immédiatement des lettres d'adhésion nous arrivèrent de Hollande, d'Autriche, de Hongrie, d'Allemagne, de Lithuanie, et particulièrement enthousiaste fut l'accueil réservé à notre initiative en Italie et en Espagne. Un comité hollandais, travaillant de concert avec nous, s'est chargé d'entrer en relations avec la jeunesse universitaire française et belge. Les étudiants catholiques d'Espagne manifestèrent le désir de s'organiser suivant l'exemple de la Société des Etudiants Suisses; ils nous demandèrent nos statuts et l'histoire de notre société. Une grande assemblée tenue à Madrid donna son adhésion au projet d'union au milieu d'un enthousiasme indescriptible. »

Les organisations nationales.

Le mouvement vers une Confédération universelle des étudiants catholiques semblait ainsi porté par l'opinion. Ce fait était dû aux progrès réalisés immédiatement après la guerre par les organisations d'étudiants catholiques de presque tous les pays. C'est donc ici le lieu de passer rapidement en revue ces organisations nationales d'après-guerre, soit qu'elles aient servi de base à *Pax Romana*, soit que, quelques années plus tard, la fondation du secrétariat international et de la Confédération leur ait servi de stimulant.

L'Allemagne était certainement le pays le plus puissamment organisé au point de vue étudiant. On estime que le 55 % de la jeunesse universitaire rentrait dans les diverses corporations. Vers 1930, le Reich comptait 110.000 étudiants, dont 14.000 du sexe féminin. Plus de 60.000 étaient rangés dans les corporations. Sur ce nombre, les organisations catholiques chiffrèrent leurs adhérents par 16.000, répartis en six principales fédérations :

1. Le *Cartell-Verband der katholischen deutschen Studentenverbindungen* (CV);
2. Le *Kartell-Verband der katholischen Studentenvereine Deutschlands* (KV);
3. L'*Unitas-Verband der wissenschaftlichen katholischen Studentenvereine* (UV);

4. Le *Ring katholischer deutscher Burschenschaften* (RKDB);
5. Le *Hochland-Verband katholischer neustudientischer Verbindungen* (HV);
6. Le *Verband katholischer deutscher Studentinnenvereine* (VKDSt).

Comme nous l'avons exposé dans le premier chapitre, le CV est une association à caractère plus proprement militant et portant couleurs. Il comptait en 1930, 9.000 adhérents; le KV a des tendances analogues, mais ne porte pas couleurs; il avait, à la même époque, 4.300 membres; l'UV ne porte pas couleurs et s'adonne plus volontiers aux questions scientifiques et littéraires ayant un rapport lointain avec la politique; il avait en 1930, 2.200 adhérents; le RKDB épouse les mêmes goûts, mais est revenu au port des couleurs; il mettait en ligne 500 fidèles; le VKDSt est l'association étudiante féminine; membres: 400. Le HV est la formation inspirée de l'idéal social du Dr Sonnenschein comme aussi du scoutisme; née vers 1917 seulement, il ne réunissait en 1930 que 300 membres.

Parmi les Sauvages ou *Wilde* très nombreux aussi, une bonne partie joue un rôle actif dans les congrégations, les cercles sociaux et les mouvements de jeunesse.

Après la guerre de 1914, les six fédérations se préoccupèrent de trouver un lien commun et un terrain d'entente. Elles fondèrent à Francfort, en 1919, une *Arbeitsgemeinschaft* où leurs délégués discutaient des questions générales intéressant les étudiants catholiques, notamment l'attitude à prendre vis-à-vis des organisations ne partageant pas les mêmes croyances. Cette collaboration s'avéra particulièrement bienfaisante lorsque la question du duel fut discutée devant le Reichstag.

Notons encore l'existence, à côté des fédérations, d'une Association académique des Missions et de

l'*Akademische Bonifaziusvereinigung* qui travaillent au développement de la pensée religieuse, par le moyen de retraites, de conférences et de cours de vacances.

Les grandes fédérations allemandes débordaient tout naturellement en Autriche; en 1930 le CV y comptait 24 sections; le KV, 6; l'UV, 2 et le RKDB, 4.

Immédiatement après la guerre, une association analogue au Hochland prit naissance en Autriche, sous l'influence du mouvement général de jeunesse vers la nature, la simplicité, la sincérité et la religion. Le *Christlich-Deutsche Studentenbund Jungösterreich*, fondé en 1918 dans les collèges catholiques, correspondait, dans les universités, à l'association *Neuland*, qui s'adonnait volontiers à des présentations de pièces de théâtre et de chansons populaires, à des excursions en pleine nature, à des visites dans les divers milieux sociaux et même à l'étude de la liturgie.

Des *Arbeitsgemeinschaften* de ces diverses fédérations fonctionnaient dans les villes universitaires. L'action catholique a provoqué notamment à Vienne la fondation d'un cercle d'étude dirigé par Mgr Piffl. Le *Katholisch-Deutscher Hochschulausschuss* a organisé de nombreuses conférences et discussions pour promouvoir le point de vue catholique en philosophie et dans divers domaines.

Les *Arbeitsgemeinschaften* des villes universitaires autrichiennes se sont réunies dans la *Katholische Deutsche Hochschülerschaft Oesterreichs* qui s'affilia à Pax Romana.

En *Belgique*, la renaissance de l'esprit corporatif chez les étudiants se traduisit après la guerre par la fondation de « l'Union nationale des Etudiants de Belgique ». Elle n'admettait que la représentation des étudiants par faculté sans tenir compte de l'élément confessionnel. Les étudiants catholiques ne purent s'en accommoder et fondèrent la « Fédération belge des Etudiants catholiques » (F. B. E. C.) à laquelle

l'épiscopat belge donna son approbation. Une réunion préparatoire, tenue le 20 mars, à Liège, fut suivie d'une constitution définitive, le 18 janvier 1921. Des journées d'études et des congrès nationaux suivirent dès lors, année par année.

Le *Danemark* ne compte dans sa population que 25.000 catholiques. L'« Academicum catholicum », fondé en 1896, groupe la majeure partie des universitaires de cette confession, étudiants et étudiantes. Le nombre de ses adhérents ne dépasse cependant guère 75. Des conférences et des discussions, dans lesquelles sont passés en revue les événements et les courants d'opinion, sont organisées périodiquement. Une assemblée administrative se tient chaque année au début de juin.

En *Espagne*, il n'existait jusqu'en 1920 que quelques associations d'étudiants de caractère proprement religieux, comme les congrégations mariales, à côté d'autres de tendance nettement libérale ou laïcisante. Un mouvement subit et général, provoqué par la guerre, amena la fondation, le 13 mai 1920, de la grande *Confederacion de estudiantes catolicos de Espana*, qui réunit d'un coup plus du 80 % de la totalité des universitaires, soit 14.200 associés, répartis dans 81 associations et 15 fédérations provinciales. Répondant à la structure du pays, cette confédération est à la fois nationale, religieuse et professionnelle. Elle a à sa tête, outre une assemblée de délégués, un Conseil suprême exerçant le pouvoir exécutif. De plus, un Conseil fédéral avec voix consultative comprend, outre les représentants des étudiants, des professeurs et personnalités intellectuelles ou politiques. Le roi Alphonse XIII était président d'honneur de la Confédération.

Le but de l'association est de lutter contre l'ignorance et l'indifférence religieuse, mais aussi de veiller au progrès de l'enseignement. Elle est opposée à l'absolue neutralité de la pensée. Elle entra en compétition,

sur ce terrain, avec un autre mouvement laïciste et socialisant qui cherchait à s'assurer l'appui financier de l'Etat.

Deux ans après sa fondation, la Confédération eut à lutter pour sa représentation au sein des juntes de professeurs, après l'institution de l'autonomie universitaire. Elle l'emporta largement sur les quelques associations neutres qui lui étaient opposées et obtint neuf sièges sur les onze attribués aux étudiants.

Aux *Etats-Unis*, les associations d'étudiants prennent la forme des offices d'*alumni*, qui existent aussi bien dans les collèges que dans les universités. Peu nombreux jusqu'au début de ce siècle, les offices d'*alumni* sont devenus bientôt la règle générale. Les femmes ont donné le branle, et les *alumnae* catholiques ont été les premières, en 1914, à fonder une fédération. Une première conférence des *alumni* non catholiques américains s'était, il est vrai, tenue à Columbus (Ohio) en février 1913. Elle ne comptait que 25 personnes, mais aboutit cependant à la fondation de l'*Association of alumni secretaries*, qui engloba bientôt les associations d'une douzaine d'Etats.

Les *alumni* catholiques furent plus lents à s'organiser. Bien qu'il existât 75 collèges et universités de cette religion aux Etats-Unis, avec 240.000 élèves, ce n'est qu'en 1925 qu'une association nationale prit naissance. La Fédération catholique se recrute par établissement. Les offices d'*alumni* ou d'*alumnae* existent presque partout et maintiennent également le contact avec les anciens qui ont obtenus leurs grades. La plus grande liberté leur est laissée, si bien que plusieurs offices n'existent que sur le papier ou ne se préoccupent que d'organiser un banquet annuel. Cependant, la fédération nationale est entre elles, une source d'émulation.

C'est en 1926, au cours de son assemblée de Philadelphie, que la Fédération vota son affiliation à *Pax Romana*.

En France, avant l'autre guerre, il y avait bien des groupes isolés d'étudiants et une organisation générale de jeunesse, l'Association catholique de la Jeunesse française, mais non pas une fédération d'étudiants catholiques comme telle. A la *Semaine sociale* de Toulouse, en 1921, une idée, lancée par le Cercle Ozanam de Strassbourg, fut reprise et eut un commencement de réalisation au mois d'octobre de la même année par la création de l'« Office central des Etudiants catholiques » siégeant à Paris. Lors d'un congrès qui se tint dans la même ville le 26 février 1922, les délégués de trente groupes universitaires fondèrent la *Fédération française des Etudiants catholiques* (F. F. E. C.). Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris, était son parrain et son protecteur. Au cours de ses huit premières années d'existence, la Fédération arrivait à mettre en ligne 42 cercles adhérents, groupant près de 10.000 étudiants.

De son côté, l'*Association catholique de la Jeunesse française* créait dans son sein un mouvement dit spécialisé, la *Jeunesse Etudiante chrétienne* qui poursuit la réalisation de l'Action catholique sur le plan international, en étroite communion d'idée avec le clergé.

L'Assemblée générale des délégués des cercles de la F. F. E. C. est doublée d'un Conseil des aumôniers désignés par leurs ordinaires. Elle se réunit chaque année lors du Congrès national des Etudiants catholiques. Une commission administrative de dix membres a à sa tête un président général.

Les 17 cercles parisiens ont, vu leur importance et leur position centrale, un organisme directeur spécial, la *Commission de Paris*, qui se réunit toutes les six semaines.

En 1924, lors de l'institution officielle du prêt d'honneur aux étudiants, le président de la F. F. E. C. fut assez heureux pour obtenir la participation de tous les

étudiants aux avantages offerts, donc aussi bien des élèves des instituts catholiques que des universités d'Etat.

Parfois, la F. F. E. C. n'hésita pas à unir son action à celle d'autres associations pour agir sur le terrain corporatif, notamment en 1925, lors d'une grève générale déclanchée en vue de défendre les libertés universitaires.

Dès sa première année d'existence, la F. F. E. C. représenta les étudiants français au congrès de *Pax Romana*.

La première association française d'étudiantes catholiques fut fondée à Paris, en 1913, par le R. P. Hebert dominicain. Elle prit le nom de « Veritas ». Plusieurs autres s'épanouirent après la guerre de 1914. En 1922, diverses associations provinciales entrèrent en rapport et fondèrent la Fédération française des Associations d'étudiantes catholiques. Plusieurs groupes qui avaient surgi dans les grandes écoles de Paris constituèrent de leur côté, en 1926, une Fédération des Etudiantes catholiques de la région parisienne, qui entra bientôt dans la Fédération nationale.

Le siège de la Fédération se trouve dans la ville où habite la présidente, élue chaque année au congrès de Pâques. Le Conseil fédéral, composé des déléguées des associations, assistées d'un aumônier, tient régulièrement sa séance annuelle à Paris au mois de janvier.

A côté de ses préoccupations professionnelles, la Fédération française des Etudiantes catholiques consacre une large part de son activité à des œuvres charitables : conférences de Saint-Vincent-de-Paul, équipes sociales, ouvroirs pour les missions, etc.

En *Angleterre*, les quelques associations d'étudiants catholiques existant avant la guerre de 1914 reprirent rapidement leur activité par la suite. D'autres surgirent bientôt dans tous les centres universitaires. L'idée d'une Fédération nationale, exprimée déjà en 1920 au Congrès

catholique de Liverpool, fut stimulée par la naissance de *Pax Romana*. Elle se réalisa pleinement en 1922, par l'adhésion de chacune des fédérations. Les statuts avaient été approuvés par les autorités ecclésiastiques. Le contrôle des évêques sur l'éducation religieuse des étudiants, qui s'opérait directement avant la guerre, devint en partie l'œuvre de la fédération elle-même. Le R. P. Martindale, son plus ardent promoteur, en fut élu premier président. Il était assisté par un comité exécutif. Le nombre des membres oscillait autour d'un millier. Des départements spéciaux s'occupent des voyages à l'étranger, des séjours et échanges d'étudiants, de l'éducation et de la diffusion de l'organe de la Fédération.

Les rapports restent cordiaux avec les associations universitaires d'autres tendances, notamment avec l'« Union nationale des étudiants », qui invite les délégués catholiques à ses divers congrès. Les administrations universitaires officielles font également preuve, envers la Fédération catholique, de la plus large tolérance.

En *Hollande*, la fondation de l'Université catholique de Nimègue, en 1923, avait été précédée, dès 1880, de l'érection d'une Université libre à Amsterdam, avec les trois facultés de théologie, de droit et de lettres. Mais jusqu'en 1905, les étudiants qui la fréquentaient durent passer de doubles examens, la loi ne reconnaissant pas la validité des diplômes décernés en dehors des institutions officielles. Par la suite, des subventions furent même accordées aux universités libres. Les catholiques eurent le droit d'entretenir des chaires de philosophie et de théologie dans les universités d'Etat, pourvu qu'ils en assument les frais, ce à quoi pourvut la fondation Saint-Radbout. Ce fut là le premier embryon de l'Université de Nimègue. L'épiscopat néerlandais nomma ensuite une commission chargée de préparer la fondation d'une Ecole catholique supérieure de commerce, qui fut effectivement inaugurée à Tilburg en 1928.

Au début, les membres des associations catholiques d'étudiants étaient simultanément membres des autres associations. Mais les abus dénoncés, et spécialement la mode du «baptême» des *Fuchs*, amenèrent une séparation complète. Parallèlement, les étudiants protestants s'éloignèrent des anciennes corporations et fondèrent la *Societas Studiosorum Reformatorum*. Vers 1910, on vit apparaître les *Unitates* et les *Ligues*, qui n'admettaient pas non plus le baptême des *Fuchs*. Les étudiantes, qui n'étaient pas admises dans les corporations, s'organisèrent à part.

Vers 1906, on assiste à un intense mouvement social chez les étudiants. Des comités locaux se créent en vue de l'Action sociale catholique. Les associations d'étudiants se mettent en rapport avec ces comités, fondent des clubs sociaux et travaillent intensément dans plusieurs villes en union avec les sociétés ouvrières. Cet engouement diminue, reprend de 1918 à 1923, puis de nouveau à partir de 1928.

A cette époque, les associations néerlandaises d'étudiants avaient à peu près le même aspect que toutes les sociétés d'étudiants catholiques des autres pays. Il y avait une association dans chaque université ou école supérieure, mais une seule. Leur effectif oscillait entre quarante et trois cents membres. Les clubs sociaux, les clubs des missions, les Sociétés de Saint-Vincent-de-Paul constituent des sections de ces associations. On pratique de plus dans des groupes spéciaux le théâtre, la musique; les échecs, le bridge, le tennis, sans compter les clubs à but technique et scientifique. Il faut mentionner encore les *Studenten Sozietäten* catholiques, différentes des associations, plus largement ouvertes que celles-ci et à but plus proprement récréatif.

Les premières années d'après-guerre virent la création du Secrétariat central de l'Union des Etudiants catholiques néerlandais. Le D^r Gérard Brom et M. C.

Prinzen en furent les premiers directeurs. Des groupements interuniversitaires furent fondés pour le travail social et pour les missions. On institua des retraites spirituelles et des cours de liturgie. Lorsque ces deux hommes furent appelés à l'Université de Nimègue, le Secrétariat permanent subit une crise. La prospérité financière qui avait facilité ses premiers pas s'effondra. La Revue dut être ramenée à des proportions plus modestes.

Cependant, au bout de quelques années, l'Union reprit sa marche en avant. Les assemblées annuelles et les Journées des étudiants se tinrent régulièrement. Les retraites, les cours de vacances et les conférences sur les missions démontrent la vitalité de l'Union. Un mouvement dit le «*Heemwaart*» s'y est joint, analogue au *Hochland* allemand ou au *Neuland* autrichien. Son but est la pratique du sacrifice, l'intensité de la vie intérieure, l'anti-alcoolisme et le retour à la simplicité.

La Confédération des étudiants catholiques des universités de Hongrie a été fondée en 1921. Le IV^{me} congrès de *Pax Romana*, tenu à Budapest en 1924, exerça la plus heureuse influence sur son extension et son organisation. Elle influe sur les associations locales par l'intermédiaire de Fédérations telles que l'*Emericana*, qui groupe les étudiants portant couleurs, ou la Fédération des Etudiantes. Ses efforts portent sur trois domaines principaux : la formation religieuse, le travail social et les missions.

Un Conseil d'Eglise et un Comité d'honneur, où siègent les représentants des anciens membres, assistent régulièrement aux assemblées générales.

En *Italie*, une nouvelle phase de l'activité de la F.U.C.I. débute en 1919, par le congrès des démobilisés ou congrès en gris-vert, qui se tint au Mont-Cassin. L'âme de cette renaissance fut l'abbé Pini, décédé prématurément en avril 1930. En 1921, la Fédération avait

reconstitué tous les anciens cercles et en avait même créé de nouveaux. Elle organisa pour la première fois les étudiantes. Rome fut choisie comme siège permanent de la F.U.C.I. En 1925, la Fédération comptait 34 cercles d'étudiants, 17 d'étudiantes, avec 10.000 membres. Les congrès nationaux et régionaux se tinrent régulièrement jusqu'en 1930, date à laquelle la F.U.C.I. fut officiellement dissoute par le gouvernement italien malgré les protestations du Saint-Siège.

En *Lithuanie*, aucune liberté d'association n'était laissée aux étudiants catholiques tant que l'indépendance nationale ne fut pas acquise. Toutefois, au début du 20^{me} siècle, plusieurs tentatives d'organisation furent faites sous l'influence d'anciens étudiants revenant des universités de Louvain et de Fribourg.

Après la guerre de 1914, lorsque fut fixé le statut territorial et politique du pays, une fédération se fonda, nommée *Ateitis*, embrassant trois associations autonomes, celle des élèves des Lycées, celle des étudiants et celle des anciens élèves. Le professeur Salkauskas se trouvait à la tête du Comité central.

Les membres de l'Association des élèves pénètrent dans les milieux moins cultivés et y constituent des cadres pour l'action catholique, notamment chez les ouvriers, les artisans et les paysans. Bien que *Ateitis* ne se mêle pas en principe à la politique, elle n'en a pas moins été l'objet de la méfiance du gouvernement.

L'Association des étudiants est divisée en deux groupes, masculin et féminin. Chacun d'eux est subdivisé en Cercles, selon les divers objectifs qu'ils s'assignent : études sociales, arts, lutte contre l'alcoolisme, etc.

Ateitis comprend au total 7.000 membres, dont 700 étudiants. Son siège est à Kaunas, avec des filiales à Dotnuva, siège de l'Académie agricole, et à l'étranger.

L'immeuble de la Fédération, à Kaunas, est vaste et imposant. A Palanga, sur la Baltique, se trouve

également une belle villa de repos pour les étudiants malades. Plusieurs œuvres de secours et d'assistance pour étudiants complétaient la physionomie de *Ateitis* dans cette période d'après-guerre.

L'Association catholique des Etudiants *luxembourgeois* (A.C.E.L.) a été fondée en 1910. Comme le pays ne possède pas d'université, le groupement central *Sigfridia* (de Sigefroi, fondateur de la ville), développe surtout son activité pendant les vacances. Des sections existent dans les principales villes universitaires où les membres font leurs études. En 1930, l'A.C.E.L. comptait 350 membres actifs, 230 anciens membres et 220 membres honoraires. Les étudiantes sont admises dans les rangs de l'Association et ont de droit une déléguée au Comité central. Un comité de surveillance est formé de trois anciens.

Des assemblées générales ont lieu trois fois par an. Des conférences, des cercles d'études, des séances récréatives et soirées familiales complètent l'activité. Le problème social est au premier plan des préoccupations. L'Association reste étrangère à la politique et entretient les meilleures relations avec les autorités. Elle est entrée très tôt dans le mouvement de *Pax Romana* et un secrétariat permanent a été fondé pour faciliter les relations avec l'extérieur.

L'*Odrodzenie polonaise* s'est fondée en 1919. Elle compte des groupements locaux dans toutes les villes universitaires du pays, Cracovie, Lvov, Poznan, Varsovie, Vilno et Lublin, siège d'une université catholique.

Les étudiants polonais, au nombre de 43.000, forment une « Union nationale », au sein de laquelle l'*Odrodzenie* est représentée à raison de 20 %. Les relations avec les autres associations d'étudiants ne sont pas toujours faciles, en raison des tendances politiques qui guident la plupart d'entre elles. Quant à l'*Odrodzenie*,

elle estime devoir s'en abstenir et borner son activité au domaine social. Toutefois, une action commune a été entreprise pour protester contre la persécution des croyants en Russie, contre le duel et en faveur de l'indissolubilité du mariage.

Le recrutement avait été assuré par des groupements existant dans les écoles secondaires. Les candidats à l'Odrodzenie, répartis en deux sections, masculine et féminine, sont soumis à une préparation de trois mois.

Les groupements organisent des retraites fermées et des conférences religieuses. La liturgie est étudiée avec application. Des sections intellectuelles, à l'intérieur de chaque groupement, s'intéressent à la philosophie, à la vie sociale et économique, aux principes de la cité chrétienne en regard de la vie nationale. Des discussions publiques et contradictoires ont lieu chaque semaine, introduites par des conférences de personnalités spécialisées.

L'action sociale, se poursuit en collaboration avec la Société pour l'École populaire, l'Association de la Jeunesse polonaise non-scolaire, les groupements paroissiaux de l'Action catholique, l'Université ouvrière chrétienne et les syndicats ouvriers. Les groupements féminins, de leur côté, sont en relations avec la jeunesse féminine non-scolaire, l'organisation des femmes catholiques, les cercles de jeunes travailleuses et les associations d'action catholique.

Une commission spéciale est préposée aux relations avec l'étranger. Outre les liens créés avec *Pax Romana* et ses fédérations, l'Odrodzenie a développé particulièrement ses relations avec les autres associations nationales slaves. L'initiative en faveur de la création d'un secrétariat des associations slaves d'étudiants, lancée par elle, a heureusement abouti. Elle a été sanctionnée au II^{me} congrès des étudiants slaves à Ljubliana, en juillet 1930.

Le « Centre académique de démocratie chrétienne » (C.A.D.C.), seule organisation des étudiants catholiques portugais, a été fondé en 1901, pour réagir contre les lois anticongréganistes promulguées à cette époque. Son but était de développer la piété, l'étude et l'action, en vue de résister à l'esprit de la franc-maçonnerie. Ce but était atteint par des congrégations, des conférences, des cours apologétiques, l'action charitable et sociale. Le cercle s'abstient de toute politique, mais s'efforce de donner à ses membres une forte préparation à leurs futures activités, en intime communion de pensée avec l'Ordinaire et l'assistant ecclésiastique.

L'association comprenait, en 1930, 500 membres candidats et actifs et 300 anciens membres.

En Suisse, un mouvement analogue à celui qu'avaient connu l'Allemagne et l'Autriche amena la fondation, à côté de la Société des Etudiants Suisses portant couleurs, de la Société Renaissance, sans couleurs ni appareil extérieur. Une première section se fonda à Zurich en 1904; d'autres suivirent à Bâle, Fribourg et Berne. La Fédération « Renaissance », fondée en 1916 avec les deux premières sections, était complète en 1918. Les congrès annuels se tiennent régulièrement depuis 1919. A côté des questions administratives, on y agite les problèmes actuels et vitaux qui s'imposent à l'attention de l'universitaire catholique.

C'est en 1905 que se fonda à Prague la première association tchèque d'étudiants catholiques, la *Ceska Liga Akademicka*. Le besoin s'en faisait sentir en face des nombreux éléments athés ou indifférents qui naissaient dans les milieux intellectuels et le peuple. Cette initiative de nature confessionnelle fut mal vue et combattue par les autres associations d'étudiants, qui cherchèrent à exclure les catholiques de leur sein. Cependant, l'association prospéra. En 1914, elle comptait 200 sociétaires et publiait une revue.

La guerre de 1914 causa de larges trouées dans les rangs et en dispersa d'autres. En 1918, la C.L.A. n'avait plus que 20 membres.

Une deuxième association, le *Moravan*, était née à Brno en 1906. Elle se réorganisa après la guerre en même temps que la C.L.A. Il en résulta la fondation d'une Fédération générale des étudiants catholiques tchèques, l'*Ustredi Katolickeho Studentstva Ceskoslovenskeho*, dans laquelle rentrait également une ligue des élèves des écoles secondaires.

Deux idées directrices dominent l'activité de la Fédération: l'union des Eglises d'Orient et d'Occident et l'apostolat laïque par l'Action catholique.

La Fédération des étudiants catholiques slovaques surgit avec l'indépendance du pays, lors de la paix de Versailles. La première conférence préalable se tint à Ruzemberok, le 5 août 1919. Des associations slovaques à base catholique furent fondées à Brno et à Prague. Lorsque s'ouvrit en 1921 l'université de Bratislava, la jeunesse catholique se groupa dans l'association « Moyses ». La Confédération des étudiants catholiques slovaques (*Ustredie slovenkeho Katolickeho Studentstva*) fut constituée au cours d'un congrès tenu en 1921, à Zilina. De nouveaux groupements naquirent, de sorte que la Confédération ne tarda pas à comprendre 14 associations avec 850 universitaires; 2.000 collégiens y avaient également leur place, à l'instar de ce qui se pratique chez les Tchèques.

Les étudiants slovaques ont participé à la création du secrétariat des fédérations catholiques slaves qui vit le jour à Cracovie en 1929, à l'occasion du premier congrès général des étudiants slaves.

Les étudiants catholiques hongrois de Tchécoslovaquie ont également fondé une association intitulée *Prohaszka Ottokar kör*, dont les statuts ont été approuvés par l'épiscopat.

En Yougoslavie, il existe une Fédération des étudiants catholiques croates (*Jugoslavenska Katolicka Djacka Liga*) qui comprend deux sections, celle des étudiants et celle des étudiantes de l'université de Zagreb. Le premier cercle d'étudiants qui y a donné naissance fut fondé en 1906 et s'appelait « Domagoj » du nom du prince croate qui orienta son peuple dans le sens catholique romain. Ce cercle fut aussi la première organisation laïque de caractère proprement catholique.

Les deux sections de la Fédération comptaient en 1930 cent cinquante membres, y compris les étudiants en théologie de l'université et des grands séminaires. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de 1929, la Fédération s'étendait aussi aux collèges, mais la chose ne fut plus possible par la suite et les collégiens furent répartis dans diverses associations religieuses.

Un ancien membre, désigné par l'autorité ecclésiastique, veille à l'orientation religieuse.

Les étudiants catholiques slovènes possédèrent un secrétariat général dès 1906. C'est seulement après la première guerre mondiale que la Fédération *Slovenska Dijaska Zvesa* se donna des cadres plus forts. Jusqu'en 1927, elle ne fut qu'une section de la Ligue yougoslave des Etudiants catholiques. Mais ensuite, elle acquit une pleine autonomie. Son siège est à Ljubiana; 19 groupements lui étaient affiliés en 1930, soit 7 cercles d'universitaires, 9 de collégiens et 3 d'étudiantes. Il y a au total 320 universitaires sur 1450 membres. Des assemblées ont lieu chaque année pendant les vacances. On y discute de tous les problèmes du jour, spécialement de la défense, de la religion et du nationalisme slovène. (Sur l'histoire de toutes ces fédérations nationales, voir l'article de Roger Pochon dans la plaquette jubilaire de *Pax Romana*, 1931).

Les préliminaires du congrès de Fribourg.

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'idée de l'Internationale étudiante était partout dans l'air. Du seul côté catholique, la concurrence était nombreuse et pressante. Un comité danois lançait un bureau international des étudiants. Une fédération se fondait à Strassbourg. A Munich, le Dr Färber s'employait dans un but semblable. Du 29 juillet au 3 août 1920, se tenait à Marbourg un congrès de la jeunesse studieuse slave. La *Croix-Blanche* de Graz, rédigeait vers la même époque un appel à toutes les sociétés académiques de l'univers en priant la presse catholique de le reproduire. A Rome avait lieu une importante réunion des évêques d'Italie, pour étudier les moyens de développer l'action catholique d'entente avec l'Union populaire et la Jeunesse catholique italienne. Mgr Pericoli y présentait un rapport sur une association internationale d'étudiants catholiques qui aurait son secrétariat général à Rome. Au mois de janvier 1921, à Paris, Mgr Baudrillart et l'abbé Beaupin dirigeaient une réunion d'étudiants catholiques appartenant à dix-neuf nations. Les facilités qu'offrait Paris, en raison du nombre de ses universitaires, pouvaient balancer les avantages de Rome et de Fribourg. Par contre, seule cette dernière ville était en terrain neutre, considération capitale au lendemain de la guerre. Nous trouvons encore l'indication d'un congrès à Prague, du 9 au 13 juillet 1921. Plusieurs nations alliées y envoyèrent des délégués.



S. E. MGR DR MARIUS BESSON
Evêque de Lausanne, Genève et Fribourg.
Premier Président d'Honneur de PAX ROMANA 1921 - 1945

L'habileté des négociateurs de *Pax Romana* consista à canaliser ces efforts ou du moins à profiter habilement des circonstances. Avec un louable désintéressement, les étudiants de Marbourg adoptèrent, comme base morale, les points établis pour le congrès de Fribourg et choisirent spontanément cette ville comme centre de l'institution. Ainsi, les congrès étrangers, au lieu de se poser en rivaux, n'étaient que les préludes de celui de Fribourg. En quittant Prague, plusieurs délégations se rendirent directement en Suisse, ayant déjà pris contact avec les membres futurs de *Pax Romana*.

Une difficulté spéciale venait de la France, pays qui, ayant de tous le plus souffert de la guerre, restait méfiant à l'égard de toute manifestation de rapprochement venant du dehors, tant que certains problèmes politiques n'étaient pas résolus. Dans le but de défendre la pureté de ses intentions, le Comité d'action me dépêcha à un congrès de l'Association catholique de la Jeunesse française. Par une exposition claire et franche de la genèse du mouvement et de son objectif, devant l'assemblée réunie dans la grande salle de l'Institut catholique de Paris, par des conversations particulières avec diverses personnalités, au nombre desquelles il faut citer l'abbé Beaupin, je parvins au résultat désiré : la France fut représentée au Congrès international et plusieurs pays qui avaient les yeux sur elle suivirent son exemple.

« Les travaux préliminaires, écrivait l'abbé Tschuor dans son rapport à l'assemblée de Schwytz en 1921, commencèrent déjà pendant l'hiver 1919 et atteignirent, en 1920, un résultat positif, quand le soussigné apprit, par l'intermédiaire de son Excellence Mgr Maglione, nonce apostolique en Suisse, que l'œuvre entreprise jouissait à Rome de la plus grande sympathie de la part du Saint-Père et que celui-ci nous encourageait à

aller de l'avant dans nos efforts en lui envoyant les statuts rédigés, quand l'épiscopat suisse les aurait approuvés, afin de recevoir sa haute sanction ».

A la suite d'une correspondance très active, une première rencontre eut lieu à Fribourg-en-Brigau entre le Dr Brom et M. Gressly, au début de l'année 1921, et c'est de cette entrevue qu'est sorti le projet d'une réunion internationale des délégués des associations catholiques à Fribourg, au mois de juillet. Un comité hispano-hollando-suisse fut fondé en vue d'une action mondiale. Il se composa d'un président, M. Max Gressly; de trois vice-présidents, MM. Martine Sanchez y Julia, président des associations catholiques d'Espagne, le Dr Brom et Kurt de Watténwyl, président central des sociétés suisses *Renaissance*, et de deux secrétaires, MM. Tschuor et Guillaume de Weck. Ajoutons que le comité central des Sociétés *Renaissance* avait, sur sa demande, depuis de nombreuses séances, collaboré avec la commission de la Société des Etudiants suisses et lui avait rendu de précieux services.

Nous transcrivons ici le début de l'appel qui fut lancé aux étudiants catholiques, de tous les pays :

« Chers amis,

« Les étudiants catholiques de nationalité, de langue et d'étude différentes sont cependant unis dans une même foi religieuse. Cette unité éveille tout naturellement la pensée d'une union internationale des différentes associations catholiques groupant la jeunesse universitaire. Aujourd'hui surtout, des motifs particuliers semblent réclamer cette union : la gravité de l'heure actuelle, qui voit se déchaîner une lutte ardente où sont en jeu les intérêts les plus sacrés de l'homme ; la religion, la civilisation et l'ordre social ; l'exemple d'autres groupements qui ne partagent pas nos idées et qui se sont

organisés depuis longtemps ; nos propres intérêts, enfin, nos aspirations religieuses, sociales ou scientifiques, que nous pourrions réaliser avec d'autant plus de succès que nous serons unis plus étroitement.

« Rien d'étonnant, dès lors, que le désir d'une union internationale des associations d'étudiants catholiques se soit fait sentir simultanément dans différents pays.

« Etudiants d'un petit pays neutre, situé au centre de l'Europe, nous nous faisons l'écho de ces appels en vous invitant, chers amis, à réaliser cette union. Nous le faisons en nous souvenant que la Suisse est connue, par une tradition séculaire comme un centre de relations internationales, qui ont exercé leur influence bien-faisante même pendant cette terrible guerre. Nous le faisons après avoir mûrement réfléchi et consulté des catholiques éminents, qui sont en même temps des amis de la jeunesse universitaire. Enfin, Sa Sainteté Benoît XV et NN. SS. les évêques suisses ont bien voulu approuver et encourager cette initiative. »

Voici, en effet, la lettre que le Souverain Pontife avait daigné envoyer par l'entremise du cardinal Gasparri :

« Du Vatican le 5 juin 1921.

« Au président central
de la Société des Etudiants Suisses,

« Le Saint-Père avait déjà appris avec une grande satisfaction que, grâce à l'initiative de quelques étudiants, une association avait été fondée à Fribourg, dans le but d'unir toutes les forces des étudiants catholiques des différentes nations pour en faire comme un grand centre de culture et d'action religieuses.

« Cette association, qui tend à établir une union internationale des Etudiants catholiques, a déjà recueilli, à l'heure actuelle, des adhésions de toutes les parties

dé l'Europe; elle a donné des preuves si multiples de consistance et de laborieuse activité qu'elle a non seulement mérité l'éloge des bons catholiques, mais encore l'approbation autorisée de Sa Grandeur Monseigneur l'évêque de Lausanne et Genève.

« Sa Sainteté, qui a tant à cœur tout ce qui regarde la jeunesse, car Elle voit reposer en elle l'espoir d'un meilleur avenir pour l'Eglise, est vraiment heureuse d'un pareil résultat et, tout en s'en félicitant avec vous, Elle fait des vœux ardents pour que l'union se développe toujours davantage et donne les fruits abondants qu'en attendent ses promoteurs.

« Ces fruits ne feront du reste pas défaut si l'association reste toujours fidèle à son programme, qui comporte l'adhésion franche et sans conditions aux divins enseignements de l'Eglise, lesquels, loin d'être un obstacle à la poursuite du vrai, en sont, au contraire, le guide sûr.

« Ainsi l'Union internationale des Etudiants catholiques pourra prouver, une fois encore, par les faits, que la loi et la science s'harmonisent admirablement. En contribuant au développement religieux et scientifique des divers pays, elle préparera une ère de réel bien-être social et de paix.

« En outre, l'Union servira pour ainsi dire naturellement de véhicule pour resserrer entre les étudiants catholiques de l'Europe des liens toujours plus forts de fraternité et d'amitié, en les rapprochant les uns des autres, en les renseignant sur leurs besoins et leurs aspirations respectifs.

« Comme gage des faveurs célestes, le Saint-Père vous accorde très volontiers la bénédiction apostolique, à vous et à tous ceux qui ont coopéré ou qui adhéreront à l'avenir à la nouvelle association.

« Je profite de l'occasion pour vous renouveler l'expression de ma considération distinguée.

Signé: CARDINAL GASPARRI »

Nous devons certainement, en grande partie, notre succès à l'écho que rencontra cette belle lettre dans les différentes organisations nationales.

Plus de vingt pays répondirent à notre appel et presque tous envoyèrent des délégués à la conférence de Fribourg. C'étaient: la Hollande, l'Espagne, la France, le Danemark, la Pologne, la Belgique flamande et wallonne, l'Angleterre avec les délégués de l'Ecosse, de l'Irlande et de la célèbre université d'Oxford, l'Italie, l'Autriche avec des délégués de Vienne, d'Innsbruck et de Gratz, l'Allemagne et ses cinq grandes organisations, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, le Portugal, la Lithuanie, le Luxembourg, les Etats-Unis, l'Argentine, Java et enfin la Suisse. La Suède, la Roumanie et la Yougoslavie ne purent, vu les difficultés du voyage, se faire représenter.

L'activité des étudiants devait rester strictement religieuse et professionnelle. On pouvait lui tracer comme limites les quatre points approuvés par S.S. Benoit XV et qui sont les suivants:

1. L'Union internationale des Etudiants catholiques a pour but la diffusion des idées et de l'idéal catholiques dans toutes les branches de la vie et de l'activité étudiante et même du dehors.
2. Elle répudie toute compromission libérale et reste inviolablement soumise aux directions de l'autorité doctrinale catholique.
3. Elle vise à procurer des échanges de vues et des rapports de sympathie entre les groupements d'étudiants catholiques des différents pays.
4. Elle tâche de faciliter et d'encourager l'étude et la solution des questions vitales de religion, de philosophie, de sociologie, etc.

A ces quatre articles, dont la substance est admise par tous, le comité hispano-hollando-suisse proposait d'ajouter, pour fixer les modalités d'exécution, le paragraphe suivant :

5. L'Union internationale des étudiants catholiques a, comme organe pratique, un secrétariat international qui sera fondé dans le plus bref délai possible. Quand les circonstances le permettront, on organisera des conférences et congrès internationaux d'étudiants catholiques.

Les internationales concurrentes.

Dans le domaine international, l'idée d'organisation, à l'issue de la première guerre mondiale, fit chez les étudiants de merveilleux progrès. On assiste pendant cette période, chez les représentants des tendances les plus diverses, à une véritable floraison :

« Toutes ou presque toutes les associations internationales d'étudiants, écrit M. Roger Pochon, sont nées de ce besoin impérieux de s'unir, de s'organiser pour la défense de leurs intérêts, que sentirent, au lendemain du cataclysme de 1914, les intellectuels du monde entier. C'est en faisant avant tout appel au réalisme de la jeune génération, en lui montrant l'interdépendance de tous les problèmes et en l'invitant à se mettre à l'œuvre pour les aborder sans aucun préjugé, sans aucun parti pris, avec cet enthousiasme laborieux qui est le signe de notre époque, que ces organisations ont pu naître et se développer. *Les Associations internationales d'étudiants*. Fribourg, Suisse, 1928. p. 9.)

Sept d'entre elles, poursuit le même auteur, assistent aux réunions annuelles convoquées par la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations. Ce sont : la « Confédération Internationale des Etudiants » (C.I.E.) ; l'« International Student Service » (I.S.S.) ; la « Fédération universitaire internationale pour la Société des Nations » (F.U.I.) ; « La Fédération internationale des Femmes diplômées des Universités » —

toutes de caractère neutre — puis, l'« Union universelle des Etudiants juifs »; la « Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants » et enfin « Pax Romana ».

La *Confédération Internationale des Etudiants* est née d'une initiative de l'Union nationale des associations d'étudiants de France, qui reprit en novembre 1919, à Strassbourg, la tradition de ses congrès annuels interrompus par la guerre. On y invita d'abord les délégués des nations alliées, puis ceux des nations neutres, présents à la nouvelle Université française de Strassbourg. Tout le congrès fut consacré à l'établissement des statuts qui furent soumis aux diverses associations nationales. Au cours du premier congrès tenu à Prague en 1921, la C.I.E. reçut l'adhésion des Unions nationales anglaise, danoise, écossaise, finlandaise, yougoslave, norvégienne, suisse et suédoise. L'Ukraine était admise comme membre libre.

Le deuxième congrès, tenu en 1924 à Varsovie, vit l'entrée de la Bulgarie, de l'Esthonie, de la Hongrie, de la Turquie, de la Lettonie, comme membres titulaires; comme membres libres s'inscrivirent l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande, la Corda Fratres des Etats-Unis, l'Association des étudiants russes émigrés, les étudiants de Hong-Kong et ceux de Géorgie. En décidant de collaborer avec la *Deutsche Studentenschaft*, le Conseil franchissait la barrière élevée par la guerre entre vainqueurs et vaincus. Le nombre total des unions membres se montait alors à 28 et celui des étudiants ainsi représentés, à 500.000.

Le Conseil de la C.I.E., se réunit à Nyborg-Copenhague en 1925 et à Prague en 1928. C'est dans cette dernière ville que fut reçue une nombreuse délégation de la Fédération nationale des étudiants des Etats-Unis, qui prenaient, pour la première fois, contact avec les étudiants d'Europe. L'Association générale des Etudiants

latino-américains fut également admise comme membre associé.

A Rome, en 1927, on admet la *National Student Federation of America*, qui groupe 40.000 étudiants des Etats-Unis et du Canada. L'Uruguay fut admis comme membre libre. Tout ceci porta à 34, le nombre des fédérations nationales et à plus d'un million, les étudiants affiliés.

Comme on l'a vu, la C.I.E. comprend trois catégories de membres: 1. les titulaires, qui sont les unions nationales conçues en dehors de la religion et de la politique; 2. les membres libres, organisations d'étudiants d'un pays ne possédant pas d'union nationale, qui n'ont que voix consultative; 3. les simples associés.

Le siège de la Confédération était Bruxelles.

Le programme peut se diviser en quatre points principaux:

1. Etude des questions universitaires (équivalence de diplômes, échange de livres et revues, enquêtes et collection de documentation).
2. Voyages d'étudiants.
3. Assistance universitaire et aide aux étudiants nécessiteux.
4. Organisation internationale du sport universitaire.

L'Union nationale des Associations générales d'Etudiants de Suisse, fondée en 1920, est affiliée à la C.I.E. depuis 1921. Elle avait M. Giuseppe Motta comme président d'honneur et comprenait les *academia* de toutes les universités suisses, y compris l'*Academia friburgensis*. Elle comptait 7.200 membres en 1928. C'est une fédération des associations interfacultaires d'étudiants. Une de ses meilleures réalisations dans le domaine de l'entraide universitaire a été la fondation, le 1^{er} octobre 1922, du sanatorium universitaire de Leysin.

L'*Auslandsamt der deutschen Studentenschaft* n'avait pas, à proprement parler, de caractère international, mais elle était cependant invitée à Genève concurremment avec la C. I. E. Fondée en 1919, elle réunissait les associations pangermanistes et racistes du Reich, d'Autriche, de Tchécoslovaquie et de Dantzig. Elle s'occupait de voyages et échanges d'étudiants, de la diffusion de renseignements et des rapports entre les étudiants allemands de l'intérieur et du dehors. Elle comptait 114.000 membres en 1928 et avait un budget annuel de 120.000 marks-or.

Comme nous l'avons dit, une collaboration s'établit, en 1924, avec la C.I.E. Elle prit fin en avril 1926, mais fut à nouveau tentée vers la fin de la même année. Une disposition statutaire de la C.I.E. ne permet de recevoir, comme unions nationales, que des organisations d'ordre strictement interne, limitées aux frontières d'un Etat. Or, ce n'était pas le cas pour la *Deutsche Studentenschaft* qui, de plus, faisait preuve d'un nationalisme irréductible et d'un ostracisme absolu pour les étudiants juifs. Un conflit naquit même, en 1927, avec le ministère prussien des cultes, représenté par le Dr Becker, qui se refusa à reconnaître les corporations prussiennes d'étudiants. Il existait, en dehors du mouvement raciste, une *Vereinigung freiheitlicher Akademiker*, qui se ralliait ouvertement à la République.

On sait comment le racisme a évolué depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

L'*International Student Service* se nommait à l'origine, *European Student Relief* et n'était qu'une œuvre de secours aux étudiants de quelques pays particulièrement éprouvés par la guerre. Cette œuvre naquit de l'initiative de deux secrétaires de la « Fédération mondiale des Etudiants chrétiens » de passage à Vienne, qui furent frappés de la misère régnant parmi ses 15.000 étudiants. Répondant à un appel, les groupements nationaux de cette fédération envoyèrent en un mois

175.000 fr. suisses. On établit des cuisines et des services d'habillement. L'action s'étendit bientôt en Russie, en Pologne, dans les Balkans, en Allemagne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Turquie.

Un comité spécial de la Fédération mondiale des Etudiants chrétiens fut créé en août 1920. Au bout de trois ans, 36 pays apportaient des secours à une vingtaine de nations. Près de huit millions de francs suisses furent distribués. Des conférences annuelles s'instituèrent peu à peu entre délégués des pays secourant et secourus, en 1922 à Turnow, en Tchécoslovaquie; en 1923, à Parad, en Hongrie.

En 1924, à Elmau, en Bavière, se posa la question de savoir si la Fédération mondiale des Etudiants chrétiens prendrait à sa charge la suite de l'œuvre, tout en lui gardant un caractère de stricte impartialité, ou si un comité spécial subsisterait. Cette solution prévalut, mais il était inévitable que la Fédération chrétienne, qui accomplissait le gros du travail, gardât une importante représentation dans les conseils.

En mai 1925, l'organisation prenait son nouveau nom d'*International Student Service* (ISS) ou *Entr'aide universitaire internationale*, l'appellation cessant d'être spécifiquement anglaise. On commença à étudier la question de la coopération intellectuelle internationale et des idéaux universitaires. *Pax Romana* envoya un observateur à la conférence de Gex, du 4 au 12 août 1925. La séance inaugurale eut lieu au Victoria Hall de Genève, sous la présidence de M. Motta, président de la V^{me} assemblée de la Société des Nations.

A Carlowitz, en Yougoslavie, en 1926, la croyance en une amitié intellectuelle internationale fit de nouveaux progrès. Le grand nombre d'étudiants russes, dont l'œuvre avait été amenée à s'occuper, posa le problème des rapports entre les cultures orientale et occidentale. Divers moyens furent envisagés pour combler le fossé

qui sépare les deux mentalités et qui se manifeste déjà pendant le séjour des étudiants orientaux en Occident. La question fut reprise notamment au congrès de Schiers, dans les Grisons, au mois d'août 1927. Mais la pénétration en Russie s'avérant impossible, il fallut se résoudre à traiter uniquement avec les émigrés.

L'I.S.S. s'appliqua également à développer le mouvement de *self-help* parmi les étudiants, c'est-à-dire de leur donner les moyens de gagner leur vie en poursuivant leurs études. D'importants résultats furent atteints; le *self-help* servit aussi à augmenter l'apport de secours aux pays déshérités.

La *Fédération universitaire internationale* pour la Société des Nations (F.U.I.) était une œuvre de propagande en faveur des buts et de l'idéal de cette institution. L'idée d'une fédération internationale fut lancée par une association d'étudiants tchécoslovaques pour la S.D.N. Après une première prise de contact à Paris, une réunion préparatoire se tint à Genève, en 1923. On y préconisa la formation de groupes dans tous les pays. La Fédération fut définitivement fondée à Prague, en avril 1924. La C.I.E. se montra favorable à ce mouvement. De nouvelles adhésions parvinrent à l'occasion du congrès de Genève, en septembre 1924. *Pax Romana* fut invitée au congrès suivant, tenu à Genève également en 1925, et devant lequel le secrétaire général, M. l'abbé Gremaud, prononça un chaleureux discours. En avril 1926, le nombre des étudiants affiliés était d'une vingtaine de mille, répartis en une vingtaine de groupements nationaux.

Pour donner une idée des travaux de la Fédération, examinons les sujets traités au congrès de 1927 à Oxford. Le thème général était « La justice sociale et la paix internationale ». Des résolutions furent votées concernant l'organisation de semaines internationales, la propagande dans les milieux ouvriers, les cercles d'études,

les relations avec l'enseignement primaire, les congrès régionaux et le Bureau International du Travail.

La F.U.I. s'adressait à tous les universitaires sans distinction de nationalité ou de confession. Ses membres s'engageaient à ne pas faire de politique intérieure et à répandre les idées de coopération internationale. Ses organes étaient le comité exécutif, le secrétariat général et le congrès. Le secrétariat était situé au siège social de la Fédération à Bruxelles.

Au congrès de Prague, le professeur Zimmern fut prié de bien vouloir veiller à l'institution d'un centre où les étudiants pourraient s'initier, avec plus de facilité, à toutes les questions qui rayonnent autour de la S.D.N. Des cours d'introduction débutèrent avec la cinquième assemblée de la S.D.N. Ils furent poursuivis, en 1925, avec la sixième assemblée de la S.D.N. Des orateurs illustres se firent entendre lors de ces cours, notamment MM. Benès, Briand, Chamberlain, Herriot, Motta, Albert Thomas, Titulesco et le P. Yves de la Brière.

Au cours d'un voyage aux Etats-Unis, en 1924, le professeur Zimmern parvint à recueillir les fonds nécessaires à la fondation d'une institution autonome, qui prit le nom de *Bureau d'études internationales de Genève*. Ce bureau n'avait que des cours d'été et son travail était essentiellement pratique. L'enseignement n'y avait rien de dogmatique.

Quelques années plus tard, on vit apparaître, à côté du *Bureau*, un *Institut universitaire de hautes études internationales*, sis à Genève également et que dirigea en premier lieu M. Mantoux, ancien directeur de la section politique de la S.D.N. Les cours étaient semestriels et il n'y en avait pas pendant l'été, ce qui fait que l'*Institut* était un complément naturel du *Bureau*.

La F.U.I. a également agi en distribuant des prix aux meilleurs travaux publiés sur la paix, l'arbitrage et la coopération intellectuelle. On notait entre autres le

prix Montagne-Burtin et le prix Dreyfus-Barney. La F. U. I. publiait en outre des revues et bulletins et favorisait la constitution de bibliothèques. Des congrès universitaires régionaux étaient organisés par les groupements nationaux.

C'est ainsi qu'on vit un congrès du groupement balkanique, tenu à Belgrade, du 23 au 26 avril 1926, et un congrès de l'Europe occidentale à Bruxelles, les 17, 18 et 19 mars 1927.

La F. U. I. tenta d'étendre son action aux cercles d'enseignement secondaire et même primaire. Elle voulait agir en gagnant des membres parmi le corps enseignant et en proposant des conférenciers pour une exposition méthodique des buts et de l'idéal de la S. D. N. Les manuels en usage devaient être examinés et certaines modifications proposées lorsqu'ils seraient trouvés en contradiction avec les faits ou avec l'esprit de Genève. C'est ici qu'on vit réapparaître la lacune ressentie dans l'organisation du centre d'initiation et du Bureau de Genève, à savoir le besoin d'une doctrine ferme et même d'une mystique. C'est en vain qu'on tâchait à masquer cette faiblesse par la grandeur même des rouages et l'honorabilité des personnages qu'on pouvait s'assurer comme conférenciers. Par ailleurs, si l'on voulait préciser les linéaments d'une doctrine positive, on ne manquerait pas de se heurter aux diverses conceptions en cours dans le monde. Sur quoi asseoir la définition de l'agresseur injuste, la conception du progrès ou de l'honneur national, le droit d'intervention ou de sanction? Le recours au positivisme ou au scientisme s'avérait manifestement insuffisant. Le reproche de franc-maçonnerie fait à la S. D. N. ne venait donc pas seulement des personnalités qui y évoluaient volontiers, mais aussi du refus de franchir la limite du rationalisme, pour rentrer dans le domaine d'une philosophie religieuse positive.

L'action de la F. U. I. se buta en premier lieu à la méfiance des directeurs d'instituts catholiques ou simplement chrétiens, comme elle aurait pu se buter, en Orient ou ailleurs, à toutes les religions positives.

Le groupement universitaire suisse de la F. U. I. fondé à Berne le 26 avril 1924, comptait, en 1926, cinq sections locales autonomes dans les universités de Zurich, Berne, Genève, Lausanne et à l'Ecole commerciale de St-Gall. Une première assemblée générale se tint à Genève, le 31 août 1925. L'assemblée générale de 1926 se tint à Fribourg, sous la présidence de M. Gonzague de Reynold. Elle fut signalée par la fondation d'une section fribourgeoise, sous la présidence de M. Guillaume de Weck. Ce dernier devint même président du groupe suisse, l'année suivante, et Fribourg fut désignée comme Vorort. Cependant, au bout de quatre ans, le groupement suisse de la F. U. I. restait modeste et souffrait, comme l'ensemble de l'institution, d'un manque de dynamisme.

La *Fédération internationale des femmes diplômées des universités* a été fondée en 1919, dans les pays anglo-saxons, dans une vue d'entraide féminine morale et pratique. Les étudiantes de quinze nations participèrent à la conférence de Londres, en 1920. La première présidente fut Miss Caroline Spuegon, professeur de littérature anglaise à l'Université de Londres.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, la Suède et la Hollande étaient les seuls pays qui, avant 1920, possédaient des organisations d'étudiantes. L'existence de la Fédération internationale donna une vigoureuse impulsion au mouvement. En juillet 1922, seize pays se rencontrèrent à la conférence de Paris. La troisième conférence, tenue à Oslo en 1924, réunit les femmes universitaires de vingt fédérations nationales. A Amsterdam, en 1926, il y en avait vingt-trois.

Les organes de la Fédération sont la conférence des délégués, le conseil et le secrétariat. La conférence

se réunit d'abord tous les deux ans, ensuite de trois en trois ans. Le Conseil se compose d'un certain nombre de comités spéciaux, dont les tâches peuvent être morales ou matérielles. Deux d'entre eux, par exemple, s'occupent de trouver des emplois aux femmes diplômées et de réunir des fonds pour la création de bourses internationales. Un office central et un secrétariat permanent siègent à Londres.

La Fédération encourage particulièrement la fondation de clubs de résidence dans les divers centres universitaires. Cette réalisation, par la manière dont elle est conçue, peut servir de modèle à bien des organisations masculines.

L'institution et la distribution de bourses internationales est une autre activité essentielle de la Fédération.

L'Association des femmes universitaires suisses, fondée en 1924, groupait, en 1928, 400 membres.

La *Fédération mondiale des Etudiants chrétiens* ou Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants traversa la première guerre mondiale sans trop de dommages, mais non sans voir se modifier sensiblement son esprit. Le rapport de 1924-1926 se plaint, dès ses premières pages, de l'affaiblissement de l'intérêt missionnaire :

« La défaveur, dit-il, dans laquelle sont tombés certains mouvements de volontaires, le nombre décroissant de ceux qui partent pour les champs missionnaires (580 il y a trois ans, 561 il y a deux ans, 545 l'an passé), sont des faits que nous devons regarder en face pour en étudier les causes et les conséquences ». (p. 13).

Cette baisse de l'intérêt missionnaire était d'autant plus significative que c'est par la propagande que le mouvement des étudiants chrétiens avait commencé et qu'il avait même dédaigné, dans cette vue, le côté doctrinal. Bien dès membres s'étaient détachés de toute

Eglise, et ne vivaient que pour la Fédération. On observait, après la guerre, une tendance à s'occuper davantage de questions politiques et sociales, estimant sans doute que le pur Evangile ne donnait pas de solution complète à tous les problèmes modernes.

L'interconfessionnalisme de la Fédération avait pris de même un aspect nouveau. Les relations des groupements slaves avec l'Eglise orthodoxe et la situation en France ont soulevé des questions délicates sur lesquelles, vu son caractère, la Fédération pourra difficilement réaliser une unité de vues. Mais, si ces difficultés interconfessionnelles ont surgi, c'est aussi parce que les doctrines d'autorité, au point de vue religieux comme au point de vue politique, étaient à la mode chez les étudiants (Cf. Pochon, « Les associations internationales d'étudiants », p. 139).

La puissance financière de la Fédération est considérable. Au début de la guerre de 1914, les chefs américains demandèrent à leurs étudiants 100.000 shillings pour leurs camarades européens ; on en offrit le double. L'année suivante, on demandait un million ; la somme fut dépassée. Pendant les hostilités, la Fédération entreprit des œuvres sociales dignes d'éloges, puis, après la guerre, cet *European Student Relief* dont nous avons parlé plus haut.

A partir de 1921, la Fédération recueillit des revenus réguliers, du montant moyen de 200.000 fr. suisses, qui furent d'ailleurs insuffisants. Outre cela, le mouvement gagnait chaque année 50.000 fr. suisses par ses trente-neuf périodiques et ses autres publications, qui atteignaient, en 1928, le chiffre de 5.000. Malgré les dons volontaires qui affluent, les efforts et les sacrifices que s'imposent les divers groupements, la situation financière devint assez difficile dans l'après-guerre.

Le premier congrès de Fribourg.

Le premier congrès de *Pax Romana* s'ouvrit le 21 juillet 1929, à 8 heures du soir, dans la salle du Grand Conseil fribourgeois. On remarquait dans l'assistance : S. G. Mgr Besson, évêque de Lausanne et Genève ; M. Ernest Perrier, président du Conseil d'Etat ; M. Georges de Montenach, conseiller aux Etats ; Mgr Kirsch, prélat de Sa Sainteté ; les R. P. Marin-Sola et de Langen-Wendels ; l'abbé Joseph Beck, professeur à l'Université ; le R. P. Hilarin Felder, O. C. ; le R. P. de Galen, O. S. B. et diverses notabilités liées au monde universitaire.

Des paroles dignes de mémoire furent prononcées dans cette séance de bienvenue, d'abord par le représentant de l'autorité ecclésiastique, S. G. Mgr Besson :

« Catholiques, dit-il, nous avons un *Credo* précis, dont tous les articles nous sont également chers, parce qu'ils nous viennent tous du même Christ, par la même chaîne d'or de l'enseignement apostolique ; nous avons une conception de la vie clairement déterminée, en rapport intime avec ce *Credo* et qui nous dicte des devoirs impérieux dont nous ne pouvons faire abstraction. Or, même, et je dirai *surtout* quand telle organisation neutre nous inspire de la sympathie, nous ne pouvons lui donner notre adhésion qu'en acceptant son programme, c'est-à-dire en sacrifiant le nôtre. Des compromis, quels qu'ils soient, nous sommes toujours les

dûpes ; car, étant les plus riches, c'est nous, en définitive, qui, pour nous accommoder aux exigences des autres, devons jeter plus ou moins nos richesses par-dessus bord. Voilà pourquoi, sans affecter aucune étroitesse à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme nous, sans médire de personne, nous croyons qu'une organisation *catholique* d'étudiants est non pas utile, mais nécessaire.

« Il faut qu'elle soit *internationale*. Tout en gardant au fond du cœur, pour notre patrie, un amour d'autant plus fort que certaines théories à la mode s'attaquent plus effrontément au patriotisme, tout en restant irréductiblement résolu à défendre jusqu'au bout son honneur et ses intérêts, nous regardons par-dessus nos frontières, non seulement parce que chacun de nous a besoin d'élargir ses horizons, mais aussi parce que le catholicisme ne saurait se désintéresser d'aucune âme rachetée par la croix, même de ceux qui luttent et qui peinent sur des rivages lointains et peu connus. Dépositaires de la vérité chrétienne, source unique du vrai progrès, nous avons une mission civilisatrice à remplir dans le monde, et nous ne la remplirons qu'en unissant nos inaliénables patriotismes particuliers dans la grande charité du Christ, qui ne connaît de limites ni dans l'espace, ni dans le temps. »

Le conseiller d'Etat Ernest Perrier salue ensuite ses hôtes au nom du gouvernement. Puis il ajoute : « Fribourg est une petite ville dont la réception est bien modeste ; mais si elle a quelque mérite, c'est assurément d'être une terre indéfectiblement catholique, c'est d'être et de vouloir rester toujours la cité du Père Canisius. La tradition de foi éclairée léguée par ce dernier, Fribourg l'a toujours conservée ; elle en a donné une nouvelle preuve dans la fondation même de cette université, qui est le complément du collège fondé par le Bienheureux.

Rappelons que Pierre Cānisius devait être canonisé quelques années plus tard et recevoir même le titre de docteur de l'Eglise. M. Ernest Perrier, de son côté, attiré par la vie religieuse, quitta le gouvernement en 1933, et entra au couvent des bénédictins de la Pierre-qui-Vire, près de Dijon, dont il devint prieur après sa profession solennelle.

L'orateur suivant fut M. de Montenach, qui signala les difficultés certaines de l'entreprise et donna d'utiles conseils, tirés de sa riche expérience. Il se réjouit de voir que les efforts qu'il a déployés autrefois ne furent pas entièrement vains, car, même si de longues années ont passé depuis lors, c'est toujours la même idée qui renaît et s'affirme. La pensée catholique, soucieuse à la fois de patriotisme et d'humanité, est le meilleur terrain pour les ententes internationales.

L'abbé Tschuor lit une lettre du cardinal Bourne, archevêque de Westminster, qui félicite les étudiants et béni l'union entreprise à Fribourg.

M. Max Gressly, président de la Société des Etudiants Suisses, et M. René Fix, au nom de la société Renaissance, rapportèrent sur l'activité déployée avant la conférence et sur l'opportunité de l'œuvre.

La délégation hongroise fit à la Suisse l'offrande d'un drapeau orné de la figure de la Vierge, sa patronne, afin de marquer l'affectueuse reconnaissance des étudiants hongrois pour les bienfaits reçus pendant et après la guerre. Sur sa proposition, une communion générale fut fixée au lendemain matin, à la messe prévue au programme.

La bénédiction du vénéré chef du diocèse termina cette première séance.

La deuxième journée fut employée à préciser le but essentiel de la conférence. Le comité d'initiative, par l'organe de son président, M. Gressly, posa la question dans les termes suivants: «La conférence des délégués

des associations catholiques d'étudiants veut-elle adopter en principe la fondation d'une union et d'un secrétariat international des étudiants catholiques?»

Les débats ne se départirent jamais de la plus grande objectivité et de la plus parfaite courtoisie. Parmi les membres honoraires, le Dr Carl Sonnenschein, pour l'Allemagne, le chanoine Beaupin pour la France, l'abbé Joseph Gremaud, au nom de S. G. Mgr Besson, y prirent une part active.

«Il a paru à l'assemblée, écrivait Gabriel Oberson dans le premier bulletin de *Pax Romana*, qu'il était tout à fait possible de remplir les buts approuvés par le Saint-Père sans recourir à la fondation d'une union, dont le caractère international serait pour le moment trop accentué.» Les délégués voulurent s'en tenir strictement à la recommandation de Mgr Besson, qui leur disait dans son allocution d'ouverture: «Vous avez devant vous un idéal splendide: la création d'un secrétariat international permanent; réalisez cet idéal et ne touchez à aucune autre question dont la discussion serait prématurée.»

Après plusieurs propositions et corrections, la formule suivante du délégué français Lallour fut adoptée:

A l'unanimité, les délégués des associations catholiques d'étudiants, réunis à Fribourg, le 20 juillet 1921, décident la fondation d'un «Bureau international catholique d'information et de liaison», qui adopte pour devise les mots PAX ROMANA et dont la direction sera assurée par la réunion périodique du Conseil des délégués. Ces associations s'engagent à soutenir le bureau moralement et matériellement.

Les statuts furent élaborés par une commission nommée à cet effet et adoptés le matin de la troisième journée. Le secrétariat se composait du Conseil des délégués, d'une Commission permanente et du secrétariat général proprement dit. Le Conseil des délégués

est investi de l'autorité suprême. Il se réunit une fois par an. Des séances extraordinaires se tiendront toutes les fois que la Commission permanente le jugera à propos, ou que cinq associations de pays différents en feront la demande. La Commission permanente est composée de cinq membres actifs et de quelques membres honoraires qui, par leur position, tiennent de près à la vie des étudiants. S. G. Mgr l'évêque de Lausanne et Genève est de droit président d'honneur de cette Commission. Celle-ci a pour tâche de régler l'activité du secrétariat et de lui venir en aide pour l'exécution de certains travaux. L'activité du secrétariat général s'étend aussi bien au domaine des idées qu'à celui des renseignements pratiques. Un article spécial lui impose la tâche de servir d'organe central à l'Association en faveur des missions étrangères.

On procéda enfin à l'élection aux charges. Il s'agissait de nommer un président et un vice-président du Conseil des délégués. Le premier fut élu en la personne de M. Gressly, qui venait de diriger avec beaucoup d'habileté les débats de la présente session. Le vice-président fut M. Spataro, président central de la Fédération universitaire des catholiques italiens.

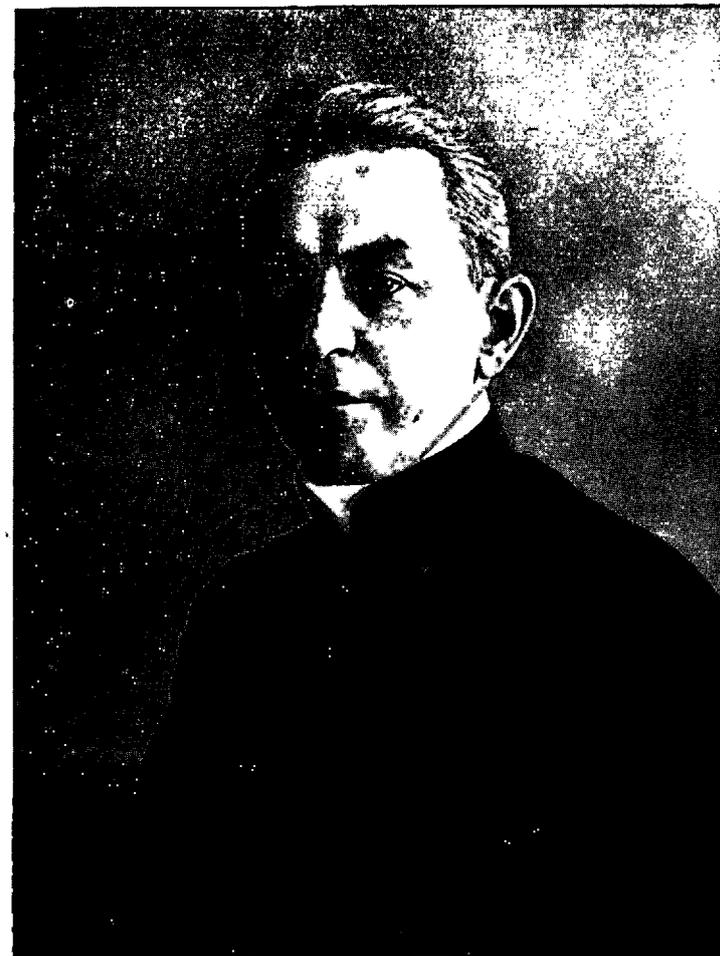
La Commission permanente fut composée de trois membres suisses: MM. Gressly, pour la Société des Etudiants Suisses; Kurt de Wattenwyl, pour la Renaissance, et d'un membre féminin, Mlle Marcelle Despond de Bulle (Fribourg); d'un membre espagnol, M. Martino Sanchez y Julia, et d'un hollandais, le Dr Gérard Brom.

Le secrétaire général ne pouvait être, de l'avis de tous, que l'abbé Jean Tschuor, le promoteur et l'ardent champion de l'œuvre du secrétariat. L'abbé Tschuor fut l'objet d'une véritable ovation, à laquelle, il répondit modestement par l'assurance de son durable et entier dévouement.

Ainsi, soit au point de vue moral, soit au point de vue matériel, le congrès de Fribourg se terminait par un plein succès. Il était remarquable que, au lendemain d'une guerre qui avait meurtri profondément les sentiments nationaux, aucun ressentiment n'ait éclaté, aucune parole amère n'ait été échangée. Certes, les méfiances existaient au début. Chacun était en garde, afin de ne pas se laisser trop engager, de ne pas compromettre, par des avances inconsidérées, la fierté de sa nation, puisqu'on savait que chaque geste serait observé et commenté. Mais ces craintes se dissipèrent devant les explications franches et claires qui furent données de part et d'autre. Les membres honoraires apportèrent un concours vigilant et averti aux efforts des jeunes. Les qualités naturelles se doublaient chez les participants de sérieux sentiments de piété. Le catholicisme chez eux n'était pas un vain mot. Un rayonnement de charité engendra cette harmonie parfaite qui ne cessa de les entourer. Le secrétaire général, entre autres, puisait dans son idéal religieux le dévouement à la cause parfois austère qu'il avait embrassée. Il écrivait dans son rapport: « Plus la guerre mondiale a creusé de séparations, plus ont été grands et difficiles les efforts pour franchir cet abîme sur le pont d'or de l'amour et de la confiance, pour donner une unité organique à ce qui, en réalité, se tient comme la main et le pied tiennent au corps, pour réunir ces membres qui sont tous, au même titre, membres de l'Eglise, membres du même corps mystique du Christ, et qui, par la participation au « pain », au même pain, intérieurement, moralement, spirituellement, par la vie surnaturelle, sont plus près les uns des autres que ceux qu'unissent simplement l'association, la communauté des idées et des intérêts, de la race et des biens, ou même le pur esprit de négation. » (*Monat-Rosen*, 1921-22, p. 7-8).

Le Dr Joseph Beck, (plus tard Mgr) professeur à

l'Université, saluant le succès de ce congrès, en rapportait partiellement la cause au caractère catholique et international de l'Université fondée par Georges Python : « Pour quel motif, demandait-il, les initiateurs de la grande œuvre ont-ils choisi notre petite cité pour y tenir leurs assises ? C'est parce que Fribourg est le siège de l'Université catholique internationale, fondée et soutenue par un peuple fidèle à son passé religieux et patriotique. » (Premier bulletin de Pax Romana, janvier 1922, p. 27).



PROFESSEUR JOSEPH GBEMAUD
Assistant ecclésiastique et Secrétaire général de
PAX ROMANA

Les premières années du secrétariat.

Malgré la belle réussite de cette assemblée, on ne pouvait se flatter encore d'un succès définitif. C'était beaucoup, évidemment, que l'adhésion formelle d'un si grand nombre de pays; c'était beaucoup que l'approbation et la protection des autorités ecclésiastiques et civiles. Mais, à tout prendre, d'autres congrès n'avaient-ils pas d'abord présenté les mêmes garanties? N'avaient-ils pas été, en 1891 et en 1900, aussi fréquentés, aussi brillants, aussi pleins d'enthousiasme? Il fallait encore une chose pour que le congrès de Fribourg put se prévaloir sur eux d'un avantage: c'était pour *Pax Romana* la consécration de la durée. Cette consécration allait dépendre de l'énergie et de l'activité des membres du secrétariat. Le labeur journalier allait se heurter à de multiples obstacles, provenant de la nouveauté de l'œuvre, de l'incompréhension extérieure et de la dispersion des membres de *Pax Romana*.

Cependant, un vigoureux élan animait les initiateurs qui, outre les décisions de Fribourg, entreprirent plusieurs œuvres accessoires. C'était, entre autres:

1. Les échanges d'étudiants, dans le dessein de compléter la formation universitaire sans imposer de trop lourds sacrifices aux sujets des pays à change déprécié.
2. Les secours aux étudiants nécessiteux des pays ruinés par la guerre, particulièrement de la Russie.

3. L'institution et l'entretien de *mensae academicae*, grâce auxquelles les étudiants trouvaient, dans les principales villes de l'Europe, des repas à bon marché.
4. La fondation de bourses pour les étudiants peu aisés.
5. Le soutien financier des œuvres de direction spirituelle pour les étudiants, ceci en vue de combler une lacune regrettable de certaines universités.
6. Les *Semaines de Pax Romana* et les voyages d'étudiants. Les semaines de Pax Romana étaient des séries de cours et de conférences donnés dans un grand centre intellectuel, permettant aussi la visite d'œuvres d'art ou de curiosités scientifiques. Les deux premières semaines de Pax Romana eurent lieu au mois d'août 1922, à Vienne, et au mois de septembre de la même année, à Oxford.
7. Le soutien financier de Pax Romana et de ses organes de publicité. La question financière était des plus pressantes, car Pax Romana débutait avec un avoir nul. Heureusement, le secrétariat réussit, par diverses combinaisons, à faire face à ses besoins, jusqu'au moment où les subsides des associations lui parvinrent d'une manière à peu près régulière. Les conditions du change, par ailleurs, étaient tellement défavorables que le secrétariat est toujours resté très gêné. Par suite de cette pénurie, plusieurs des œuvres entreprises périclitèrent et durent être abandonnées.

Une partie de l'activité décrite ci-dessus avait été inspirée par les vœux émis lors des *journées de Pax Romana*, organisées à la fin août 1921, à Ravenne, par la Fédération universitaire des catholiques italiens. Une

centaine d'étudiants étrangers appartenant à dix nations, y participèrent. Le secrétariat s'y fit représenter par l'abbé Tschuor et le Dr. Gressly. Les autres vœux les plus importants furent :

1. Celui de la fondation d'une ligue internationale des professeurs catholiques d'université, vœu réalisé, dans certaines limites, en 1920 déjà, par l'établissement, à Fribourg, de l'Union catholique d'études internationales.
2. Celui de l'érection de nouvelles chaires de philosophie chrétienne.
3. Une suggestion utile, qui fut reprise à Fribourg en 1922, fut notamment celle d'un office bibliographique et de librairie, profitable, à la fois, à la caisse et à la propagande, mais que la surcharge du secrétariat ne permit pas de poursuivre.

Quelque temps avant Pâques 1922, d'autres journées de *Pax Romana* se déroulèrent à Rotterdam. Elles obtinrent, grâce surtout au dévouement du Dr. Brom, le meilleur succès.

Le deuxième congrès de Fribourg, du 7 au 9 août 1922, fut la confirmation officielle des résultats enregistrés une année plus tôt. Il progressa dans la même ligne, marqua la même bonne entente et insuffla à l'œuvre une nouvelle vie. Les principaux pays qui envoyèrent des délégués furent : l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la Belgique, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Hollande, la Hongrie, le Luxembourg, la Lithuanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Suisse. Plusieurs personnalités honorèrent de leur présence l'assemblée des délégués, notamment Mgr Esseiva, prévôt de la cathédrale de Saint-Nicolas; Mgr Pini, assistant ecclésiastique général de la Fédération Universitaire des Catholiques Italiens; les RR. PP. Allo

et de Langen-Wendels, professeurs à l'Université de Fribourg; et le R.P. Walker, de l'Université d'Oxford.

A la séance d'ouverture, Mgr Besson, président d'honneur de la Commission permanente, félicita le secrétariat de sa bonne marche pendant l'année écoulée. M. Ernest Perrier, comme l'année précédente, parle au nom du gouvernement; il trace un magnifique et instructif tableau de la tâche des organes de *Pax Romana*, dont l'influence sur l'intellectualité catholique peut s'étendre et grandir sous de multiples aspects. Ensuite, le Dr Gockel, recteur de l'Université, donna un aperçu historique du mouvement international étudiant, qui a toujours existé, à l'état de tendance, au moyen âge plus encore qu'en tout autre temps.

Le Dr Montini, membre de la F.U.C.I. fit une conférence sur les missions étrangères. Il montre combien le travail des étudiants dans ce domaine tient de près au catholicisme lui-même. Il formule plusieurs résolutions pratiques pour un mouvement d'ensemble en faveur des missions.

Rappelons à ce propos qu'il s'était fondé à Fribourg, vers l'année 1918 déjà, une Association académique en faveur des Missions étrangères, dont Mgr Kirsch, professeur à l'Université, était le haut protecteur. Cette association a des relations avec les organisations similaires du monde entier et publie un annuaire d'information et de propagande. Un rapprochement s'établit aussitôt entre elle et *Pax Romana*, avec d'autant plus de raison que certaines associations d'étudiants, comme celles des Etats-Unis, avaient pour but formel et primordial le soutien des missions étrangères. L'abbé Paul Regan, missionnaire de la Salette, était à la fois secrétaire anglais de l'Association académique des Missions et délégué des Etats-Unis auprès de *Pax Romana*. C'est en bonne partie à son travail que nous devons l'affiliation des Etats-Unis à *Pax Romana*, et l'adoption

des articles qui concernent les missions. Il fut du reste un des cinq signataires de l'appel lancé, en juin 1921, à toutes les associations catholiques d'étudiants.

D'après le rapport du président, durant l'exercice 1921-22, la Commission permanente siégea trois fois: le 22 juillet 1921, à l'issue du congrès de Fribourg; à Kloster-Fahr, près de Winigen (Zurich), à la fin avril 1922, et enfin les 6 et 7 août, pour la préparation du présent congrès.

Pour ce qui regarde la partie intellectuelle des travaux, M. Prélôt, de l'A.C. J. F. traita avec une réelle maîtrise de la question sociale au regard des étudiants, et M. Domanig, de Vienne, de l'apostolat laïc.

Mais la partie administrative fut de beaucoup la plus importante. Trois commissions furent nommées et œuvrèrent simultanément, l'une aux finances, une autre à la propagande, une troisième aux institutions annexes. Voici quelques-unes des résolutions qu'elles élaborèrent et qui furent adoptées par l'assemblée.

« Les *Folia periodica* et leur supplément, les *acta secretariatus*, sont supprimés et remplacés par un bulletin qui paraîtra souvent et sous un plus petit volume. »

Un seul numéro des *Folia periodica* avait paru en janvier 1922. Quant aux *acta secretariatus*, c'étaient des feuilles polygraphiées qui ne furent jamais très répandues. La résolution en question tendait à permettre la poursuite régulière des publications, tout en diminuant les frais. En réalité, la mise en pratique de ce projet fut très irrégulière jusqu'en 1925.

« Le bulletin est mis, ainsi que le secrétariat lui-même, sous le patronage de saint Thomas d'Aquin. »

« Trois membres d'honneur de *Pax Romana* sont désignés en la personne des conseillers d'Etat Python et Perrier, et du baron de Montenach, conseiller aux Etats, pour les services présents et passés rendus à la cause de *Pax Romana*. »

« Sur la suggestion du R. P. de Langen-Wendels, la commission des finances émet le vœu que chaque association demande à ses membres un sacrifice personnel, sous la forme par exemple d'un jour de renoncement, dont le produit serait affecté pour moitié au dernier de Saint-Pierre. L'autre moitié serait partagée également entre la caisse de *Pax Romana* et celle de l'association nationale. »

L'assemblée étudie la proposition d'un délégué hongrois, relative à la lutte pour la moralité publique dans les milieux étudiants. Elle formule un vœu dans ce sens.

Les œuvres déjà énumérées de *Pax Romana*, sont approuvées et encouragées.

M. Max Gressly, considérant que son mandat expirait au moment des nouvelles élections, transmet sa charge à M. l'abbé Gremaud. M. Marcel Prélot fait ensuite la proposition que tous les autres dignitaires sortants fussent réélus, ce qui est adopté à l'unanimité.

En réponse à un télégramme qui lui avait été adressé, S.S. Pie XI a fait parvenir les lignes suivantes :

« Au Conseil des délégués de
Pax Romana, Fribourg.

« Sa Sainteté, remerciant paternellement le congrès international *Pax Romana* de l'hommage dévoué qu'il lui a exprimé, envoie de grand cœur à Mgr Besson et à tous les participants sa bénédiction apostolique et ses vœux de fécond travail dans l'intérêt de la noble cause qu'ils défendent et qui est si intimement liée au progrès de la pensée chrétienne et à l'établissement d'un bon état social.

Cardinal Gasparri. »

Le troisième congrès général de *Pax Romana* eut lieu à Strassbourg, du 18 au 20 septembre 1923. Quatre

commissions spéciales furent nommées pour débattre : 1. des finances ; 2. de *Auxilium studiosorum* ; 3. de la presse et de la propagande ; 4. des correspondants auprès des associations nationales.

Les finances restaient un des points névralgiques de la nouvelle organisation. La proposition du Père de Langen-Wendels au congrès de Fribourg ne reçut qu'une application très partielle. Cette pénurie affectait également les œuvres annexes, spécialement *Auxilium studiosorum*. Sans vouloir diminuer l'importance de l'effort et les services très réels rendus par cette section, il faut reconnaître qu'elle restait bien en dessous de l'*European Student Relief* qui, du 1^{er} octobre 1920 au 30 mars 1923, avait distribué plus de cinq millions de francs suisses aux étudiants de dix-sept pays.

Le thème général des conférences d'idées tenues à Salzbourg était le développement de la pensée catholique dans les associations d'étudiants. Une discussion et des résolutions suivirent dans le sens indiqué : « La tâche de ce troisième congrès, écrivait dans le *Bulletin* le secrétaire général, l'abbé Tschuor, n'est sûrement pas d'ajouter de nouveaux buts aux anciens, mais de préciser ceux qui sont contenus dans le but primitif, de trouver et d'indiquer les moyens et les voies qui doivent nous y mener... Nous devons arriver à concevoir clairement la réponse à cette question : « Qu'est-ce que la pensée catholique ? » afin de pouvoir réaliser son développement dans tous les domaines. »

Ces buts moraux que le secrétaire général fixait au congrès de Salzbourg, nous ne doutons pas qu'ils aient été atteints autant qu'ils pouvaient l'être.

Cependant, le congrès de Budapest, en 1924, dut enregistrer un regrettable ralentissement dans les diverses activités de *Pax Romana*. Le secrétaire général, l'abbé Tschuor, ne pouvait y consacrer le temps nécessaire et il était réclamé par les obligations du ministère.

Il importait de trouver une formule qui ne chargeât pas les finances du secrétariat, tout en confiant sa direction à un homme actif et très au courant de tout le mouvement. M. l'abbé Gremaud, délégué de Mgr Besson, remplissait excellemment ces conditions. Il résidait à Fribourg, connaissait depuis longtemps le monde des étudiants et avait été au courant de tous les débuts de *Pax Romana*. Il fut donc élu par l'assemblée qui témoigna, par ailleurs, sa reconnaissance à l'abbé Tschuor, pionnier de la première heure, qui avait contribué, plus que tout autre, à acquérir à *Pax Romana* la collaboration de la Société des Etudiants Suisses. M. l'abbé Gremaud, sans renoncer à ses charges précédentes de professeur et de prédicateur, pourrait, à Fribourg, travailler en étroite communion d'idée avec l'évêque du diocèse, président d'honneur de la Commission permanente, et s'adjoindre diverses collaborations. Son élection marque un contact accru avec l'Eglise elle-même et le clergé, et soutiendra désormais *Pax Romana* avec décision. Elle présage aussi un changement important dans la constitution même de *Pax Romana*, qui trouvera sa réalisation au prochain congrès de Bologne.

CHAPITRE IV

La Confédération internationale des associations catholiques d'étudiants

Le 25 mai de cette année 1925, où allait naître la Confédération internationale des étudiants catholiques, le baron de Montenach, qui en fut le premier pionnier, décédait dans sa demeure de Fribourg. Le bulletin du Secrétariat du même mois rendait un hommage ému à la mémoire de celui qui n'avait jamais cessé de suivre avec sympathie les efforts des universitaires vers l'union, et que le congrès de Fribourg, en 1922, avait consacré membre d'honneur, en même temps que MM. Python et Perrier.

La conférence de Bologne, du 5 au 8 septembre, marque un pas décisif dans l'histoire du mouvement. Au lendemain de la guerre, quand les associations catholiques en étaient encore à leur premier contact, quelques esprits hardis avaient bien émis l'idée d'une union internationale, mais la fondation du secrétariat s'était révélée ensuite comme la seule possible. Ce premier jalon appelait cependant un rapprochement plus complet, la création d'un vrai lien social entre les étudiants catholiques des divers pays. On peut dire que, pendant

ces quatre premières années, tout avait invité les délégués à la confiance et à la sympathie. L'entière franchise des exposés, l'objectivité de la pensée, l'élévation du sentiment religieux, la mesure et la discrétion des résolutions, montraient l'avenir de *Pax Romana* sous le jour le plus favorable. Par ailleurs, la paix politique semblait assurée et la pensée, dans tous les domaines, reconquerrait son universalité.

«Alors que les organisations universitaires neutres, disait le Bulletin du Secrétariat, se sont unies en fédérations internationales, n'est-il pas nécessaire que les étudiants catholiques s'organisent eux aussi sur le terrain international, pour une défense plus efficace de leurs intérêts?» (Septembre 1925. p. 2)

Plusieurs associations avaient manifesté le désir de fonder une confédération et les avantages ne laissaient pas d'en être enviés. Outre le prestige et la force morale qui résultent au dehors d'une union formelle, il fallait compter que le dévouement et la coopération seraient plus grands de la part même des membres. L'étroite solidarité qui les lierait par-dessus les frontières, leur permettrait de s'affirmer avec plus de vigueur et de jouer même un rôle dans la vie des peuples.

Voici les principales dispositions des statuts qui furent adoptés, sous la présidence du Dr Nello Palmieri, qui avait succédé à l'abbé Gremaud comme président de l'assemblée des délégués, tandis que celui-ci assumait, dès le congrès de Budapest, la conduite du Secrétariat.

Pax Romana est désormais nommée *Confederatio Studentium Universi Terrarum Orbis Catholica*.

Le mot de confédération sauvegarde l'autonomie des associations nationales, qui sont, elles, membres de *Pax Romana*. Il n'est pas exclu que certaines associations dépourvues de caractère national fassent cependant partie de la Confédération.

Le siège est celui du secrétariat, soit Fribourg en Suisse. On avait envisagé de dissocier le siège en deux, celui de la Confédération, qui aurait été dans le pays dont le président est ressortissant, et celui du secrétariat permanent de Fribourg. On y renonça pour des raisons pratiques et du fait que les archives devaient rester fixées dans cette ville.

Le but de la Confédération est le même que celui du secrétariat. La formule admise aux premiers congrès de Fribourg est la suivante: «*Pax Romana* s'efforce de réaliser le développement complet de l'idée catholique dans les milieux d'étudiants, et cela dans tous les domaines de la vie universitaire, intellectuelle et sociale, en se reportant aux meilleures traditions du passé chrétien et en cherchant à répondre aux exigences des temps présents.

Les organes de la Confédération sont l'assemblée générale des délégués et le comité directeur. La première se réunit chaque année et garde les mêmes attributions souveraines que précédemment. Le comité directeur, qui remplace l'ancienne Commission permanente, est chargé de l'exécution des décisions de l'assemblée. Il contrôle l'activité et précise les tâches du secrétariat. Le nombre de ses membres a été porté de sept à neuf, afin de permettre une représentation plus complète des pays et des langues.

Le président de *Pax Romana* est normalement choisi dans le pays où se tiendra le prochain congrès; l'un des vice-présidents appartient à la nation qui a organisé l'assemblée générale; on a prévu également un membre habitant Rome, afin de garder une liaison continue avec le centre de la catholicité.

Le Secrétariat est formé du Secrétaire général et d'au moins deux secrétaires-adjoints. Il publie un Bulletin périodique.

Un nouveau président fut élu en la personne de

M. Feber, (Hollande). Une nouvelle association allemande, le « Ring Wissenschaftlicher Katholischer Deutscher Verbindungen » est admise comme membre de *Pax Romana*. Des relations seront nouées avec les étudiants de l'Amérique du Sud en vue de préparer leur adhésion.

Les relations avec les autres organisations internationales catholiques.

Du point de vue idéal, le congrès de Bologne fut surtout marqué par la conférence prononcée par Mgr. Seipel, chancelier d'Autriche, qui aborda avec autorité le problème du rôle de *Pax Romana* dans les mouvements internationaux de pensée catholique. L'éminent orateur formule pour *Pax Romana* deux souhaits : le premier est que l'union réalisée dans la jeunesse catholique universitaire facilite l'entente entre les peuples. Sans vouloir, dit-il, envisager immédiatement des buts qui soient au-dessus de nos moyens, ne pouvons-nous essayer d'atténuer les antagonismes ? Les congrès, qui permettent de respirer en commun un air vivifiant, imprégné d'humanité et de catholicisme, ne servent-ils pas à préparer les éléments d'un pacifisme vrai ? Ainsi les étudiants catholiques entreprendront la réalisation d'un second souhait, un grand et intense mouvement catholique de pacification. Il faut démontrer l'efficacité pratique de nos doctrines en travaillant à préserver le monde de l'horrible fléau de la guerre. Le pacifisme catholique, précise le prélat, admettra toujours le droit d'exiger des citoyens l'accomplissement de leur devoir de patriotes. Il ne débutera pas par une interdiction générale de toutes les guerres, mais il cherchera à créer et à rendre efficaces les institutions qui donnent aux nations la certitude d'obtenir justice sans avoir recours aux guerres.

Cette belle conférence, complétée par un exposé écrit du père Martindale, lu par un délégué de la Fédération britannique, encourageait *Pax Romana* dans les relations qu'elle venait de nouer avec plusieurs grandes organisations internationales. Les relations du Secrétariat permanent avec la *Société des Nations* dataient de quelques années en arrière. A ce moment, nous dit le Bulletin de mai 1925, «un rapport avait été transmis par M. Guillaume de Weck, répondant au questionnaire envoyé par la *Commission de coopération intellectuelle*. Celle-ci s'est déclarée très satisfaite des renseignements qui lui avaient été fournis au nom de *Pax Romana*. Plusieurs de ces questions seront reprises dans une prochaine assemblée de la Commission de coopération, à laquelle un délégué de *Pax Romana* sera convoqué.»

M. Gonzague de Reynold donne sur cette commission d'utiles renseignements dans le Bulletin de juillet 1925: «En les réunissant pour la première fois, dit-il, au commencement d'août 1922, le Conseil avait posé à ses quatorze membres trois questions qu'on peut appeler directrices: comment améliorer les rapports entre les universités? comment améliorer les rapports entre les savants, en vue de faciliter les recherches scientifiques? comment enfin perfectionner la documentation scientifique?... En 1923, elle a créé un petit office de renseignements universitaires, lequel publie un bulletin que tous les étudiants devraient connaître. Enfin, grâce à la générosité du gouvernement français, elle va posséder, à Paris, un vaste institut international de coopération intellectuelle, une sorte de secrétariat technique, qui lui permettra de sortir enfin de la théorie et de mettre ses décisions en pratique.» Au sujet de la collaboration pratique de *Pax Romana* avec la Commission de coopération, M. Gonzague de Reynold signale différents points tels que:

1. Rapports adressés à l'office de renseignements universitaires pour insertion dans le Bulletin.
2. Entente pour échanges d'étudiants et attributions de bourses.
3. Action auprès des Etats pour faciliter les voyages d'étudiants.

Il y a en tout quatorze points, comme dans le programme du président Wilson. Tous se rapportent, en-dehors du simple contact moral, à des avantages matériels. Il ne saurait en être autrement, puisque la Société des Nations manquait de doctrine positive. Il y avait là, cependant, de quoi élargir la zone d'action de *Pax Romana* et démontrer la vitalité des organisations d'étudiants catholiques.

Beaucoup plus proche de nous se trouvait l'*Union catholique d'études internationales* qui avait, elle aussi, sa commission de coopération intellectuelle. Le secrétaire-rapporteur est ici Mgr Beaupin, qui s'exprime ainsi dans le bulletin de mai 1925: «On sait qu'il s'est fondée, en 1920, une Union catholique d'études internationales qui a son siège à Fribourg et compte aujourd'hui six groupes nationaux, suisse, français, italien, yougoslave, polonais, autrichien, sans parler des adhérents qu'elle possède dans d'autres pays. Cette union poursuit un triple but: étudier les problèmes internationaux à la lumière des principes chrétiens, intéresser les catholiques aux travaux de la Société des Nations; les suivre elle-même, surtout quand les intérêts catholiques s'y trouvent impliqués.»

Voici quelques-uns des membres de la Commission catholique de coopération: M. de Vries, professeur à Nimègue, président; l'abbé Charles Comte, curé de Confignon (Genève); Mgr Deploige, professeur à Louvain; les RR. PP. Gemelli, recteur de l'Université de Milan, Martindale, à Oxford, de Munnynck, à Fribourg, Wilhelm Schmidt, directeur de la revue

Anthropos; enfin l'abbé Gremaud, secrétaire général de *Pax Romana*, qui est le trait d'union vivant des deux organisations. Une motion intéressant la sauvegarde de la propriété scientifique a été présentée avec succès au bureau de la S. D. N.

On peut déduire des buts exposés plus haut que l'activité de l'Union catholique d'études internationales se modelait sur celle de la S. D. N. Mais elle la dépassait par ses côtés proprement catholiques: « La commission, dit encore Mgr Beaupin, a entrepris une enquête sur les besoins des intellectuels catholiques, dont elle examine en ce moment les premiers résultats. Les associations d'étudiants catholiques groupés dans *Pax Romana* se sont livrés à des investigations semblables. Il est temps que se rejoignent les deux dossiers ainsi établis et qu'ils se complètent l'un par l'autre. »

Fribourg a été choisie comme centre de l'Union, qui a été placée, comme *Pax Romana*, sous le patronage de Mgr Besson. Le professeur de Reynold a succédé au baron de Montenach à la tête de l'organisation. Celle-ci comprenait quatre commissions techniques: causes humanitaires, minorités catholiques, coopération intellectuelle, questions juridiques et doctrinales. Parmi les sujets traités au cours de la session d'avril 1928 à Fribourg, signalons la protection de la jeunesse contre les dangers du cinéma moderne et la répression de la propagande immorale.

« La collaboration entre les deux groupements nationaux, écrivait M. Roger Pochon, est facile et nécessaire. En de nombreux points les visées et les buts des deux organisations sont identiques. Ils ne pourront les atteindre qu'en collaborant étroitement. » (Les associations internationales d'étudiants, p. 160).

Une autre œuvre, malheureusement éphémère, en connexion avec *Pax Romana*, est la *Confoederatio internationalis catholica*, fondée à Oxford en 1925. *The Catholic*

Council for international Relations, dont l'âme est le R. P. Martindale, S. J. en avait pris l'initiative avec le patronage du Cardinal Bourne, archevêque de Westminster. A l'encontre des organisations précédentes, le but de la *Confoederatio internationalis* est purement idéal. Il a peu d'analogie avec celui de la S. D. N. Il se confond presque, du point de vue spirituel, avec celui de l'Union catholique d'études. Mais en pratique, tandis que cette dernière gravite dans l'orbite de la S. D. N. et risque de se laisser absorber par la partie matérielle de son programme, la *Confoederatio internationalis* est née d'une pensée toute apostolique et laisse complètement de côté les intérêts professionnels et temporels de ses membres. *The Catholic Council*, nous dit l'abbé Gremaud, dans le bulletin de *Pax Romana* (février 1926), entra en relations, par l'intermédiaire de son secrétaire, M. Eppstein, délégué de l'Angleterre à la première conférence de Fribourg en 1921, avec trois associations internationales, la *Ligue catholique internationale* (J. K. A.), l'*Office international des organisations catholiques*, dont le siège est à Rome, et l'*Union catholique d'études internationales*. Son but était d'intéresser non seulement les catholiques anglais, mais ceux du monde entier, aux problèmes d'ordre international, afin d'arriver peu à peu à une pleine coordination de l'effort catholique. Il s'agissait de créer dans la plupart des pays des organisations vouées à l'étude de ces problèmes, à l'instar de ce qu'avait remarquablement réalisé en Angleterre le *Catholic Council*. Ensuite, ces groupements seraient fédérés, ce qui donnerait une singulière force d'expression à la pensée catholique et permettrait de résoudre à sa lumière nombre de problèmes intéressant la paix, la justice et la charité chrétienne. L'ampleur du but à atteindre et le dynamisme de l'institution permettraient de faire appel aux organisations déjà existantes, de répartir et de délimiter mieux leur but et leur activité.

Les participants à la Conférence d'Oxford tombèrent pleinement d'accord sur ces principes. Après avoir entendu divers rapports et suggestions, ils formulèrent la résolution suivante: «Pour réaliser la coopération désirable entre les catholiques du monde entier, le Congrès émet le vœu qu'un comité, une association ou un groupement régulier soit fondé dans tous les pays où il n'existe pas encore.

Les réunions suivantes furent consacrées à la discussion des statuts préparés par le *Catholic Council*, et qui furent adoptés. Ils prévoyaient deux catégories de membres: les groupes nationaux et les associations internationales. Ces dernières devaient être indépendantes de tout parti politique et reconnues par l'autorité ecclésiastique.

Les organes de la Confédération étaient: l'Assemblée générale, le Comité permanent et le Secrétariat, lequel n'était autre que le Bureau international des organisations catholiques siégeant à Rome, sous la direction de l'abbé Monti.

Le *Catholic Council* et les trois institutions internationales qu'il avait invitées étaient représentés au comité permanent, ainsi que sept groupes nationaux, ceux d'Allemagne, d'Amérique du Sud, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, des Pays-Bas et de Suisse.

L'abbé Gremaud, auquel nous empruntons ces données, concluait dans son article du *Bulletin* de février 1926: «Les Associations Catholiques d'Etudiants qui, au Congrès de Fribourg en 1921, ont fondé *Pax Romana*, constatent avec joie que l'idée d'une collaboration des catholiques de tous les pays, en vue de donner au monde une paix véritable, est entrée, par le congrès d'Oxford, dans la voie d'une pleine réalisation. Cette pensée a été dès le premier jour, et elle reste maintenant encore, le principe de vie et d'activité de la Confédération internationale des Associations catholiques

d'Etudiants. Aussi *Pax Romana* donne-t-elle sa pleine adhésion à la *Confoederatio Internationalis catholica*.»

Dans un sens analogue travaillait l'*Union Internationale d'études sociales* fondée à Malines en 1920, sous la présidence du Cardinal Mercier.

Au moment du congrès de Bologne, on assistait donc à une magnifique efflorescence d'institutions destinées à revivifier le catholicisme dans le monde, à opérer une renaissance qu'on pourrait qualifier de restauration du XX^me siècle; on cherchait à tirer les leçons de la guerre, à en éviter le retour, comme au lendemain de la Révolution française on avait vu les catholiques opérer un vigoureux effort de redressement, tandis que, à côté d'eux, la Sainte-Alliance promouvait un autre idéal.

Cet effort a échoué, pour autant du moins qu'il visait à éviter une nouvelle guerre, comme ont échoué la Société des Nations, la Commission de coopération intellectuelle et l'Union catholique d'études. Nous devons poser, du point de vue religieux, la question de savoir si le catholicisme, dépositaire de la vérité fondamentale, a montré, dans ses membres, assez de force de renouvellement, si son dynamisme n'aurait pas dû mieux réussir à dominer d'autres manières de concevoir la «pax romana».

Dès l'époque où nous en sommes, on pouvait craindre à juste titre que la multiplicité des organisations nouvelles n'engendrât un certain flottement, ne formât quelque chose de touffu et de peu cohérent. Beaucoup d'activités, soit idéales, soit professionnelles, risquaient de faire double emploi, et l'on voyait l'internationalisme accaparé, pour ainsi dire, par chaque nation. Dans cette rivalité, *Pax Romana* ne pouvait triompher que par un regain de vie et d'esprit d'initiative.

De tous côtés, en effet, des organisations voisines empiétaient sur notre domaine. Au point de vue

des membres, c'était cette « Association internationale de la Jeunesse catholique » qui nous invitait à son congrès d'Innsbruck, en août 1923; au point de vue professionnel, c'étaient les bureaux de renseignements officiels et ceux de la S.D.N.

Il est significatif, à ce point de vue, que M. Gonzague de Reynold, dans le *Bulletin* même de *Pax Romana*, souhaitant des données complètes sur les associations catholiques d'étudiants, se référât, non pas à nos publications, mais à un manuel édité par l'*Office international des associations catholiques*. Faute de moyens, l'Annuaire de *Pax Romana*, décidé en 1922, n'a jamais vu le jour. Du point de vue théorique enfin, notre but était partiellement le même que celui de l'*Union catholique d'études internationales* et de la *Confoederatio internationalis catholica*.

Ce fut le secret de *Pax Romana* de trouver un stimulant dans ces rivalités et une force nouvelle dans la communauté de croyance de ces diverses associations.

La nécessité pour *Pax Romana* de bien veiller à l'observation des frontières de son domaine et à la sauvegarde de son esprit, est démontrée par la suggestion, faite d'ailleurs avec bonne foi, par le président de la Confédération internationale des Etudiants, et reprise par M. Halecki, président de la Commission de coopération intellectuelle de la S.D.N. que *Pax Romana* devienne, comme les autres associations internationales d'étudiants, membre associé de C.I.E., laquelle avait, disait-il, sur ces dernières, l'avantage d'un « caractère général et exclusivement corporatif ». (*Bulletin de Pax Romana*, juillet 1926, p. 7.)

La collaboration aux missions étrangères.

« La question de la coopération intellectuelle, écrivait Mgr Beaupin, déborde le cadre européen. Elle est aussi pour les catholiques un aspect du problème missionnaire, qu'il s'agisse de la formation intellectuelle des clergés indigènes orientaux, extrême-orientaux ou africains, ou de celle des laïcs des mêmes régions. » (*Bulletin* de mai 1925, p. 9)

L'un, des principaux buts de l'Association des Missions de l'Université de Fribourg, dont nous avons parlé, est le soutien de l'Oeuvre de Saint-Pierre apôtre pour la formation du clergé indigène.

Le développement de l'action missionnaire, selon le double aspect indiqué ci-dessus, apostolat direct et formation du clergé indigène, sera l'une des principales préoccupations des congrès qui vont suivre, de 1926 à 1929.

La session d'Amsterdam eut lieu du 2 au 4 septembre 1926. Elle fut honorée de la présence de Mgr Schioppa, inter-nonce apostolique aux Pays-Bas.

L'année précédente, le Secrétariat avait organisé une enquête auprès des différentes associations, afin de connaître l'activité qu'elles avaient déployée dans le domaine des missions. Les résultats en furent exposés au congrès d'Amsterdam par M. Pasteau, délégué français. Il existait, dans la plupart des fédérations, des organisations missionnaires, dont quelques-unes vraiment

remarquables. Telles étaient l'Association belge et, aux Etats-Unis, la Croisade des Etudiants catholiques, forte de plus de 400.000 membres. Le conférencier précisa que *Pax Romana* ne devait pas songer à devenir une nouvelle organisation destinée à centraliser ces efforts, mais qu'elle peut rendre de précieux services en facilitant les informations et en provoquant l'émulation.

L'assemblée émit le vœu de continuer l'enquête commencée, de publier une notice sur les organisations missionnaires existantes et de provoquer des conférences dans les fédérations sur ce sujet.

Le congrès d'Amsterdam prit également une décision au sujet du *Bulletin*, qui devait paraître désormais cinq fois par année, sous un plus gros volume, et dont l'abonnement fut imposé à chacune des sections ou groupements des Fédérations.

Le congrès de Varsovie, du 10 au 20 août 1927, eut une ampleur et un éclat inusités. Il avait été divisé en deux parties : la première, tenue à Varsovie, du 10 au 14 août, fut réservée aux conférences générales, aux séances des commissions et à la besogne administrative ; la deuxième, plus spécialement polonaise, fut transportée à Cracovie, du 16 au 20. Elle fut remplie par des excursions, des visites de monuments et de musées, un contact étroit avec la vie historique, artistique et économique du pays. Entre deux se plaça la grande journée de Czestochowa et la participation au pèlerinage national de la fête de l'Assomption. Environ 100.000 personnes assistaient à l'office pontifical célébré sur l'esplanade du sanctuaire. A Varsovie, les congressistes avaient été reçus par S.E. le cardinal Kakowski, puis, à Czestochowa, par S. E. le cardinal Hlond, archevêque de Poznan.

Le 11 août, à Varsovie, après l'office solennel célébré par Mgr Gall, évêque auxiliaire de Varsovie, les délibérations s'ouvrirent à l'aula de l'Université, sous

la direction de M. Stanislas Orlikowski, président. La principale réalisation du congrès fut la création d'une Commission de collaboration intellectuelle, en vue d'étudier les divers problèmes de l'heure et de suivre les grands mouvements d'idées, soit chez les catholiques, soit chez les dissidents. Cette commission devait être à même de signaler aux fédérations, à l'occasion des congrès, ce qui devait préoccuper, au premier chef, la jeunesse intellectuelle. Elle devait aussi réunir les éléments d'information sur ces problèmes. La présidence en fut confiée au Dr Rusznak, de Budapest. Mgr Piffl, archevêque de Vienne ; Mgr Seipel, chancelier d'Autriche, et le ministre Schmitz en acceptèrent le patronage d'honneur. Le secrétariat fut assumé par le Dr Carl Rudolf, aumônier des étudiants de Vienne. Les frais étaient supportés par l'organisation autrichienne.

Le problème des finances, toujours brûlant depuis l'origine de *Pax Romana*, trouva une solution relative par la nomination d'un trésorier faisant partie du Comité directeur, avec voix consultative. Il était chargé de faire rentrer les cotisations au prorata du nombre des membres des associations. Une première sanction était envisagée pour le non paiement des cotisations par la privation du droit de vote. Le trésorier était également chargé de percevoir le prix des abonnements au Bulletin.

La question des organisations féminines fit également un pas en avant par la nomination de M^{lle} Louise Jörissen, de Munich, de la délégation allemande, comme présidente d'une Commission des Etudiantes, chargée de préparer un accord plus étroit entre les organisations nationales. Une collaboration était prévue avec l'Union internationale des Ligues féminines qui allait tenir son VII^{me} congrès à La Haye, à fin avril 1928.

Le congrès se termina par un voyage d'études en Haute-Silésie.

Peu après, le Secrétariat de *Pax Romana* recevait, de la Confédération hongroise des Etudiants catholiques, une lettre signalant que l'Institut de Budapest pour les étudiants en médecine missionnaires, fondé par une société oblate, mettait à disposition, d'une manière permanente, quatre ou cinq places gratuites pour les étudiants catholiques venant des pays de mission.

L'idée missionnaire revint au premier plan au congrès de Cambridge, tenu du 14 au 17 août 1928, sous la présidence de Mr Edward Bullough. Environ 300 congressistes, venus de 21 pays et représentant 26 fédérations, y participèrent, sous le haut patronage du cardinal Bourne. Outre le rapport du secrétaire général, M. l'abbé Gremaud, et du trésorier, M. Coebergh, on entendit les présidents des différentes commissions spéciales : des étudiantes, de coopération intellectuelle et des relations internationales. Le soir du premier jour, une conférence fut donnée par le Rév. Mc Nulty sur Cambridge et ses dix-sept collèges universitaires, qui abritent près de 10.000 étudiants.

En relation avec le nom de Cambridge, le congrès avait adopté pour thème général les mots «Broken Bridges», les ponts rompus, que les étudiants catholiques se proposaient de restaurer. Les conférenciers, H. Belloc, président du groupe de Londres, le Dr Fulton J. Sheen, de l'Université de Washington, et Joseph Clayton, M.A. (Oxon) démontrèrent éloquemment comment, dans les trois domaines historique, philosophique et éthique, les ponts sont coupés entre l'esprit catholique et l'esprit moderne, et comment on pourrait rétablir ces relations.

Parmi les tâches futures à réaliser, selon le rapport de l'abbé Gremaud, se trouvait l'aide aux missions. Depuis plusieurs années existait à Fribourg une œuvre dite de Saint-Justin, fondée par Mgr Charrière, alors directeur au Grand Séminaire. Elle a pour but de permettre

à des étudiants des pays de mission de faire leurs études à Fribourg dans des conditions avantageuses. C'est donc une pépinière de recrues pour le clergé indigène dans les colonies et régions éloignées. Sa pensée rejoint celle de l'Oeuvre de Saint-Pierre apôtre. Le clergé indigène agit dans le pays qui est le sien, avec plus de naturel et d'efficacité. Son extension assure le fondement de l'Eglise enseignante.

«On ne pourra pas, écrivait le Dr François Charrière dans les *Folia periodica* (janvier 1929, p. 3. Le Bulletin agrandi avait repris ce nom depuis 1927.) raisonnablement attendre de l'ensemble des fidèles beaucoup de dévouement pour les écoles *supérieures* et l'apostolat en faveur des *élites* dans les pays de mission. Et si quelqu'un est *naturellement* disposé à comprendre *mieux que d'autres* l'urgence d'une élite, n'est-ce pas l'étudiant? On peut donc affirmer sans crainte de se tromper que les missions attendent *surtout et avant tout* de l'étudiant des pays catholiques, qu'il s'intéresse aux étudiants des pays de mission.»

Au nombre des propositions du Comité directeur, ratifiées par l'assemblée, on trouve la suivante : «Le secrétariat général est chargé de constituer à Fribourg une commission provisoire, ayant pour objet de recueillir la documentation relative aux missions.

Cette commission, présidée par l'abbé Etienne Rossel, professeur au Collège, actuellement préfet de l'internat, entreprit dans sa première année d'existence une vaste enquête auprès des étudiants de tous les pays pour se renseigner sur l'état du mouvement missionnaire étudiant. Elle a de même accompli un vaste travail de propagande pour développer ce mouvement.

«Ce ne sera pas un des moindres mérites du congrès de *Pax Romana* à Cambridge, écrit le Dr Charrière dans l'article déjà cité, que d'avoir provoqué au sein de l'association, une commission destinée à promouvoir

parmi les étudiants l'étude des questions missionnaires, et, par là aussi, l'aide aux missions.» (p. 1)

L'effet vivificateur observé au sein de la Fédération mondiale des étudiants chrétiens, où la pensée missionnaire passait pour ainsi dire au rang de principe fondamental, devait s'affirmer également chez les étudiants catholiques.

Le congrès de Cambridge mit au point d'autres questions d'une manière heureuse et opportune.

Sur la proposition de l'*Unitas-Verband* allemand, le droit de vote des associations fut précisé de la manière suivante :

« Chaque Fédération adhérente à *Pax Romana* a droit, dans les délibérations, à une voix fondamentale au moins. Il existe un nombre maximum de fédérations adhérentes dans un pays.

« Dans les pays où la Fédération a un caractère national et unique, celle-ci aura autant de voix que le pays réunissant le plus grand nombre de fédérations. »

Sur la proposition de l'association de Bratislava, des insignes, épingles et sceaux devaient être confectionnés et utilisés dans les congrès.

Vu la surcharge des occupations du secrétaire général, le Comité directeur proposait la nomination d'un secrétaire technique salarié, dont les honoraires seraient de 2.500 fr. au maximum. Il devait être choisi parmi les étudiants ou anciens étudiants résidant à Fribourg. M. Roger Pochon, licencié en droit, occupa le premier ce poste.

La question des finances était intimement liée à la précédente. Le trésorier, conformément aux décisions de Varsovie, l'avait divisée en trois postes : les anciennes dettes, qui devaient être couvertes par des dons extraordinaires de bienfaiteurs et des contributions volontaires des associations ; la loterie, qui avait été lancée depuis quelques années déjà et qui en était à son

deuxième tirage ; les recettes et dépenses courantes, enregistrées à partir de 1925. Les cotisations devaient être calculées pour y faire face. Pour l'année 1928-29, elle était fixée à 12 centimes suisses par membre.

La Commission des étudiantes dut malheureusement accepter la démission de M^{lle} Jörissen, pour raison de santé. Elle fut remplacée par la comtesse Coudenhove-Kalergi, étudiante en droit, présidente de la délégation autrichienne.

L'adhésion collective du groupe des étudiantes de *Pax Romana* à l'Union internationale des Ligues catholiques féminines ne fut pas approuvée comme telle, mais l'assemblée se prononça à l'unanimité en faveur d'une collaboration individuelle.

Le congrès de Cambridge entendit encore une conférence très documentée de M^{lle} A. Christitch sur la réunion des églises orientales.

Une chaleureuse réception fut ménagée aux participants, à Oxford, par le groupe de ce nom. Une conférence avec projections de M. Maurice Wilkinson décrivit en détail les curiosités de cette grande ville universitaire, rivale de Cambridge.

Une excursion sur la Tamise les conduisit au charmant bourg de Clifton Hampden, puis les délégués gagnèrent Londres, Windsor, et visitèrent le célèbre collège d'Eton.

Une séance eut lieu à Londres, dans laquelle on admit la Fédération nationale irlandaise, fondée au cours du congrès par les trois associations de ce pays. Fut admise également la Fédération roumaine, fondée le 13 novembre 1927, sur l'initiative de M. Orlikowski, ancien président de *Pax Romana*. Les règlements universitaires n'admettant pas en Roumanie de société à caractère confessionnel, la Fédération s'intégra à l'« *Associatio popularis catholica Transylvaniae* », dont elle constitua la section académique. Le siège de la Fédération

se trouve à Cluj, dont l'université est la plus fréquentée par les étudiants catholiques.

Le Congrès se termina par la nomination du nouveau comité, présidé par M. Fernando Martin-Sanchez, de Madrid.

Le congrès qui se tint à Séville du 4 au 8 septembre 1929, fut précédé et suivi, à partir du 31 août et jusqu'au 10 septembre, d'un voyage d'études à travers l'Espagne. Saint-Sébastien, Madrid, Tolède, Valence et Barcelone, reçurent tour à tour les étudiants, qui visitèrent en particulier l'Escorial, puis les deux grandes expositions internationales de Séville et de Barcelone. Tous furent frappés des incomparables richesses de l'art religieux espagnol.

Lors du passage à Tolède, la bienvenue fut souhaitée aux participants par le cardinal Segura, primat d'Espagne, qui se fit l'écho de la vieille tradition religieuse du pays.

A Séville, la séance solennelle d'ouverture fut présidée par l'infant Don Carlos, parent d'Alphonse XIII, et par le cardinal Ilundain, archevêque de Séville.

Le congrès lui-même comportait deux tâches principales, comme les précédents : une série de conférences sur un thème général, et la discussion administrative. Le thème général, proposé par la Commission de coopération intellectuelle, était formulé ainsi : « La valeur doctrinale du catholicisme au point de vue de la culture. » Mgr de la Serre, vice-recteur de l'Institut catholique de Paris, parla de l'avenir de la sociologie ; M. Clayton, professeur à Cambridge, des critères catholiques des concepts de patrie et d'internationalisme ; le professeur Minguigon, de l'Université de Saragosse, de la défense et du perfectionnement de la civilisation occidentale ; enfin le Dr von Hildebrand, de l'Université de Munich, des tendances de la vie moderne.

Les débats administratifs accusèrent quelques lacunes et firent paraître, de la part de certaines délégations,

de la mauvaise humeur. Il serait vain de se dissimuler que *Pax Romana* subissait à ce moment une crise. Les cadres étaient bien établis, mais la flamme diminuait et devenait vacillante. Dans son compte-rendu (Bulletin de mai 1930), le secrétaire général émet quelques considérations attristées sur le ton des critiques entendues à Séville, en regard de l'extrême courtoisie qui présidait aux premiers congrès.

La situation politique générale n'était pas sans influence sur l'état des esprits. Ceux-ci voyaient monter grandissants les astres noirs du fascisme et de l'hittérisme. Cette irrésistible poussée signifiait nettement l'échec des efforts de pacification chrétienne pour lesquels *Pax Romana* s'était en somme fondée. Tandis que le dynamisme manquait aux associations d'étudiants catholiques, on le voyait s'épandre comme un torrent parmi les jeunesses concurrentes acquises aux nationalismes réalistes. Au sein de *Pax Romana* même, le particularisme se manifestait par un manque de sérénité et d'objectivité dans les discussions, joint à un souci excessif des avantages honorifiques. Le secrétaire général signalait également avec inquiétude le danger du communisme, d'une virulence mystérieuse et d'une hostilité parfois farouche, contre lequel les anciens idéaux semblaient impuissants.

Deux ans auparavant, lors de la fondation de la Commission de coopération intellectuelle à Varsovie, on espérait voir surgir de cet organisme des directives capables de galvaniser la vaste association et de lui tracer son rôle dans le mouvement mondial de la pensée. Or, l'œuvre de cette commission, malgré toute la bonne volonté de ses membres, parfois illustres, avait été une déception. Elle s'était bornée à quelques enquêtes et à un travail de documentation. Ce n'était certainement pas là l'idée des initiateurs ; mais il faut bien remarquer que la tâche de fournir un idéal à une association aussi

ample, dépassait les facultés d'un organisme particulier. La confiance manifestée dans la vertu d'un programme proprement catholique était assurément justifiée, mais elle ne supprimait pas la difficulté pratique de l'application aux conditions matérielles et morales très complexes de l'heure présente. Les discussions sur ce point se conclurent par la décision de confier à la Fédération française des Étudiants catholiques la présidence de la Commission. Sa tâche était d'ailleurs réduite à un échange de listes de livres, selon la proposition du P. Martindale, et à la préparation des thèmes du dixième congrès, d'entente avec le président de *Pax Romana*.

Cette résolution, ainsi qu'un certain nombre d'autres, fut d'ailleurs prise après le congrès, par le Comité directeur siégeant en Espagne. La ratification fut obtenue par voie de circulaire aux fédérations. Les résolutions prises dans le Congrès même furent peu nombreuses. On y trouve cependant une décision ayant trait aux rapports avec le Saint-Siège. Mgr Besson, président d'honneur de *Pax Romana*, est prié de faire des démarches au Vatican pour obtenir des directives de nature morale et idéale pour le secrétariat. Cette décision part de la même préoccupation que la transformation de la Commission de coopération intellectuelle.

La composition du secrétariat lui-même est à nouveau modifiée. Au lieu d'un secrétaire-adjoint, il possédera désormais un secrétaire technique qui sera membre du comité-directeur avec voix consultative. Il est nommé par le Comité directeur, mais responsable devant l'assemblée générale, à laquelle il présente un rapport séparé.

Quelques mois après, M. Rudi Salat, de Munich, membre du *Hochland*, succédait à M. Pochon comme secrétaire administratif.

Le secrétaire général, à la suite de cette modification, put se consacrer plus exclusivement aux tâches

spirituelles et morales qui lui incombent, tandis que l'organisation elle-même revenait à des membres plus proches de leur qualité d'étudiant.

Une proposition, présentée par la Pologne et l'Espagne, de transférer le secrétariat en Hollande, fut rejetée à une très grande majorité.

Les critiques qui s'étaient élevées avaient trait aussi au ralentissement des œuvres annexes. C'est pourquoi on approuva la création de commissions spéciales pour les échanges d'étudiants et les voyages internationaux. L'édition d'un *Vade-mecum* destiné à renseigner sur les universités des différents pays, fut encouragée à Séville et réalisée peu après.

Le président de la Commission des Missions, M. l'abbé Etienne Rossel, présenta à Séville un compte-rendu imprimé sur l'activité de cette commission et les réalisations de ces derniers mois. Après une discussion toute empreinte d'un bel esprit d'apostolat, le congrès décida de la transformer en un secrétariat permanent, dont le siège serait Fribourg et qui travaillerait en contact avec le secrétariat général.

Le programme d'information et de propagande de ce secrétariat fut pleinement réalisé. Il s'efforça de toutes les manières de promouvoir l'idée missionnaire chez les étudiants, spécialement dans les pays où ce mouvement n'était qu'embryonnaire. Comme centre d'information, le secrétariat missionnaire agit par un bulletin d'abord séparé, puis annexé aux *Folia periodica*, et par des circulaires aux étudiants. Au point de vue de la propagande, il obtint la création de plusieurs cercles nouveaux. Suivant la pensée de l'abbé Charrière, représentant épiscopal auprès du secrétariat, celui-ci établit des relations plus étroites avec les étudiants des pays de mission, en collaboration avec les œuvres qui s'en occupent déjà, œuvre de la Jeunesse chinoise en Belgique et en France, œuvre de Saint-Justin à Fribourg,

organisations similaires à Aix-la-Chapelle et en Hollande.

Le secrétariat des Missions s'occupa également de l'activité missionnaire chez les élèves de l'enseignement secondaire. C'est là une branche importante du point de vue du recrutement. Outre l'Amérique, où la Croisade missionnaire jouissait d'un merveilleux développement, il faut citer l'Allemagne, où la *Kreuzzug* avait pris un très grand essor, la France, où se fonda, en 1930, la Ligue missionnaire des Ecoles, la Suisse, la Pologne et la Hollande.

Dix ans après.

Le dixième congrès de *Pax Romana* se tint à Munich, du 27 août au 3 septembre 1930, sous la présidence du D^r Martin Luble. Il marque la fin de la période d'organisation de *Pax Romana* et une forte reprise d'activité dans ces nouveaux cadres. Jusqu'alors, le secrétariat avait été chargé d'une manière générale de prendre en mains une foule de tâches, sans disposer du personnel nécessaire, étroitement limité d'autre part en raison de l'insuffisance des ressources financières. A Munich, on en est arrivé à fixer d'une manière durable les rouages essentiels. Outre le secrétaire administratif et le trésorier, il existe un certain nombre de commissions qui présentent leurs rapports séparés et qui poursuivent l'exécution de leur programme avec un sens louable des responsabilités. Ce sont les commissions de coopération intellectuelle, des relations internationales, des missions, des étudiantes, des échanges de voyages et des finances. Ainsi les tâches essentielles envisagées au début ont été menées à bien.

Du point de vue idéal, *Pax Romana* a également joué le rôle qu'ambitionnaient ses fondateurs. Chacun de ses congrès est l'occasion de vastes échanges de vues et de travaux importants sur les questions du jour. Les étudiants entendent les orateurs les plus illustres de la catholicité et de nombreux hommes politiques instruits des relations de l'Eglise et de l'Etat. Si *Pax Romana*

ne peut prétendre pleinement à créer des courants d'opinion, son influence dans le mouvement général de la pensée n'est nullement négligeable. Ses publications ont une belle tenue et une assez grande diffusion. De plus, les contacts personnels incessants entre les différentes associations nationales facilitent une compréhension meilleure entre ressortissants de pays divisés et démontrent de manière concrète la vivacité de la pensée catholique.

Dans son discours d'introduction, le Dr Luible, de Munich, fit une esquisse des premières années de *Pax Romana* et montra l'évolution logique de ses réalisations.

Lors de l'Office pontifical célébré à la cathédrale, S.E. le cardinal Faulhaber, archevêque de Munich, prit pour thème *Vox temporis, vox Dei*, non pas dans le sens d'une nouvelle révélation dépendante des temps et des lieux, mais afin de démontrer que les catholiques doivent être au niveau des nécessités des temps. La crise qui se développait à ce moment, les menaces contre la paix générale, donnaient une brûlante actualité à ces paroles.

À la séance d'ouverture, dans la salle de fête de la maison des Etudiants, on remarquait la présence de S.E. Mgr Vasallo di Torregrossa, nonce apostolique, de S.A.R. la princesse Louise-Ferdinand, infante d'Espagne, de la princesse Pilar, sa fille, du Dr Stang, président du Landtag, des représentants de la municipalité, de Mgr Preyssing, du professeur von Hildebrand, délégué de la Fédération des intellectuels catholiques, du R.P. Noppel, S.J. qui parla au nom de la *Caritas Catholica*, et de M. Leimen, de Berlin, représentant des fédérations d'étudiants allemands affiliés à *Pax Romana*.

Le Comité directeur avait décidé que les conférences générales du Congrès de Munich auraient pour but de faire connaître aux étudiants étrangers la situation du catholicisme en Allemagne. Le Dr Stéffes, professeur à

Munster, exposa que, au point de vue spirituel également, les caractères de la race nordique avait imprimé une tendance mystique et métaphysique à la religion, qui restait cependant chez les catholiques pleinement d'accord avec l'autorité romaine. Mais du point de vue extérieur, le catholicisme allemand, en minorité, devait rester sur la défensive et borner son action au domaine moral.

Les RR. PP. Kronseder S.J. et Lang, montrèrent l'étudiant catholique aux prises avec les problèmes d'ordre spirituel et pratique qui se posent dans le sein de l'Université allemande. Le sentiment politique de la défaite pèse sur eux et le besoin d'une délivrance peut les induire dans la tentation de suivre des courants néfastes. Une aide extérieure comme celle de *Pax Romana* est donc la bienvenue.

Au sujet du travail administratif, le chroniqueur s'exprime ainsi dans le Bulletin de novembre 1930: « La réorganisation du secrétariat, envisagée à Séville et décidée à la session du Comité directeur de janvier, est pour beaucoup dans le renouveau dont on ressent aujourd'hui les effets bienfaisants. Depuis sa nomination, notre nouveau secrétaire administratif, M. Salat, vous à son œuvre tout son temps et le meilleur de lui-même. Ses efforts ont été heureusement récompensés. »

Au sujet des relations extérieures, poursuit le même rapporteur, « *Pax Romana* a entretenu des relations suivies avec les organisations internationales similaires et s'est fait représenter à plusieurs grandes manifestations du monde catholique. Aux fêtes du millénaire de St-Emeric, M. l'abbé Gremaud a eu l'occasion d'exposer les buts et les activités de notre œuvre. Notre secrétariat a également pris part à la conférence des présidents des organisations internationales catholiques, à Fribourg-en-Brisgau. *Pax Romana* a participé, comme les années précédentes, d'une manière active, aux

travaux de la Conférence des représentants des organisations internationales d'étudiants. Elle s'est fait représenter au congrès de l'*Aucam*, à Louvain, de l'Entr'aide universitaire, à Oxford, de la C.I.E., à Bruxelles, ainsi qu'au Congrès académique international des Missions, à Zagreb. Notons en passant que l'Entr'aide universitaire et la C.I.E. se sont fait, de leur côté, représenter officiellement, à Munich.»

Le premier congrès de l'*Aucam*, (*Academica Unio Catholica Adjuvans Missiones*) avait eu lieu, du 12 au 14 avril 1930, à Louvain. C'était une union académique belge en faveur des missions, mais ses promoteurs cherchaient à la propager de plus en plus dans d'autres pays. Elle se classait, peu à peu, parmi les organisations internationales et *Pax Romana* lui vouait une attention spéciale. De nombreux délégués étaient venus de Pologne, de France, d'Espagne, de Hongrie, de Suisse, de Hollande et d'Autriche. Le congrès fut remarquable par la hauteur des idées émises, mais il resta trop peu de temps pour discuter des questions d'organisation. On ne craignit pas d'aborder la question du nationalisme et de la race. Par ailleurs, les délégués d'outre Rhin ont été reçus avec une chaude sympathie. *Pax Romana* avait délégué à Louvain le chanoine Charrière, MM. Roger Pochon et Salat. Mgr Besson avait ouvert la session par un discours remarquable.

Parmi les organisations internationales qui se font représenter à la Conférence annuelle tenue sous les auspices de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations, il faut mentionner encore l'Union mondiale des étudiants juifs. Elle fut fondée à Anvers, le 6 mai 1924, par les délégués de seize pays. L'Union mondiale des étudiants juifs se préoccupe, au moyen du self-help et d'institutions d'assistance, de venir en aide aux étudiants coreligionnaires qui souffrent du *Numerus clausus* et d'autres mesures politiques prises

dans divers pays. Elle crée des centres intellectuels israélites, avec cours, conférences, bibliothèques et séminaires. Elle participe activement à l'Entr'aide universitaire internationale.

En dehors des congrès, les questions sont traitées par un comité exécutif de huit membres et un Praesidium de onze membres. Le siège du secrétariat est à Vienne, avec une succursale à Londres. Au début de 1927, l'Union groupait 11.000 membres et 18 pays.

En mars et avril 1925, elle organisa un voyage en Palestine, permettant à 150 étudiants d'assister à l'inauguration de la première université hébraïque à Jérusalem. La fédération juive a fondé un conseil supérieur d'autorités mondiales en matière d'art, de science et de littérature, présidé par M. Albert Einstein. En 1926, une souscription a permis d'ouvrir, au Mont des Oliviers, un hôtel universitaire qui accueille les étudiants sans distinction de confession.

Selon M. Roger Pochon, qui allait être élu, au Congrès de Munich, président du Comité directeur, l'Union mondiale des étudiants juifs contribuait, dans une certaine mesure, à l'épanouissement d'un esprit international prudent et sage. (Les Associations internationales d'étudiants, p. 112)

Comme point de comparaison avec *Pax Romana*, au regard du développement, notons que la C.I.E. embrassait, en 1928, 22 associations nationales et cinq groupements correspondants, groupant 3.113 unions locales et 300.000 membres, dont les jeunes filles formaient le tiers. Il est vrai que dans cinq pays les élèves des écoles secondaires y ont la majorité. Les cinq groupements correspondants sont ceux de la Jamaïque, de Bulgarie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et la Fédération sud-américaine qui a comme champ d'action les 39 centres universitaires des dix républiques de l'Amérique latine.

Il y avait donc là de quoi piquer d'émulation les membres de *Pax Romana*.

La réunion des conseillers spirituels fut une innovation du congrès de Munich. Reprenant un projet étudié précédemment, M. Gremaud, comme assistant ecclésiastique, convoqua les aumôniers en une réunion spéciale. En vue d'une coordination et d'une régularisation de leur action, ils proposèrent que chaque congrès de *Pax Romana* comprît une pareille conférence. Placée sous la présidence du représentant de Mgr Besson, elle devait trancher en dernier ressort des questions d'ordre religieux. L'assemblée prit acte de ces résolutions, qui marquent un nouveau pas dans le rapprochement vers l'Eglise que nous avons signalé précédemment.

Le congrès de Munich redonna vie aussi à une proposition émise pour la première fois dans notre *Histoire du mouvement des étudiants catholiques* (p. 78) et reprise par M. Pochon. (Les associations internationales, p. 162). Il fut décidé de constituer une association des Amis de *Pax Romana*, soit au sein des fédérations nationales, soit dans le monde catholique en général, afin d'augmenter son rayonnement aux points de vue moral et matériel.

La Commission des étudiantes avait entendu une conférence de l'abbé Moura, de Bordeaux. La présidente, M^{lle} Friedrich (Hongrie) ayant donné sa démission, il fut décidé de transformer la Commission en un secrétariat permanent, qui serait dirigé à Fribourg par M^{lle} Madeleine Comte.

Enfin, le congrès de Munich proclama membre d'honneur : S.A.R. la princesse Ludwig-Ferdinand, infante d'Espagne ; le R.P. Martindale, S.J. à Londres ; M. Fritz Beck, directeur de la Maison des Etudiants de Munich ; M. O. de Halecki, professeur à l'Université de Varsovie, président de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations.

L'année qui suivit fut marquée par la reprise des semaines de *Pax Romana*. Ces journées complétaient heureusement l'œuvre des congrès annuels, en permettant à un petit nombre d'esprits sélectionnés de pousser plus à fond l'étude des problèmes du jour. Il devait y avoir deux semaines parallèles, l'une à l'orient en Silésie, l'autre à Grenoble. Cette dernière seule eut lieu, du 7 au 10 avril 1931, en présence du secrétaire général. Des étudiantes de France, d'Allemagne, de Pologne et de Suisse s'y rencontrèrent. Quatre conférences y furent données, concernant les rapports entre l'étudiante d'une part, la famille, la profession et l'université d'autre part. Le contact entre Françaises et Allemandes fut spécialement fructueux et la différence des points de vue dans quelques questions théoriques utilement mise en lumière.

Le Comité directeur envisagea la création des cercles ou foyers comme un des meilleurs moyens de propagande. Il regretta d'autre part que plusieurs associations catholiques d'étudiants restassent encore à l'écart de *Pax Romana*.

* *

Le Congrès jubilaire de Fribourg se tint du 20 au 26 juillet 1931. Il roula sur le thème « L'Université et l'étudiant catholique ». On y entendit des conférences de P. de Munnynck, professeur à l'Université de Fribourg ; de M. de Halecki, doyen de la faculté des Lettres de l'Université de Varsovie, et du Dr von Hildebrand, professeur à l'Université de Munich.

Une plaquette avait été éditée, qui rappelait les fastes de ces dix années. On y trouvait des articles d'introduction de S.E. Mgr Besson et de M. Ernest Perrier, vice-président du Conseil d'Etat fribourgeois. M. Perrier devait, l'année suivante, prendre la résolution inattendue d'interrompre une brillante carrière et de

se retirer au couvent des bénédictins de la Pierre-qui-Vire. Son article constitue pour *Pax Romana* une sorte de testament. Nous nous plaisons à reproduire le passage qui traite du caractère international de l'Université de Fribourg en tant que facteur propice à *Pax Romana* elle-même.

«Ce caractère international qu'elle reçut à sa naissance, l'Université de Fribourg l'a conservé fidèlement au cours de son développement. Outre ses professeurs suisses, elle a toujours compté des maîtres nombreux appartenant aux grandes cultures de notre monde moderne : culture germanique et culture latine tout d'abord, mais aussi culture anglo-saxonne et culture slave. L'enseignement y est donné en français, en allemand, en anglais, en italien et en latin. L'Allemagne, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Angleterre, la Belgique, la Pologne, la Hollande, l'Espagne, le Luxembourg comptent des représentants dans son corps enseignant et l'on trouve d'anciens professeurs de Fribourg dans les plus importantes universités allemandes, autrichiennes et italiennes, dans les grandes écoles de France et jusqu'à l'Académie française. Ses anciens étudiants occupent, dans l'Ancien et le Nouveau Monde, des fonctions ecclésiastiques et civiles importantes. L'Université a donné à la Suisse des présidents de la Confédération, à divers pays des ministres, à l'Autriche, un chancelier, et le président de la République polonaise actuellement en fonctions a appartenu à son corps professoral.»

Dans l'article qu'il consacrait en langue allemande au fondement et aux tâches de *Pax Romana*, le secrétaire administratif, M. Rudi Salat, développait l'idée que l'Université moderne en général omettait une tâche essentielle de la formation humaine, en s'attachant uniquement au côté technique et fortement spécialisé de l'instruction, sans prendre garde à ce qui peut développer la personnalité et fixer l'attitude de l'individu

en face de ses destinées. Cette lacune dans le domaine de la foi, l'organisation d'étudiants catholiques est là pour la combler et elle remplit de ce chef un rôle non seulement utile, mais nécessaire.

Le secrétaire administratif regrettait ensuite, comme l'avait fait le Comité directeur, que diverses organisations se tinssent à l'écart de la Confédération internationale *Pax Romana*.

Mgr Besson, avait, le matin du 21 juillet, célébré l'office pontifical à la cathédrale et prononcé une allocution : «Restez fidèles, dit-il, à l'esprit de Jésus-Christ et la paix du Christ remplira vos cœurs.»

«Tout a été empreint, poursuit le rapporteur, M. Romain Pittet, de la charité du Christ, et *Pax Romana* n'a jamais donné l'impression, au cours de ces journées, que des divisions puissent exister dans son sein. Une seule séance a risqué d'être houleuse : celle de la Commission des finances... Heureusement, M. l'abbé Gremaud parla fermement et fut vigoureusement soutenu par M. le directeur Beck, de Munich, ainsi que par plusieurs aumôniers français. La séance se termina par de beaux gestes de générosité très pratique et son principal résultat fut d'amener les fédérations jusqu'ici un peu tièdes à prendre tous les moyens possibles pour soutenir *Pax Romana*. Toutefois, cette discussion a permis de constater que, dans certains milieux, on n'est pas encore suffisamment pénétré de l'esprit de *Pax Romana* ; on est encore trop individualiste et le manque de solidarité se fait sentir de temps en temps.» (Folia periodica. Mars 1932. p. 7-8.)

Parmi les résolutions et les vœux ressortant du travail des commissions, on remarque une recommandation en faveur de la fréquentation des universités catholiques, une autre appuyant la lutte contre les idéologies du nationalisme et du communisme, une troisième préconisant le latin comme langue internationale.

Le travail en faveur de l'Union des Eglises d'orient et d'occident est poursuivi au sein de la Commission *Pro reditu in Ecclesiae unitatem*. Enfin, l'assemblée générale sanctionne l'admission de l'*Obnova*, association catholique des étudiants ukrainiens en Pologne.

M. Roger Pochon avait dirigé avec habileté et discrétion les délibérations; le congrès de Fribourg marquait, au point de vue politique, une sorte de transition, en ce sens que les peuples oubliaient la guerre passée pour commencer à redouter celle qu'ils sentaient venir. «Travailler à la paix, en pleine conformité avec les enseignements de l'Eglise, écrivait M. Romain Pittet, tel est le but de *Pax Romana*. Le congrès de Fribourg marque une étape importante dans la réalisation de cet idéal.» (*Folia periodica*, mars 1932, p. 9).

A l'écoute de la guerre qui s'approche.

Aux mois d'août et septembre, les deux secrétaires de *Pax Romana*, l'abbé Gremaud et M. Rudi Salat, auxquels s'étaient joints le D^r O. Neill, de Manchester (Angleterre) et l'abbé Rossel, se rendirent en Amérique, où ils donnèrent plusieurs conférences et obtinrent de réconfortants résultats, entre autres, la fondation d'une fédération des étudiants catholiques de langue française au Canada.

A l'opposite, vers l'orient, *Pax Romana* s'étendait par l'accession à son organisation de l'association nouvellement née des étudiants catholiques de Bulgarie. En Suisse, on assistait à la création d'une association nationale des étudiantes catholiques. A Capetown, dans le sud de l'Afrique, à Mangalore, aux Indes anglaises, d'autres associations voyaient le jour, qui venaient augmenter son champ d'influence. La fondation de la Fédération des étudiants catholiques d'Uruguay et son agrégation à la Confédération internationale fut saluée avec une joie particulière, car c'était le premier pas fait dans cette partie du monde.

Lors de leur voyage en Amérique, à l'occasion du 10^{me} congrès de l'Entr'aide universitaire à *Mount-Holyoke*, les secrétaires de *Pax Romana* étaient entrés en contact avec la «Fédération of College catholic Clubs», organisation qui englobe les *Newman-Clubs* résidant dans les institutions d'enseignement non catholiques; ils avaient

conféré également avec les représentants des *Sodality-Movement*, ensemble très répandu des congrégations mariales, et avec la puissante « Catholic Student's Mission Crusade », sans parler de la « National Catholic Alumni Federation », dont il a été question précédemment. Toutes ces organisations catholiques, ainsi que les directeurs des instituts catholiques, ont donné leur adhésion à un comité de liaison, présidé par le directeur du département de l'enseignement de l'organisation centrale des catholiques de l'Amérique du Nord. Ce comité avait pour tâche de faciliter l'accession à *Pax Romana* des associations particulières, toujours délicate en raison des conditions très différentes de la vie universitaire américaine.

Du 12 au 22 décembre 1931, se tint à Mexico, sur l'initiative de l'Association nationale catholique des étudiants un congrès auquel prirent part des délégués de la plupart des pays ibéro-américains. Un secrétariat permanent fut mis sur pied et une organisation en forme devait intervenir au congrès projeté à Lima, au Pérou, pour 1933. Des relations s'établirent entre *Pax Romana* et le secrétariat mexicain.

En Allemagne, restaient en dehors de *Pax Romana* le « Cartell Verband », le « Ring katholischer deutscher Burschenschaften » et l'« Althererbund Neudeutschland ». Le secrétariat fit de persévérants efforts pour les attirer à lui.

En Roumanie, le 22 novembre 1931, s'est constituée à Oradea Mare, la Fédération des associations des étudiants catholiques de Roumanie, dont le titre, en langue nationale, est : « Federala Asociatilor Nationale a Studentilor Români Uniti », et en abrégiation : « Federala A.St.R.U. ». Son siège national était à Cluj, en Roumanie.

La Federala A.St.R.U. est composée d'associations universitaires locales des villes universitaires suivantes : Bucarest, Cluj, Oradea Mare, Timisoara.

En date du 1er mars 1932, la Federala Astru demanda son affiliation à *Pax Romana*, qui fut prononcée durant le 13^{me} congrès de *Pax Romana* à Lourdes en 1932.

Il y a en Roumanie deux hiérarchies catholiques : une pour les catholiques du rite latin (surtout pour la minorité hongroise), l'autre pour les catholiques du rite gréco-catholique, ou plus exactement roumain-uni. *Pax Romana* avait déjà une fédération du rite latin, pour les étudiants de la minorité hongroise en Transylvanie. L'affiliation de la Federala Astru assura à *Pax Romana* la collaboration très importante des universitaires catholiques du rite roumain-uni, qui dépendent de l'épiscopat de l'Eglise unie de Roumanie, à la tête de laquelle se trouve Son Excellence l'Archevêque métropolitain d'Alba Julia et Fagaras.

A l'occasion d'un congrès international d'étudiants catholiques tenu à Bruxelles en avril 1932, *Pax Romana* entra en contact avec deux organisations nouvellement fondées : la Jeunesse universitaire catholique belge, et l'Union des associations d'étudiants catholiques de Varsovie. Le représentant de la nouvelle association belge fut le premier de langue flamande à se faire entendre dans une semaine de *Pax Romana*, à Luxembourg, au cours de la même année. On assista là à une opposition assez marquée des points de vue français et allemand au sujet du nationalisme.

Le secrétariat aurait désiré établir également des relations avec la Grèce, la Syrie et les étudiants russes émigrés.

La question se posait de la participation des étudiants en théologie aux travaux de *Pax Romana* ; le secrétariat estimait que leur collaboration serait précieuse dans le domaine international, en vue de la conservation de la paix. A défaut de la constitution de sociétés d'étudiants dans les séminaires, contraire aux coutumes et aux directives admises, le secrétariat tendait à obtenir la

collaboration des étudiants en théologie aux congrès et aux semaines de *Pax Romana*.

L'assemblée de Fribourg n'avait pas désigné de président ni de siège pour le prochain congrès. Le D^r Godard fut élu par circulaire et Bordeaux accepté comme siège du 12^{me} congrès.

Cependant, deux manifestations de caractères divers précédèrent et préparèrent l'assemblée de Bordeaux. Ce furent le congrès international de presse de la jeunesse universitaire catholique tenu du 4 au 6 mars à Lille, et le 8^{me} congrès international universitaire en faveur des missions, qui se déroula à Fribourg du 31 juillet au 3 août 1932.

Le premier eut pour siège l'École de journalisme des Facultés catholiques de Lille et fut placé sous le patronage du cardinal Liénart. Trois jours durant, les délégués d'une douzaine de pays discutèrent en commun de leurs expériences et étudièrent les moyens pratiques d'améliorer leurs publications. La quasi totalité des fédérations catholiques d'étudiants possèdent leur tribune, bulletin ou revue, parfois un journal supplémentaire. La revue trilingue de la Société des Etudiants Suisses en est la doyenne. L'organe de l'Unitas-Verband d'Allemagne paraissait de son côté depuis 71 ans. Le tirage record est atteint par les 18.500 exemplaires des *Akademische Monatsblätter* du Kartell-Verband.

D'autres revues ne sont que partiellement entre les mains des étudiants et atteignent des tirages supérieurs. Ce sont par exemple des revues missionnaires, comme *The Shield*, organe de la puissante « Catholic Students Mission Crusade » américaine. Au total on signalait l'existence de 85 revues, 18 journaux et 8 annuaires qui, pour la plupart, s'étalaient dans les locaux de l'exposition organisée à Lille.

Quatre commissions se répartirent les divers points du programme : la première, présidée par M. Verschave,

directeur de l'École de journalisme, évoqua les questions techniques ; la deuxième, présidée par M. Allært, vice-recteur de l'Université de Lille, s'attacha au domaine idéal ; le R.P. Delos dirigea les discussions de la commission de collaboration ; la quatrième commission, sous la direction de Mgr de la Serre, prorecteur de l'Institut catholique de Paris, eut pour tâche la rédaction des résolutions et des vœux précédentes. Il y a lieu de souligner notamment la création, à Lille, d'un secrétariat international permanent de presse qui devait rentrer dans le cadre de *Pax Romana* et de sa Commission de coopération intellectuelle. La chose fut en effet sanctionnée au congrès de Bordeaux. Les *Folia periodica* allaient devenir l'organe de ce secrétariat qui devait éditer en outre, en collaboration avec le Bureau international des journalistes catholiques, un annuaire de la presse catholique universitaire.

De grandes réunions publiques, tenues l'après-midi, illustrèrent ce congrès. La première, présidée par Mgr Emile Beaupin, président de la Commission de coopération intellectuelle de *Pax Romana*, dans la salle des Actes de l'Université, fut marquée par deux conférences : l'une de M. René Salve, de Lille, sur « Les jeunes et la presse », l'autre de M. Roger Pochon, vice-président de *Pax Romana*, sur « l'état de la presse universitaire catholique dans le monde ».

La séance de clôture du 5 mars fut rehaussée par un discours éloquent du R.P. Donœur.

Le secrétariat missionnaire de *Pax Romana* avait eu également une large part à la préparation du huitième congrès international universitaire en faveur des Missions. Du samedi, 30 juillet, au mercredi, 3 août, les délégués réunis à Fribourg entendirent un grand nombre de conférences et présentèrent des rapports sur l'activité de leurs organisations. Mgr Besson prononça une allocution à l'office pontifical d'ouverture, à la cathédrale

de St-Nicolas. Voici les noms des conférenciers les plus remarquables: Mgr Ivanios, archevêque de Béthanie, Mgr Arthaud (France), le R.P. Allo, de l'Université de Fribourg, le professeur Steffes (Allemagne), le professeur Kowalski (Pologne), le professeur Aughauer (Allemagne), Léopold Levaux (Belgique), le R.P. Thaurén (Autriche), Mgr Beaupin, le R.P. Tragella (Italie) et l'abbé Boland (Belgique).

Un cours de missiologie, donné le jeudi, 4 août, sous les auspices de l'Institut de missiologie de Munster, annonçait en outre comme conférenciers MM, Bierbaum (Allemagne), Freitag, O.S.B. Georges Goyau, Kilger, O.S.B. Schlæppi, O.C. et Schmidlin, (Allemagne).

* *

Le congrès de Bordeaux, du 8 au 14 août 1932, réunit 250 étudiants et étudiantes, représentant 18 nations. La plus franche cordialité ne cessa d'y régner. Le programme comportait une séance solennelle d'ouverture, trois grandes conférences, une soirée d'art étudiantin, les réunions des commissions, une excursion et le pèlerinage à Lourdes. Le thème général des conférences, «L'ordre international et social», montre bien le centre des préoccupations du moment et les grands efforts accomplis par les intellectuels pour résoudre la crise belliqueuse menaçante. Le D^r Steffes, de Munster, le P. Martindale, de Cambridge (dont le *texte fut lu par le professeur Bullough*) et M. Max Legendre, président de la Fédération française, démontrèrent une belle unité de vues sur ces questions qui divisaient les politiciens. Il est symptomatique toutefois qu'aucune discussion ne suivit ces trois exposés.

La séance solennelle d'ouverture avait été présidée par le cardinal Andrieu. Le banquet à Saint-Emilion, le mercredi, 10 août, fut présidé par l'abbé Bergey, ancien député de la Gironde, qui parla de ses souvenirs

de voyage à travers l'Europe et conclut que la vraie fraternité, que l'Eglise peut, seule réaliser, doit aboutir surtout au désarmement des esprits et des cœurs.

Parmi les résolutions prises dans les commissions, citons celle qui concerne, à titre d'essai, l'étude de problèmes professionnels sur le plan international. M. le D^r Palmieri est chargé d'une première expérience dans le domaine médical.

Le même D^r Palmieri s'occupa de grouper les anciens et les amis de *Pax Romana*, d'accord avec les fédérations, selon un vœu plusieurs fois exprimé.

Mgr de la Serre, vice-recteur de l'Institut catholique de Paris, est nommé membre d'honneur de *Pax Romana*.

En revanche, à la suite de la démission de Mgr Beaupin, président, la Commission de coopération intellectuelle des étudiants catholiques voit ses tâches confiées directement au secrétariat général. Le D^r Palmieri représentera *Pax Romana* auprès de l'Institut international de coopération intellectuelle.

Les offices et séances de clôture de Lourdes se déroulèrent sous la présidence de Mgr Gerlier, évêque du lieu.

* *

Le XIII^{me} congrès de *Pax Romana* eut lieu à Luxembourg, du 5 au 11 août 1933. Consacré à l'étude de l'action sociale des étudiants catholiques, il fut placé sous le patronage spirituel de Frédéric Ozanam, fondateur des conférences de Saint-Vincent-de-Paul.

Cependant les événements marchaient. Le rapport du secrétaire administratif, intitulé «*Le vrai visage de Pax Romana*», dans le numéro de juillet 1933 des *Folia*, laisse entrevoir la rapide évolution que subissaient les esprits. Après avoir tracé un aperçu des douze années d'existence du secrétariat, le rapporteur continuait: «Tirant les conclusions qui s'imposaient après les tristes

expériences des années d'avant-guerre et de guerre, la génération d'après-guerre voulut réorganiser le monde par en haut, par la collaboration des peuples, par des conférences et des congrès internationaux, unissant toujours plus étroitement tous les hommes et leurs différentes communautés. Il nous est difficile aujourd'hui d'apprécier à sa juste valeur cette tentative, pourtant sincère, de réorganiser l'Occident, car à l'heure actuelle nous assistons incontestablement à son effondrement et nous souffrons amèrement de son échec.» p. 34-35).

Et plus loin : «Il ne fait pas de doute que tout ce mouvement international se consuma finalement en des manifestations extérieures plus ou moins secondaires, en congrès, voyages d'études, enquêtes et réunions internationales, pour n'en mentionner que les principales. Tous ces moyens sont très précieux pour apprendre à se connaître mutuellement, pour s'expliquer ouvertement au sujet des difficultés du moment, mais ce ne sont pas là des pierres pouvant servir à la construction de l'édifice de la paix.» (p. 38)

C'était le glas de la S. D. N. et *Pax Romana* perdait certainement là un appui précieux.

Le secrétariat examinait la possibilité de concilier son idéal avec d'autres idéologies : «L'attitude patriotique de nos fédérations nationales, écrivait-il, eut justement le grand avantage de nous préserver des expériences internationalistes, ce qui nous permet de nous enrôler aujourd'hui avec une bien plus grande liberté de conscience dans le nouveau fait de reconstruction qui - après l'effondrement de la période d'après-guerre à tendances plutôt internationales - essaie résolument de réorganiser la société en se basant sur l'élément national» (p. 40).

Cependant le souci de garder intacte la pensée catholique demeurait vivace : «Il ne s'agit plus seulement, cette fois-ci, de l'obligation qui nous incombe

d'incorporer la doctrine chrétienne dans cette œuvre de reconstruction, dans l'intérêt de notre patrie, de la communauté des peuples et de l'Eglise ; cette tentative de réorganiser la société par en bas, en partant de la famille et de la nation, est encore essentiellement plus proche de notre mentalité catholique que la tentative précédente (réorganisation par le haut) qui constituait plutôt une réaction momentanée contre la guerre.» (p. 40)

Au point de vue strict de *Pax Romana*, le secrétariat estimait qu'un changement d'orientation était nécessaire ; qu'on avait quelque peu exagéré les besoins de coopération internationale. *Pax Romana* ne devait pas être une fédération internationale au sens propre du mot, mais un simple centre au service des fédérations nationales. Il préconisait la formule de *l'action catholique universitaire* au service des fédérations.

Le nouveau président, M. Lambert Schaus, partageait ce point de vue.

Quatre semaines d'études avaient été prévues à Bordeaux : Cracovie, Namur, Heiligkreuz et Soleure. Les deux premières ne purent avoir lieu. Les deux autres n'obtinrent pas un succès complet, du fait que les personnalités dirigeantes des fédérations n'y apparurent pas. Le secrétariat renonça donc à en convoquer de nouvelles pour le moment. La Hongrie devait cependant en mettre sur pied une pendant l'année scolaire 1933-34, et les autres fédérations étaient invitées à en assumer pareillement l'organisation, en y invitant éventuellement des étrangers. Le secrétariat envisageait par contre l'organisation de week-end internationaux dans diverses villes d'Europe.

A Soleure, on avait cependant étudié avec fruit «La nature et la mission de l'Etat» ; à Heiligkreuz, en Autriche, «L'idée fondamentale et les formes de la coopération internationale».

Le secrétariat enregistré également avec tristesse l'échec des initiatives prises dans le cadre de la coopération intellectuelle et dans celui des échanges d'étudiants.

Cependant quelques cercles s'étaient fondés, notamment à Paris, pour les étudiants en médecine, et, à Louvain, où M. Bastin créa un «Salon international».

Le secrétaire général assista à la Semaine des étudiantes catholiques de Würzbourg, organisée à Pâques par M^{lle} Spiegel, déléguée allemande, et qui traita le problème de l'action sociale. Le secrétariat féminin fut dirigé à partir de Noël 1932 par M^{lle} Marie-Mathilde Bühler, succédant à M^{lle} Comte, qui allait devenir M^{me} Lanore-Comte.

Malgré les difficultés des temps et les perturbations qui s'annonçaient, le congrès de Luxembourg réunit 350 étudiants de 20 nations différentes. Les préoccupations intellectuelles ayant diminué dans la jeunesse en général, l'étude des grands thèmes s'effaça partiellement devant la tâche des commissions spéciales. Cependant l'hommage à Ozanam, prononcé par Mgr de la Serre, revêtit l'aspect d'une grande leçon de charité réaliste. Tour à tour un juriste, un ingénieur et un médecin ont montré ce que le sens social exigeait dans chaque profession.

Si *Pax Romana* voyait s'éloigner les deux fédérations catholiques allemandes qui avaient été affiliées jusque-là, elle avait de reconfortants espoirs du côté de l'Amérique latine.

Les étudiants de cette partie du monde, auxquels s'étaient joints ceux de l'Amérique centrale et de l'Espagne, s'étaient rencontrés en décembre 1933 à Rome pour étudier les principes de l'action universitaire catholique et jeter les bases d'une grande fédération ibéro-américaine. *Pax Romana* y prit part en la personne de son secrétaire général, l'abbé Gremaud. Un accord fut conclu entre la Confédération ibéro-américaine des

étudiants catholiques (C.I.D.E.C.) et *Pax Romana*. Il spécifiait que les adhésions des unions nationales des pays ibéro-américains à *Pax Romana* étaient individuelles, mais se traitaient par la C.I.D.E.C. Aucune organisation ibéro-américaine, non membre de la C.I.D.E.C., ne devait être reçue dans la *Pax Romana*.

La C.I.D.E.C. devait avoir un membre au comité directeur, comme *Pax Romana* devait avoir un représentant à ses réunions générales.

Conformément à une décision prise à Luxembourg, des journées d'études sociales eurent lieu du 4 au 6 janvier, à Paris, à l'usage des étudiantes françaises et étrangères faisant leurs études à Paris. Mgr Chaptal, évêque des étrangers de Paris, y prononça l'allocution d'ouverture. On entendit ensuite le R. P. Dubois, aumônier du Cercle *Veritas*, où se tenaient les séances, l'abbé Moura, de Bordeaux, M^{lle} Virion, de Luxembourg, et M^{lle} Soye, du cercle *Veritas*.

Une autre réalisation du congrès de Luxembourg fut la création du secrétariat social, déjà envisagé précédemment par le comité directeur. Il devait faire fonction de centre de coordination des diverses organisations estudiantines telles que conférences de Saint-Vincent-de-Paul, équipes sociales etc. La documentation qu'il réunirait devait faciliter l'essor des étudiants et les stimuler dans tous les pays.

M. Bopp, de Fribourg-en-Brisgau, voulut bien en accepter la direction.

Le Secrétariat international de la Presse universitaire catholique (S.P.U.C.) avait créé, dès la fin de 1933, une Agence universitaire catholique internationale qui avait publié, vers le milieu de l'année 1935, 26 numéros avec plusieurs centaines de notes sur une quarantaine de pays. C'était là un des organismes spéciaux de *Pax Romana* qui était demeuré des plus actifs.

C'est à ce même congrès de Luxembourg que naquit

l'idée d'un pèlerinage universel des étudiants catholiques à Rome, à l'occasion de la clôture de l'Année Sainte. Des journées d'études devaient y figurer, qui tiendraient la place du congrès international.

Environ 900 étudiants, aumôniers et anciens membres de *Pax Romana* répondirent à l'appel du comité. Ils se trouvaient réunis le vendredi-saint dans le vestibule de Saint-Pierre. Au cours des journées d'études qui suivirent le pèlerinage, le thème de l'action catholique dans les universités fut traité par Mgr Pizzardo, secrétaire de la Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires; par Mgr Ruffini, secrétaire de la Congrégation des Séminaires et Universités; et par Mgr Sallotti, secrétaire de la Congrégation de la Propagande.

L'abbé Etienne Rossel, directeur du secrétariat missionnaire de *Pax Romana*, présenta un rapport auquel le cardinal Fumasoni-Biondi, préfet de la propagande, répondit par quelques directives encourageantes.

Le cardinal Bisleti, préfet de la Congrégation des Séminaires et Universités, présida la séance dans laquelle l'abbé Gremaud présenta son rapport, après quelques mots de salutation du président de *Pax Romana*, M. Lambert Schaus. Mgr Besson, président d'honneur de *Pax Romana*, termina ces journées de méditation et d'étude par quelques considérations sur la vie religieuse et morale de l'étudiant.

Une série de belles cérémonies fut couronnée par l'audience pontificale du mercredi 5 avril dans la cour des béatifications. Le pape, dans son allocution, parla longuement de la mission de *Pax Romana* et lui suggéra comme devise: «Semper magis, semper melius».

Au cours de la même année 1934, *Pax Romana* eut la douleur de perdre deux membres distingués et dévoués, le professeur Bullough, ancien président, membre du comité directeur, et le Dr Fritz Beck, un des organisateurs du congrès de Munich en 1930.

Au cours de l'année 1935, une initiative du comité directeur donna naissance au secrétariat juridique, qui venait s'ajouter au secrétariat médical dans l'ordre professionnel. La direction en fut confiée au Dr van Campen, de l'Association des étudiants catholiques de Nimègue.

Un autre succès du secrétariat fut la constitution définitive de l'*Association des Amis de Pax Romana*, qui obtint l'encouragement de plusieurs personnalités ecclésiastiques éminentes. Les adhésions n'étaient pas extrêmement nombreuses et il était fait appel aux fédérations pour les augmenter. La situation financière était peu brillante et le secrétariat était toujours gêné dans son action. On estimait à 15.000 fr. ses dépenses annuelles, chiffre bien inférieur à celui des autres fédérations internationales, qui poursuivaient leur existence et assistaient deux fois par an, avec *Pax Romana*, au Comité institué auprès de l'institut de Coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Ces fédérations internationales, avec lesquelles *Pax Romana* entretenait des rapports réguliers, étaient principalement la Confédération internationale des étudiants, l'Entr'aide universitaire et la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants. En 1934, la discussion générale au comité de coopération intellectuelle dirigé par M. de Halecki, porta sur les répercussions de la crise de l'idée internationale sur les activités des organisations d'étudiants. Le problème était évidemment brûlant pour toutes ces fédérations.

A l'intérieur de *Pax Romana*, un revirement s'était opéré à la vue des exagérations du nationalisme, mises en évidence par la parole du pontife romain: «Les échecs retentissants des dernières années, lisons-nous dans le rapport sur les années 1933-35, ne constituent pas une faillite de la collaboration internationale comme telle: ils prouvent plutôt que *les méthodes employées*

jusqu'à présent sont fausses ou insuffisantes. Les grandes activités internationales étaient restreintes aux domaines politique et économique; on a négligé, et très souvent repoussé, toute influence d'ordre moral, philosophique et religieux, si l'on ne tient pas compte d'une pseudo-religion humanitaire fort en vogue. Or, *avec des moyens purement économiques et politiques, un ordre nouveau ne peut être créé,* le bien commun ne peut être assuré, sur le plan international moins qu'ailleurs. Nous assistons donc, non pas à la faillite de la communauté internationale, mais à *un échec des moyens purement temporels,* ou plutôt « sécularistes », (*Folia*, août 1935, p. 4-5).

Cependant, selon l'affirmation que nous avons relevée dans le rapport de 1932-33, *Pax Romana* paraissait avoir abandonné la prétention à être considérée comme une Confédération internationale dans le plein sens du terme. La décision de Bologne en 1925 n'avait jamais été rétractée et restait inscrite dans les statuts. Mais, pratiquement, le nom de Confédération internationale n'apparaissait nulle part et cette idée avait été mise en veilleuse.

* * *

Le XIV^{me} congrès se déroula à Prague et Bratislava, du 31 août au 8 septembre 1935, sous la *présidence du Dr Rückl*. Il comportait deux tâches principales; une série de conférences d'ordre général, puis l'examen des activités spéciales du secrétariat.

Le thème général des conférences était: « L'homme nouveau dans les temps nouveaux ». Il fut traité par le R.P. Braito, d'Olomouc, le Dr Rudolf, aumônier des étudiants de Vienne, le R.P. Martindale S. J. dont le texte fut lu par le R.P. Burke, aumônier des étudiants de Dublin. Par la suite, M. Robert Garric (France) et l'abbé Gremaud, secrétaire général, indiquèrent

clairement les moyens de traduire ces principes dans la vie universitaire.

D'autre part, le Dr Hrusovsky parla du catholicisme en Tchécoslovaquie, et le Dr Tiso, ancien ministre, de « La presse au service de l'idée catholique ». Une exposition de la presse universitaire, au palais Clam-Gallas, remporta le plus vif succès.

La bienvenue avait été souhaitée aux congressistes par S.E. Mgr Kaspar, archevêque de Prague.

Les travaux des commissions et l'examen des activités spéciales eurent lieu à Bratislava, à partir du vendredi, 6 septembre.

Un nouveau secrétariat professionnel vint s'adjoindre aux autres, celui de la littérature comparée. La direction en est assumée par le Dr Marakovic, de Zagreb. Sept nouvelles fédérations d'Europe, d'Amérique et d'Asie furent reçues.

L'assemblée décide de substituer aux *Folia periodica*, paraissant quatre fois par an, un journal mensuel paraissant dix fois et comprenant des illustrations et des annonces. La rédaction en est confiée comme précédemment à M. Roger Pochon, sous la direction générale de l'abbé Gremaud.

* * *

Le XV^{me} congrès débuta à Salzbourg, le 28 juillet 1936 et se clôtura à Vienne le 5 août. Après les vœux de bienvenue du président, le Dr Weiter, on entendit de remarquables discours du président Miklas, chef du gouvernement de Vienne, et du chancelier Schuschnigg, qui parla du rôle de l'Autriche dans la Société des Nations. Le Dr Pernter, secrétaire d'Etat au ministère autrichien de l'Instruction publique, a donné une conférence sur « L'Autriche comme facteur politique et de culture catholique »; M. Richard Schmitz, bourgmestre de Vienne, traita de la corporation.

Le thème général des conférences était : « La mission des universitaires catholiques dans la culture contemporaine », spécialement dans le cinéma, la radio et la presse. A Klagenfurt, où fut transportée la partie laborieuse du congrès, Jacques Maritain exposa avec maîtrise le sujet : « Chrétienté et culture ». Le Dr Richard Strohal, professeur à l'Université d'Innsbruck, parla de la situation de la culture à l'heure présente, avec des exemples tirés de la radio, du cinéma et de la presse. M. Turnell, de Londres, s'étendit sur les méthodes bolchéviques de propagande, tandis que le Frère prêcheur Roguet, de Paris, était empêché de présenter son étude sur les devoirs de l'universitaire catholique.

Quatre spécialistes entrèrent dans le détail des réalisations pratiques : MM. von Domburg, d'Amsterdam, pour le film ; le chanoine Michal Rekas, de Lemberg, pour la radio ; le conseiller Edmund Weber, de Vienne, pour l'information ; Léon Verschave, de Lille, pour la presse.

Deux soirées de cinéma et une exposition de presse illustrèrent ces démonstrations. Le Dr Johannes Hollnsteiner, de Vienne, tira les conclusions générales en un exposé remarquable par son bel esprit de synthèse.

Une soirée d'art populaire permit aux congressistes de connaître les particularités folkloriques de la Carinthie.

Trois nouvelles associations furent acceptées au sein de *Pax Romana*.

De nouveaux statuts correspondant au développement pris par le mouvement ont été mis au point au cours du Congrès et provisoirement adoptés par l'assemblée générale tenue à Vienne, le 5 août. Les principales innovations concernent le statut légal de *Pax Romana*, (qu'il importait de mettre en harmonie avec le droit suisse), les organes de l'association et la procédure de vote.

Un *Conseil interfédéral* composé d'un délégué par fédération remplaçait l'ancienne assemblée générale et devait se réunir deux fois par an. Il assumait de plus une bonne partie des prérogatives de l'ancien Comité Directeur. Pour les cas urgents, un *Bureau exécutif* intervenait, composé du président en exercice, du secrétaire général et de trois vice-présidents. Les trois derniers présidents étaient automatiquement appelés à ces dernières fonctions.

Le droit de vote faisait l'objet d'une réglementation moins compliquée que précédemment et tenait compte davantage du paiement des cotisations.

Les anciennes commissions spéciales sont toutes remplacées par des sous-secrétariats.

Il est créé une nouvelle catégorie de membres dits *correspondants*, permettant d'accepter la collaboration d'organisations universitaires ne constituant pas, à proprement parler, des fédérations.

L'assemblée générale élit M. Max Legendre comme président et décide de confier à la France l'organisation du congrès de 1937.

Signalons la participation de *Pax Romana* à l'Exposition mondiale de la presse catholique de Rome, qui devait durer jusqu'à Pâques 1937.

* * *

Le congrès de Paris, XVI^{me} de *Pax Romana*, dura du 28 juillet au 3 août. Il tombait pendant la grande exposition internationale et sa participation bénéficia certainement de cet attrait. La réunion d'accueil eut lieu à la cité universitaire, dont l'église avait été récemment bénie par le cardinal Verdier.

Des journées d'études, à Bouffémont, du 24 au 28 juillet, permirent d'examiner en commun les principales questions que pose l'action catholique universitaire

intégrée dans le cadre de *Pax Romana*. On passa en revue les chapitres de la formation religieuse, philosophique, culturelle, professionnelle, sociale, la vie collective des étudiants et le rôle qu'y peut jouer *Pax Romana*. L'abbé Gremaud et les aumôniers prirent une part active aux discussions, qui étaient réservées aux dirigeants et militants des fédérations.

Près de 200 délégués à Bouffémont, 700 congressistes à Paris, voilà un record digne de mention. Au point de vue spirituel, ces quelques jours furent remplis d'une vie de piété, d'étude et d'amitié qui témoignait de la haute qualité de leur catholicisme.

A Paris, l'objet de l'étude était le problème douloureux du chômage des jeunes diplômés. Il fut exposé en une série de rapports documentés du R. P. Marc Dubois, dominicain; du professeur Wilhelm Winkler, professeur à l'Université de Vienne; du sénateur de Vendée Léopold Robert (Jean Yole); du R. P. Albert Hublon S. J. aumônier général de *l'Aucam*; de MM. Lucien Romier et Rudi Salat.

Dans son discours d'ouverture, le cardinal Verdier avait montré quels horizons s'ouvrent à la jeunesse dans les pays neufs qui ont besoin d'architectes, de juristes, de médecins et d'ingénieurs.

Au sujet du placement des diplômés en Europe, l'assemblée recommandait l'orientation professionnelle, comme aussi la collaboration des fédérations avec les Bureaux et l'Office international de statistique universitaire. Elle conseille également aux dirigeants étudiants d'entrer en contact avec les associations professionnelles. *Pax Romana* est elle-même inscrite depuis peu au Comité d'entente de la commission de coopération intellectuelle de la S. D. N. qui réunit toutes les grandes organisations internationales, parallèlement au comité de liaison des étudiants. Ce comité d'entente a mis à son programme l'étude de la question du chômage.

Parmi les résolutions, signalons celle qui recommande à la Congrégation des Rites l'examen des vertus de Pier Giorgio Frassati.

Deux nouvelles associations sont reçues comme membres actifs et une autre comme correspondant. Ces adhésions portent à 44 le nombre des fédérations affiliées, réparties dans une trentaine de pays. L'assemblée interfédérale décide de tenir le congrès de 1938 en Yougoslavie et nomme président M. Niko Kuret, professeur à Ljubliana,

De très belles cérémonies avaient marqué le congrès de Paris. A l'Institut catholique, le cardinal Baudrillart avait salué les congressistes du haut du balcon historique où tombèrent les martyrs des Carmes. Au Pavillon pontifical, le nonce apostolique présida un office imposant. A Notre-Dame, Mgr Beaussart, coadjuteur du cardinal Verdier, célébra un office pontifical. Au Sacré-Cœur, les congressistes assistèrent à une messe de rite oriental. Mgr Besson, président d'honneur, et Mgr Pharé, vicaire patriarcal en Egypte, furent présents à diverses manifestations du congrès.

A l'Hôtel de Ville de Paris, dans une de leurs dernières rencontres, les participants furent salués, au nom de la capitale, par le secrétaire du Conseil municipal.

* * *

Le XVII^{me} congrès se tint du 20 au 28 août 1938, à Bled, à 80 km. de Ljubliana. Les quatre premiers jours constituaient une semaine d'études réunissant 120 délégués. Le thème général en était: « L'étudiant catholique en face du problème communiste ». Une enquête préliminaire avait été organisée auprès des fédérations, visant les expériences faites par les étudiants catholiques dans leur apostolat et leur travail social.

Le mouvement communiste prenait de plus en plus de puissance dans le monde. Dans le numéro du journal de mars 1938, le secrétaire administratif, M. Rudi Salat, s'appuyant sur une lettre de Mgr Besson, mettait les fédérations en garde contre la participation au II^{me} Congrès mondial de la jeunesse qui devait se tenir à New-York du 16 au 24 août 1938.

Le premier congrès s'était tenu à Genève, en mars 1936, sous les auspices de l'Union internationale des associations de la S.D.N. A ce moment-là, Mgr Besson s'était déclaré persuadé que ce mouvement n'aurait aucun résultat pratique pour le raffermissement de la paix. Il insistait sur le devoir de lutter avec la dernière énergie contre l'idéologie qu'il représentait.

Le secrétaire administratif déclarait le Mouvement du congrès mondial de la jeunesse noyauté par les éléments marxistes et sans neutralité religieuse véritable.

De tendance analogue se trouvaient être le «Rassemblement mondial des étudiants pour la paix, la liberté et la culture», et le «Rassemblement universel pour la paix» fondé en septembre 1936 au congrès mondial de Bruxelles, contre lequel le cardinal Van Roey, primat de Belgique, avait prévenu les organisations catholiques.

L'assemblée interfédérale avait tenu sa réunion statutaire les 30 avril et 1^{er} mai, à Vaduz, sous la présidence du D^r Wraber, de Ljubliana, nouveau président de *Pax Romana*. Elle approuva la mise en garde du secrétariat au sujet des organisations à tendance communiste, malgré les protestations reçues de différents côtés.

A la suite du départ de son deuxième vice-président, M. Novotny, de Vienne, elle appela à ce poste l'abbé Tschuur, curé de Schaan, (Liechtenstein), initiateur et premier secrétaire général de *Pax Romana*.

Les quatre premières journées d'études se déroulèrent, du 20 au 24 août, à Rogaska-Slatina, ville d'eau,

siècle aux confins de la Slovaquie. Le créateur d'enthousiasme qu'est le chanoine Cardjin, père de la J. O. C. servit de guide dans les discussions et communiqua à ses auditeurs un peu de son âme d'apôtre.

Les mêmes problèmes furent repris à Bled, sur un plan plus large et plus général. M. Simon, professeur aux facultés catholiques de Lille, M. Lott, professeur à Edimbourg, le R.P. Regout, aumônier des Etudiants de Nimègue, exposèrent tour à tour la doctrine de l'Eglise, les procédés de pénétration du communisme et les dangers qui menaçaient spécialement les étudiants. M. Miha Krek, ministre sans portefeuille du gouvernement yougoslave, tira de son expérience de vieux lutteur de sages conseils pour ses auditeurs.

La lutte contre le communisme fut également à la base des discussions des divers sous-secrétariats.

Une jeune fédération de Bulgarie et une autre d'Amérique du Nord furent reçues dans l'Internationale estudiantine catholique. Un premier contact avec la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) devait également marquer dans les annales de *Pax Romana*.

Plusieurs membres de l'épiscopat yougoslave des deux rites et d'éminents hommes politiques de Yougoslavie honorèrent le congrès de leur présence.

Pendant ces jours, *Pax Romana* faisait une perte sensible en la personne du D^r Rückl, ancien président, décédé en Tchécoslovaquie à l'âge de 38 ans.

Parmi les résolutions prises à Bled, relevons la constitution d'un secrétariat des aumôniers et la nomination comme membre d'honneur de M. Guillaume de Weck, secrétaire du comité d'initiative en vue de la fondation de *Pax Romana* en 1921.

En revanche, trois démissions étaient à enregistrer, celles de M. Etienne Rossel, directeur du secrétariat des missions; du D^r Schaus, directeur du secrétariat social, et de M. Léon Verschave, directeur du S.I.P.U.C.

Le congrès de Bled nommait enfin M. Edward Kirchner (U.S.A.) comme président pour l'exercice à venir et acceptait l'invitation de «l'American Committee» à tenir le XVIII^{me} congrès à New-York, à l'occasion du cinquantenaire de la «Catholic University of America». Le Congrès se tint à l'Université Fordham, entre le 28 août et le 5 septembre, sous les auspices de la grande association américaine «National Catholic Welfare Conference». Le thème fixé était «Le rôle des universitaires dans l'action catholique nationale».

Les journées d'études préliminaires, qui étaient devenues une tradition des congrès annuels, se déroulèrent à la *Catholic University of America*, à Washington après une réception solennelle à New-York, le 26 août.

Après avoir tenu seize congrès en Europe, il était naturel que *Pax Romana* se dirigeât vers le grand continent de l'ouest, où dix fédérations affiliées, au nord et au sud réclamaient sa venue. Cette initiative devait se révéler particulièrement heureuse, puisqu'il en résulta une prise de contact très ferme pour *Pax Romana*.

Deux enquêtes préliminaires eurent lieu, dès le mois de février, auprès des fédérations, soit auprès des organismes officiels de l'Action catholique.

Le Bureau exécutif, qui siégea à Paris les 7 et 8 janvier 1939, sous la présidence de M. Roger Millot, deuxième vice-président, appela l'abbé Oswald Buchs, à Immensee, à succéder à l'abbé Etienne Rossel comme directeur du sous-secrétariat des missions.

Au début du mois de février, le monde avait appris avec tristesse la mort du grand pontife, Pie XI, le pape de l'Action catholique. Ce deuil parut le présage d'autres maux plus terribles qui allaient s'abattre sur le monde et le faire rétrograder vers des horreurs que les plus pessimistes n'auraient pas cru possibles. Le soir du 2 mars, l'Eglise apprenait avec joie l'élection de son successeur Pie XII.

Du 12 au 17 avril 1939, *Pax Romana* tint à Sarnen, à l'occasion de la réunion de l'Assemblée interfédérale, une semaine d'études destinée surtout aux membres qui n'auraient pas l'occasion de se rendre en Amérique. M. Kirchner, président tint à diriger lui-même les travaux. Le thème portait sur l'organisation interne d'une Fédération d'étudiants catholiques. Il s'agissait de remédier à certaines lacunes observées assez souvent et qui n'étaient pas sans nuire à la marche générale de l'Internationale estudiantine.

Le 17 avril, les participants furent reçus à Berne par M. Philippe Etter, président de la Confédération.

A la suite des réunions de Sarnen, le président, M. Kirchner, et le secrétaire administratif, M. Salat, se rendirent à Rome, où ils eurent le grand bonheur d'être reçus par le pape nouvellement élu, qui les assura de sa paternelle bienveillance envers *Pax Romana*.

Les archevêques de Baltimore, de la Nouvelle-Orléans et de San Francisco, les évêques de Great Falls, Manchester (New-Hampshire), Oklahoma City et Tulsa faisaient partie du comité de patronage du congrès de New-York.

La délégation européenne à elle seule comprenait 120 membres. Les mandataires officiels arrivèrent à New-York le 27 août, à bord du de Grasse. Une réception se déroula au débarcadère. Puis les hôtes furent conduits au Manhattanville College, où le secrétariat féminin devait tenir ses assises.

La semaine d'études préliminaires commença le même jour à Washington, où les délégués se rendirent dans l'après-midi.

Le lundi 28 août, une messe pontificale fut célébrée dans la crypte du sanctuaire national de l'Immaculée Conception, à la Catholic University, dont le recteur prononça l'allocution.

A 10 h. 30, c'était la séance solennelle d'ouverture, où se firent entendre Mr Edward Kirchner, président de *Pax Romana*, et son S. E. le délégué apostolique aux Etats-Unis.

Les jours suivants, le travail se poursuivait régulièrement, malgré la lourde atmosphère de menaces qui pesait sur le monde. Il était coupé de visites aux principaux centres de culture de Washington. Le mercredi après-midi, 30 août, ce fut la visite officielle à la National Catholic Welfare Conference, centrale de l'Action catholique aux Etats-Unis.

Plusieurs personnalités de marque avaient accepté de prendre part au congrès proprement dit qui devait se dérouler à New-York à partir du 2 septembre. C'étaient entre autres Mgr Henri-Roger Beaussart, évêque coadjuteur du cardinal Verdier; le R. P. Martin Cyril d'Arcy, de Grande Bretagne, S. J.; le professeur Louis Renouf, de Cork, en Irlande; le R. P. H. Ahaus, de la Congrégation missionnaire de Mill Hill, aux Pays-Bas; le Dr Gerald Phelan, directeur de l'Institut médiéval de l'Université de Toronto; M. Yves Simon, maître de conférences à l'Université catholique de Lille; Mgr Francis Kelley, évêque d'Oklahoma City et Tulsa; Mgr Joseph Corrigan, recteur de l'Université pontificale de Washington et le R. P. Robert Gannon, S. J. président de l'Université Fordham à New-York.

Une belle brochure avait été éditée à l'occasion de ce XVIII^m congrès.

Lors de l'assemblée interfédérale de Sarnen, au mois d'avril, le Secrétariat général avait envisagé déjà la création d'une section américaine qui, en cas de conflit, pourrait subsister par ses propres moyens et prendre provisoirement la succession du secrétariat. La situation en Europe devenait des plus précaires. On avait peu de nouvelles, par exemple, des cinq fédérations que *Pax Romana* comptait en Tchécoslovaquie

avant l'annexion de mars. Cependant, les deux fédérations hongroises issues de l'ancienne fédération hongroise en Tchécoslovaquie furent considérées comme membres titulaires.

La guerre.

Le 1^{er} septembre, à l'aube, le monde apprenait le déclenchement de l'offensive allemande en Pologne. C'était la guerre mondiale. L'Assemblée interfédérale de *Pax Romana* convoquée le même jour, à Washington, puis à l'Université Fordham, à New-York, eut juste le temps de décider le transfert d'une section du secrétariat en Amérique pour la durée de la guerre et de prendre les mesures les plus urgentes. M. Rudi Salat demeura sur place pour assurer la continuité des travaux, tandis que l'abbé Joseph Gremaud et les autres membres européens se préoccupaient de regagner l'Europe. Arrivés le 2 septembre à New-York, ils durent attendre jusqu'au 12 pour s'embarquer sur le vaisseau italien «Roma». L'Italie était le seul pays qui pût encore assurer les communications avec la Suisse. Le 19 septembre, le «Roma» faisait escale à Gibraltar, où il subit une courte visite des autorités anglaises. Il arriva le 23 septembre à Gênes.

Le R.P. William Ferree, S.M. qui fut longtemps membre américain du secrétariat général à Fribourg, collabora avec M. Salat à Washington. M. Kirchner avait été désigné par l'Assemblée interfédérale de New-York, comme premier vice-président de *Pax Romana*. Il faisait partie du comité de trois membres, formé pour gouverner *Pax Romana* pendant la guerre, avec le nouveau président, M. Joaquin Ruiz Gimenez (Espagne),

et l'abbé Gremaud, secrétaire général. A ce double titre, M. Kirchner était qualifié pour prendre la direction du secrétariat de Washington.

La tâche de ce secrétariat était considérable, car maintes activités demandaient une grosse somme de recherches et de correspondance avant de pouvoir être mises sur pied. Les archives étaient demeurées à Fribourg et devaient être reconstituées.

L'année 1941 trouva le secrétariat presque complètement séparé de Fribourg comme de toute fédération européenne. Le secrétariat de Washington assumait la direction pour les autres parties du monde.

Le secrétariat de Fribourg ne put que se consacrer aux œuvres de secours de guerre aux étudiants. M. Salat demeura à Washington jusqu'à son départ pour l'Amérique du Sud en avril 1941. Le R.P. Ferree quitta le comité en juin 1942, au moment où il obtint son grade de docteur en philosophie de la Catholic University. Toutefois, de son nouveau poste de l'Université de Dayton (Ohio), il continua à collaborer avec le comité par correspondance, par diverses démarches et représentations et par des tâches spéciales. En l'absence de P. Ferree, le secrétariat eut la bonne fortune de s'assurer les conseils et avis autorisés du chapelain du Cercle de Washington de *Pax Romana*, le Rév. John Courtney Murray S.J. du collège de Woodstock, éditeur des «Theological Studies».

M. Kirchner fut engagé comme officier dans la marine des Etats-Unis en septembre 1942, mais put continuer son travail à *Pax Romana* jusqu'en décembre. Il avait été providentiellement stationné dans la région de Washington pour compléter son entraînement.

Le secrétariat bénéficia du secours de Canadiens qui avaient été précédemment versés dans les organisations d'étudiants. C'étaient M. Samuel Gagné, M. et M^{me} Roger Marier, de Québec, membres de la Fédération canadienne

des universitaires catholiques, et M. Paul Volpe, du Newman-Club de Vancouver. D'autres Européens et ressortissants de l'Amérique latine apportèrent leur dévouement au secrétariat.

Par ailleurs, celui-ci n'eut qu'à se féliciter de l'assistance reçue de la Catholic University of America. Ses relations avec les autorités religieuses et avec la National Catholic Welfare conference furent de même excellentes.

Les principales activités du secrétariat de Washington furent la constitution d'une librairie internationale destinée à venir au secours des étudiants privés de leurs moyens de formation intellectuelle, et le développement du cercle des Amis de *Pax Romana*.

A Fribourg, le secours de guerre de *Pax Romana* fut officiellement inclus dans l'Oeuvre catholique de secours aux prisonniers de guerre, organisée sous l'autorité directe de Mgr Besson. Le Saint-Siège fut constamment tenu au courant de toutes les phases de cette action pour autant que les relations le permettaient.

L'Office de secours de Washington reçut, en avril 1941, avis que les fonds recueillis dans les collèges et universités américains iraient désormais au fond général placé sous la surveillance de la hiérarchie américaine. Jusque là, ces fonds avaient été câblés par l'Office de Washington au secrétariat de Fribourg. Depuis cette époque, le secrétariat de Washington cessa de participer à l'action de secours de guerre en faveur des étudiants.

Le secrétariat de Fribourg en revanche décida, avec l'approbation de Mgr Besson, de conjuguer son action avec celle de l'European Student Relief Fund et du World Student Relief, en raison de la difficulté des relations internationales et pour une meilleure répartition des secours. En août 1943 fut signé à Genève un «agrement» entre les représentants de *Pax Romana*, de l'*International Student Service* et de la *World Student Christian*

Federation. Vers la fin de la même année, il fut décidé de créer à Washington une succursale du comité de Genève.

Ainsi, au courant de la guerre, le secrétariat de Fribourg, comme celui de Washington ont procuré d'innombrables soulagements aux étudiants victimes de la guerre. Ils ont eu également le mérite de garder le contact encore possible avec les fédérations d'étudiants en activité dans divers pays.

C'est en Amérique du Sud que cette activité put s'épanouir le plus librement et fut la plus réjouissante.

Du 14 au 31 décembre 1944, s'était tenu à Rome l'assemblée constituante de la Confédération ibéro-américaine des étudiants catholiques (C.I.D.E.C.) en présence du secrétaire général et du secrétaire administratif de *Pax Romana*. Le deuxième congrès se tint à Lima, du 20 au 28 mai 1939. Il groupa une cinquantaine d'universitaires, sans compter les étudiants du Pérou même. Onze pays, sur les 21 que compte l'Amérique du Sud, étaient représentés; d'Espagne, les délégués furent chaleureusement accueillis. L'action catholique était à l'ordre du jour, comme au congrès de Washington, ainsi que le catholicisme en tant qu'expression authentique de la mentalité ibéro-américaine.

La présence de M. Kirchner à Lima contribua à faire mieux connaître *Pax Romana* en Amérique du Sud et à rapprocher les deux organisations.

Mais c'est surtout depuis le mois d'avril 1941 que *Pax Romana* prit de l'extension en Amérique du Sud.

Une assemblée inter-américaine de *Pax Romana*, tenue à Bogota en 1941, décida l'établissement d'un secrétariat ibéro-américain dans cette ville. Il devait collaborer étroitement avec le comité de la C.I.D.E.C. Cette Centrale Universitaire Catholique de Bogota (C. U. C.) joua, jusqu'au printemps 1942, un rôle primordial.

Bientôt les fédérations nationales du Brésil, du Chili, de Costa-Rica, de Cuba, de la Colombie et de l'Équateur demandèrent leur affiliation à *Pax Romana*. Mais le principal agent de développement fut M. Rudi Salat, secrétaire administratif, qui, à partir d'avril 1941, multiplia les contacts entre les fédérations, en établit de nouvelles et entreprit de nombreux voyages malgré les difficultés de la guerre et les tiraillements politiques. M. Salat reçut pour cette action méritoire la décoration de St-Grégoire, avec le grade de commandeur, qui lui fut remis par le Saint-Siège.

De nouveaux jalons sont posés en 1943, malgré l'interruption presque complète des rapports avec l'Europe. Une semaine commune d'étude de la C.I.D.E.C. et de *Pax Romana* fut organisée à Santiago du Chili en mars 1944. La C.I.D.E.C. était représentée par son président, Luis Calderon Vega; la voix de *Pax Romana* fut apportée par MM. Kirchner et Rudi Salat.

Un des résultats immédiats de ces entrevues fut la création du Secrétariat Universitaire Catholique (S.U.G.) établi à Santiago du Chili et qui reprit la tâche de l'ancien C.U.C. Il s'agissait d'intensifier en Amérique du Sud la commune mission de la C.I.D.E.C. et de *Pax Romana*. Le directeur en était le Dr Domingo de Santa-Maria à Santa-Cruz. Chaque mois le S.U.C. lance des circulaires et édite un bulletin. Le 15 mars 1945, un numéro extraordinaire fut consacré à la mort de Mgr Besson, président d'honneur de *Pax Romana*. De nombreux périodiques locaux ont été créés par les fédérations des différents Etats de l'Amérique latine.

L'aide aux étudiants victimes de la guerre fut activement poussée également dans ces régions.

Au début de 1945, seules les fédérations de l'Argentine, du Paraguay, et de Venezuela ne sont pas encore affiliées formellement à *Pax Romana*, tout en collaborant avec le comité de Santiago.

Le troisième congrès de la C.I.D.E.C. (seconde assemblée inter-américaine de *Pax Romana*) s'est déroulé à Lima du 10 au 19 mars 1946. 150 étudiants, représentant douze nations, y étaient réunis. Ils ont étudié ensemble «La responsabilité du mouvement universitaire catholique devant les problèmes de l'heure». *Pax Romana* y était représenté par son président M. Joaquin Ruiz Gimenez, ses deux vices-présidents, MM. Edward Kirchner et Roger Millot, le secrétaire administratif. M. Rudi Salat, et le directeur du secrétariat ibéro-américain; M. Domingo de Santa Maria, le 18 mars, des réceptions furent organisées à Lima par Mgr Cento, nonce apostolique, et par M. José Luis Sustamento, président de la République péruvienne.

Une série de conférences furent données par de hautes personnalités intellectuelles et universitaires.

Le premier thème des résolutions élaborées concerne la mission de l'Université. L'assemblée estime que l'Université ne saurait se désintéresser d'une formation pleinement humaine, donc également morale, de l'individu.

Vis-à-vis des autres organisations estudiantines professionnelles, elle croit bon d'y participer, sans vouloir en modifier le caractère, dans les universités américaines.

L'assemblée souligne la nécessité d'intensifier le travail des secrétariats régionaux de *Pax Romana* en Amérique et de les doter d'une administration adéquate. Elle désire le resserrement des liens avec l'internationale des étudiants catholiques et propose divers thèmes à traiter dans les prochains congrès. Elle propose une expansion mondiale décentralisée et la création de secrétariats régionaux.

* * *

Le XIX^{me} congrès de *Pax Romana* eut lieu à Salamanque, à la fin du mois de juin. Au cours de la

première journée, le samedi 22, on assista à la cérémonie d'ouverture de l'« Universitas », qui groupe les professeurs catholiques du monde entier. Le professeur Derying, de l'Université de Dublin, a été nommé président de cette association.

Le thème traité par les Congressistes « l'Universitaire catholique en face des problèmes actuels du monde » donna lieu à d'intéressantes discussions et permit surtout aux représentants de nombreux pays de tous les continents de renouer des liens et de travailler ainsi à la grande cause de *Pax Romana*.

* * *

Aussitôt qu'apparut l'aurore de la paix, le secrétariat de Fribourg se préoccupa de rassembler les éléments d'une reconstitution des anciens cadres européens.

Au printemps 1944, les élèves étrangers de l'Université de Fribourg qui avaient pu garder des relations avec leurs fédérations étaient réunis pour une première prise de contact. On put se rendre compte que l'esprit de *Pax Romana* était toujours vivace et que, malgré les terribles déceptions éprouvées sur le plan politique international, tous étaient d'accord de se remettre courageusement au travail.

A Pâques 1945, une nouvelle réunion eut lieu à Montbarry, près Fribourg, et dura plusieurs jours. Des délégués étrangers y participèrent, venus notamment de l'Espagne, de la Hollande, de la France, de l'Angleterre et de la Tchécoslovaquie. Les premiers échanges d'idées ne furent pas toujours faciles et, après le désarroi des esprits pendant la guerre, il était inévitable que des conceptions différentes se fissent jour. Les uns soutenaient que, sans programme politique, un travail efficace sur le plan international resterait purement théorique. Les autres s'efforçaient de maintenir une certaine réserve

du point de vue politique, en arguant que les idées sociales et religieuses agissent à la longue avec une puissance suffisante. Finalement il apparut que *Pax Romana* ne devait pas trop dévier de ses traditions et qu'on ne pouvait nullement considérer l'aboutissement de ses efforts entre deux guerres comme une faillite.

C'est pourquoi le programme du XX^{me} congrès revêt un aspect similaire à ceux d'avant-guerre. Il se présente de même avec des journées d'étude et des assemblées générales. Les premières ont pour thème : « L'avenir de *Pax Romana* » ; les autres « L'engagement de l'universitaire ». Il s'agira de préciser les exigences spirituelles de la reconstruction mondiale ; la mission des intellectuels catholiques et des groupements catholiques universitaires.

L'Université de Fribourg et Pax Romana.

En se préoccupant de préciser ses relations avec les Universités, *Pax Romana* puise à nouveau aux sources premières de sa vitalité. La Confédération internationale des Etudiants catholiques est en effet le fruit naturel de l'université et de l'esprit universitaire. Il est à propos d'insister ici sur le rôle joué spécialement par l'Université de Fribourg et son fondateur, Georges Python, dans la fondation de *Pax Romana*.

En 1919 et en 1920, l'idée de la fondation de *Pax Romana* était discutée à Fribourg non seulement dans les Cercles d'Etudiants Suisses, mais dans des groupes de professeurs de l'Université et d'intellectuels ecclésiastiques et civils. Georges Python, que sa santé retenait la plupart du temps dans sa propriété de Fillistorf, y avait invité les promoteurs les plus influents et aimait à entendre agiter devant lui cette question, dont il comprenait toutes les possibilités d'avenir. Après avoir entendu tous les avis, il savait en quelques mots concrétiser les discussions et indiquer les mesures utiles. Son accord total était acquis à l'œuvre du secrétariat.

A ses côtés, M. Ernest Perrier, directeur suppléant du département de l'Instruction publique, faisait preuve de la même compréhension et du même enthousiasme. Il était présent partout où M. Python était empêché de se rendre. Il représentait fidèlement sa pensée et voyait comme lui dans *Pax Romana* un puissant moyen d'élaboration et de propagation des idées.



GEORGES PYTHON
Fondateur de l'Université catholique et internationale
de Fribourg

Mgr Besson leur apportait tout l'appui de l'autorité épiscopale. Personne mieux que ce distingué prélat n'était placé pour apprécier les effets que pourrait avoir dans le monde, la naissance d'un organisme international reliant tous les jeunes intellectuels catholiques. Il n'a jamais ménagé ses conseils, ni même son apport financier dans les moments difficiles. Ces efforts conjugués furent d'un effet considérable et sans doute déterminant dans le rapide succès des négociations engagées. Le comité d'initiative nommé à Wyl en 1920, travailla en intime communion avec ces personnalités, qui toutes tenaient de près à l'Université de Fribourg.

Rappelons encore combien le corps professoral fut fortement représenté aux deux congrès de Fribourg. Citons les noms des RR.PP. Marin-Sola et de Langenwendels, professeurs de théologie dogmatique, représentant le premier, l'Espagne; le second, la Hollande; du R. P. de Munnynck, professeur de philosophie, pour la Belgique; du R. P. Allo, professeur d'exégèse, pour la France; du professeur de littérature italienne Arcari, pour l'Italie; de Mgr Kirsch, professeur de patrologie, pour le Luxembourg; de M. Gustave Schnürer, professeur d'histoire, pour l'Allemagne; du professeur d'Overbeck, juriste de réputation mondiale, pour l'Autriche; de Mgr Dr Joseph Beck et du Rév. P. Gallus Manser O.P., pour la Suisse.

Mgr Hilarin Felder, capucin, évêque de Géra, et le R.P. de Calen, bénédictin du couvent de Meran, intéressé à l'Union des Eglises d'Orient et d'Occident, avaient tenu aussi à encourager les congressistes de leur présence et de leurs précieux conseils.

L'intérêt porté par Georges Python et la Direction de l'Instruction publique à *Pax Romana* est encore prouvé par les termes d'une déclaration écrite à la veille du congrès de Bologne en 1925 et que nous tenons à reproduire *in extenso*:

« La Direction de l'Instruction publique du canton de Fribourg (Suisse) a chargé

Messieurs le D^r Célestin Trezzini,
professeur à la Faculté de droit,

Joseph Gremaud,
professeur de philosophie au Lycée,

Guillaume de Weck,
licencié en droit,

tous à Fribourg,

de la représenter au congrès international des associations catholiques d'étudiants « Pax Romana » à Bologne, et de déclarer que ladite Direction de l'Instruction publique a toujours porté le plus vif intérêt aux travaux de l'association « Pax Romana » et qu'elle est disposée à continuer au bureau central de *Pax Romana*, à Fribourg, la plus grande bienveillance.

Fribourg, le 5 septembre 1925.

Le Conseiller d'Etat, Directeur,
Georges Python. »

L'Etat de Fribourg a mis, pendant ces 25 années d'activité de *Pax Romana*, gracieusement à la disposition du secrétariat des locaux modestes, mais suffisants, qui ont grandement soulagé les charges financières de celui-ci. Du reste, ce n'est pas par l'ampleur des locaux qu'il faut juger de la grandeur d'une œuvre, et beaucoup de grandes entreprises ont eu des débuts forts modestes: Une certaine période de lutte est même, dirait-on, la rançon du succès.

Pax Romana a bénéficié également de la protection du directeur actuel de l'Instruction publique qui fut un

continueur méritant de Georges Python, le conseiller d'Etat M. Joseph Piller. Ce magistrat peut être assuré de la reconnaissance des étudiants catholiques, à la cause desquels il s'est constamment dévoué.

L'Université de Fribourg a donc formé un terrain propice à l'éclosion et au développement de *Pax Romana*. Elle a été pour elle un soutien naturel qu'il ne convient pas de négliger, mais au contraire de cultiver dans une concordance de vues et de pensées qui ira, espérons-le, toujours en s'affirmant.

Conclusion.

C'est dire que rien de l'ancien idéal de *Pax Romana* n'a faibli; aucune valeur n'a été perdue. Elles ont été obscurcies, comme elles l'ont été en de nombreuses périodes de l'histoire. Mais dans la nuit de l'épreuve ont continué à briller certains flambeaux. Le catholicisme a vu surgir des âmes d'élite, prêtes à tout sacrifier pour la sauvegarde de leurs principes et le bien de leurs semblables. En Allemagne même, nous avons vu les Faulhaber, les von Gallen, en Autriche, des hommes d'Etat comme le chancelier Schuschnigg se dresser contre l'oppression et percer à jour les machinations du césarisme moderne. Ces hommes, qui partageaient notre idéal, ont vu leur cause triompher. Leurs idées religieuses sont les mêmes que celles de nombre de leurs vainqueurs. C'est pourquoi nous devons croire qu'une réconciliation est possible, que l'on trouvera un terrain d'entente et que la haine sera finalement vaincue.

Pax Romana est la preuve de l'existence d'une solidarité mondiale, non seulement sur le plan économique et physique, mais sur le plan moral. Si le monde va mal, ce n'est pas seulement une nation qui en est coupable, mais certainement toutes, dans une mesure plus ou moins grande. Nous devons donc faire un retour sur nous-mêmes et chercher la cause du manque

200 VILLA CHAMINADE
BIBLIOTECA
Via dei Laghi, 17
GROTTAFERRATA.

du dynamisme de ces idées que nous considérons comme justes. La solution existe. *Pax Romana* la poursuivra avec ardeur durant ces années prochaines.

C'est pourquoi nous répétons avec confiance les paroles que nous adresse notre président d'honneur, Mgr Charrière, au seuil de cette nouvelle période de notre histoire: «Au sortir de la guerre, il importe avant tout de réaliser cette communauté d'esprit et de volonté qui permettra de travailler avec succès à l'établissement du règne du Christ.»

201

Présidents d'honneur de Pax Romana.

- † Son Excellence *Mgr Marius Besson*,
évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, 1921-1945.
Son Excellence *Mgr François Charrière*,
évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, dès 1946.

Membres d'honneur de Pax Romana.

MM.	Lieu et date de la nomination
† <i>Georges de Montenach</i> , cons. aux Etats	Fribourg 1922
† <i>Georges Python</i> , cons. d'Etat	Fribourg 1922
<i>Ernest Perrier</i> , cons. d'Etat, D. S. B. Prieur du couvent de la Pierre-qui-Vire	Fribourg 1922
S. A. R. la princesse <i>Ludwig-Ferdinand de Bavière</i> , infante d'Espagne	Munich 1930
Le R. P. C. C. <i>Martindale</i> , S. J. Londres	Munich 1930
Le Dr <i>Fritz Beck</i> , directeur de la Maison des Etudiants	Munich 1930
<i>O. de Halecki</i> , professeur à l'Université de Varsovie	Munich 1930
<i>Mgr de la Serre</i> , vice-recteur de l'Ins- titut catholique de Paris	Bordeaux 1932
<i>Max Legendre</i> de Paris	Paris 1937
<i>Guillaume de Weck</i> , secrétaire français du comité d'initiative pour la fonda- tion de Pax Romana; président des comités d'organisation des congrès de Fribourg de 1921, 1922, 1931 et 1946	Ljubliana 1938

Congrès internationaux de
PAX ROMANA

Liste des présidents.

Fribourg	1921	DR MAX GRESSLY
Fribourg	1922	DR MAX GRESSLY
Salzbourg	1923	ABBÉ JOSEPH GREMAUD
Budapest	1924	ABBÉ JOSEPH GREMAUD
Bologne	1925	DR NELLO PALMIERI
Amsterdam	1926	DR FEBER
Varsovie	1927	STANISLAS ORLIKOWSKI
Cambridge	1928	EDWARD BULLOUGH
Séville	1929	FERNANDO MARTIN SANCHEZ
Munich	1930	DR MARTIN LUIBLE
Fribourg	1931	ROGER POCHON
Bordeaux	1932	DR GODARD
Luxembourg	1933	LAMBERT SCHAUS
Rome, pèlerinage	1934	
Prague	1935	DR RÜCKL
Salzbourg	1936	DR VEITER
Paris	1937	MAX LEGENDRE
Bled-Ljubliana	1938	DR WRABER
Washington	1939	EDWARD KIRCHNER
Salamanque	1946	JOAQUIN RUIZ GIMENEZ
Fribourg	1946	ANDRÉ FLORINETTI

Sources

Archives du baron Georges de Montenach
Archives de l'Etat de Fribourg.

Monat-Rosen et Monatschrift,
revue de la Société des Etudiants suisses.

Collection du journal *La Liberté* de Fribourg.

Georges de Montenach,
biographie par Marcel de Weck,
Collection des Grands catholiques des XIX^{me}
et XX^{me} siècles.
Publications «Lumière» Dijon. 1928.

Bulletin de Pax Romana, Folia periodica
et journal mensuel.

Les associations internationales d'étudiants,
par Roger Pochon. Fribourg, Saint-Paul. 1928.

Pax Romana 1921-1931.
Plaquette publiée à l'occasion du dixième anni-
versaire de la fondation du secrétariat.
Fribourg. Fragnière, 1931.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	9
Chapitre I. — Les premiers essais	11
Les internationales concurrentes.	28
Le pèlerin de l'Union internationale.	31
Les incidents du Panthéon	48
Chapitre II. — Nouveaux ouvriers,	
Nouvelles méthodes	54
Tour d'horizon	55
Effort de renaissance chez les étudiants catholiques	63
Chapitre III. — Le succès	77
Les organisations nationales.	80
Les préliminaires du congrès de Fribourg	96
Les internationales concurrentes.	103
Le premier congrès de Fribourg.	114
Les premières années du secrétariat.	121
Chapitre IV. — La Confédération internationale des associations catholiques d'étudiants	129
Les relations avec les autres organisations internationales catholiques	133
La collaboration aux missions étrangères.	141
Dix ans après	153
A l'écoute de la guerre qui s'approche	163
La guerre	188
L'Université de Fribourg et Pax Romana.	196
Conclusion	200
Membres d'honneur de Pax Romana	203
Congrès internationaux et présidents de Pax Romana	204
Sources	205